

# La BÂTIE-NEUVE

## dans les Hautes-Alpes



Ces pages font suite à l'ouvrage de l'Abbé f. ALLEMAND "Notice historique et archéologique sur la commune de la Bâtie-Neuve" publié en 1906 et au document de référence qu'est la monographie de Nerte GERAKIS-ESCALLIER "Étude géographique, historique et ethnographique de la Bâtie-Neuve".

Cette monographie enrichit et met en page les écrits de son père Émile ESCALLIER (1906-1985), avocat, écrivain attaché à son pays gavot, animateur de l'Association des Écrivains Dauphinois, deux fois président de l'Académie Delphinale, président de la Société d'Études des Hautes-Alpes de 1966 à 1985 et auteur de deux livres attachants sur des bastidons d'autrefois (voir "La vie locale autrefois" de la bibliographie). La monographie exploite des archives familiales constituées par le grand-père de Nerte, Joseph ESCALLIER (1868-1948), notaire à La Bâtie-Neuve, conseiller général et maire de la commune, s'appuie sur les travaux d'historiens reconnus, fait le récit de l'histoire de notre village et sait faire revivre le quotidien de ce terroir autrefois.

Michel DRAUSSIN



<https://histoirebastidonne.asso-web.com>



	SOMMAIRE	Page	Indice
1 – Dans l'antiquité	Le DOLMEN des Auches Annexe : Les fouilles du dolmen La traversée des Alpes d'Hannibal	5	N
2 – Au temps des Romains	ICTODURUM	13	H
3 – Au début du Moyen Âge	SAINT-PANCRACE - TOURNEFORT Annexe : Charles Martel, Abbon et la Novalaise	19	N
4 – À la fin du Moyen Âge	BASTIA NOVA Le CHÂTEAU Le VILLAGE	26	G
5 – À la Renaissance	La BATTY-NEUFUE Le CHÂTEAU N.D. de CONSOLATION Le BOURG La FAÏENCERIE Annexe : Guillaume Farel (1489-1565)	31	H
6 – La Révolution et l'Empire	La BÂTIE-NEUVE (1789-1870) Le CHÂTEAU N.D. de CONSOLATION Le BOURG La FAÏENCERIE Annexe : Pratiques ésotériques dans les Hautes-Alpes Annexe : La grippe espagnole	38	D
7 – La République 1	La BÂTIE-NEUVE (1870-1975) Le CHÂTEAU Le VILLAGE Annexe : L'électrification du village Annexe : L'émigration haut-alpine Annexe : Sursis d'appel en 14-18	46	E
8 – La République 2	La BÂTIE-NEUVE (1975-2015) Le VILLAGE Les HAMEAUX	58	H
9 – Lieux-dits	Les CASSES Le FAUDON FORÊT du SAPET Annexe : Le chemin de Compostelle Les Croix de chemin	66	K
10 – Journal	La BÂTIE-NEUVE (2015- ) Le VILLAGE SITES PARTICULIERS Annexe : Ses hameaux (plan-photos)	79	E

## BIBLIOGRAPHIE

- De l'origine et du sens des mots Dauphin et Dauphiné – A. PRUDHOMME – 1893
- Notice historique et archéologique sur la commune de La Bâtie-Neuve – Abbé F. ALLEMAND – 1906
- La Faïencerie de La Bâtie-Neuve – J.M. & F.N. NICOLLET – 1906
- Annuaire illustrés – Hautes et Basses-Alpes puis Région des Alpes : 1922 – 1925 – 1928/29 – 1933
- Notice sur Faudon et les deux Ancelle – Abbé J. REYNIER – 1924
- Une sépulture dolménique dans la vallée de la Durance – L'illustration – 1938
- Le Folklore de La Bâtie-Neuve et ses deux vallées – Émile ESCALLIER – 1944
- Note succincte sur la pierre dolménique des Auches – Émile ESCALLIER – 1958
- Étude géographique, historique et ethnographique de La Bâtie-Neuve – Nerte GERAKIS-ESCALLIER
- Les Hautes-Alpes hier, aujourd'hui, demain – Pierre CHAUVET et Paul PONS – 1975
- Archéologie dans les Hautes-Alpes – Musée départemental de Gap – 1991
- Guide France des Pèlerinages – Jean-Pierre BOUSQUEL – 1996
- Les Burgondes, nos Ancêtres – Louis GONDRE – BSEHA 1998
- Le mobilier du château de la Bâtie-Neuve en 1491 – Nathalie Nicolas – BSEHA 1998
- Le village de la Bâtie-Neuve d'après le terrier de 1321 (mémoire de maîtrise) – Magali MANNENT – 2000
- Histoire de l'électricité dans les Hautes-Alpes – Louis JACQUIGNON – 2000
- Les Hautes-Alpes autrefois – Thierry OLIVE – 2003
- La Novalaise, les Alpes et la frontière (VIII<sup>e</sup> - XII<sup>e</sup> siècle) – Laurent RIPART – 2004
- La Via Domitia. Des Pyrénées aux Alpes – Pierre A. CLÉMENT – 2005
- Prospection, relevé topographique, sondages sur le site de Faudon – François RICOU (DRAC) – 2005-2009
- Provence – Comté de Nice – Languedoc-Roussillon – Gabriel CASSIN – 2006
- Au pays caturige – Georges DIOQUE – 2007
- 100 ans d'archéologie en PACA – Xavier DELESTRE – 2008
- La lutte pour l'Évangile. Vie de Guillaume Farel – E. DÖNGES, F. BEVAN – 2008
- Notre Église dans l'Histoire – La Rochette – Maryse BECLE et Jean-Pierre REYBAUD – 2010
- Eaux courantes – Archives départementales
- Les Hautes-Alpes – Cartes géographiques anciennes – Jacques MILLE – 2011
- Au près de mon arbre – la forêt dans les Hautes-Alpes – Archives départementales – 2012
- Hallucinés, nécromanciens, cartomanciens et sorciers dans les Hautes-Alpes de l'an IX à 1838  
Gisel CHAUTANT – 2012
- L'étape d'ICTODURUM sur la Via DOMITIA (synthèse bibliographique) – Michel DRAUSSIN – 2013
- Itinéraire transalpin d'Hannibal. Énigme et résolution géographique – J.-P. RENAUD – 2013
- Les Paysans (1870-1970) – Philippe MADELINE et Jean-Marc MORICEAU – 2013
- Le Dauphiné – Cartes géographiques anciennes – Jacques MILLE – 2013
- Le royaume rodolphe de Bourgogne (fin IX<sup>e</sup> - début XVI<sup>e</sup> siècle – Laurent RIPART – 2014
- Révoltes et tensions dans le Haut Dauphiné au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle – Olivier HANNE – BSEHA 2014
- Les Mystères des Hautes-Alpes – Alain LEQUIEN – 2014
- Le quartier des Casses VIVERT – Michel DRAUSSIN – 2014
- Topoguide : Sentier vers Saint-Jacques de Compostelle – Collectif – 2<sup>e</sup> édition 2014
- Conférence : Les années 1940-1944 dans les Hautes-Alpes – Jean-Pierre PELLEGRIN – 2015
- Gap et ses territoires. Des siècles d'histoire (XI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> s.) Société d'Études des Hautes-Alpes – 2016
- L'émigration des Haut-Alpins aux Amériques – Patrick CAFFAREL, Michel CLÉMENT – 2016
- De l'histoire de l'école en général et dans les Hautes-Alpes en particulier – Jean-François MARTIN – 2016
- La Via Domitia des Pyrénées aux Alpes – Pierre-Albert CLÉMENT – 2016
- Sur les routes romaines des Alpes Cottiennes – François ARTRU – 2016
- Sondages archéologiques sur le site de Faudon – Karine RAYNAUD, François RICOU – BSEHA 2017
- Notes documentaires sur l'Histoire des Hautes-Alpes – ASCEE05 – 2018
- Entrée en guerre et sursis d'appel dans les Hautes-Alpes – Fabien JEANNIER – BSEHA 2018
- Recuerdo de los españoles – Aux immigrés espagnols des Hautes-Alpes – ASCEE 05 – 2019
- Traces et tracé de la voie romaine *per Alpes Cottias* de Chorges à Cézanne  
François ARTRU – BSEHA 2019
- Le canal d'Ancelle, ancêtre du canal de Gap – Maurice LOMBARD – BSEHA 2019
- Retour sur David MARTIN (1842-1918) – Karine RAYNAUD – BSEHA 2020

- Les Républicains espagnols réfugiés dans les Hautes-Alpes  
Christine ROUX, Jean-Pierre PELLEGRIN, Philippe FRANCESCHETTI – BSEHA 2020
- Les Espagnols dans la Résistance dans les Hautes-Alpes – Philippe FRANCESCHETTI – BSEHA 2020
- La conquête romaine des Alpes – Jérôme NICAULT – 2021
- Rapport "Avenue François-Mitterrand" – INRAP 09377 – direction Karine MONTEIL – 2021

#### AUTRES SOURCES

- Divers articles des "bulletins de la Société d'Études des Hautes-Alpes" (BSEHA)
- Divers articles de "Lou Semenaïre"
- Archives et mémoire du village de Claude BONNAFOUX
- Cadastres 1812, moderne ancien et rénové, dossiers de l'O.N.F., notices et articles divers
- Bulletins "Le Trait d'Union Bastidon" et "Un Mot d'Avance"
- Divers articles sur la grippe espagnole dans des extraits du POINT n° 2485 et 2486
- <https://www.ateliers-habitatvivant.fr/geobiologie-sacree> - Jean-Pierre MALGOIRE
- Les Amis du Patrimoine Bastidon :
  - Notice historique sur le château de La Bâtie-Neuve – 2011
  - Notice historique sur le village de La Bâtie-Neuve – 2012
  - Notice historique sur l'agriculture et la vie quotidienne jadis à La Bâtie-Neuve – 2013
  - Récits bastidons – 2013
  - Notice historique sur le patrimoine religieux de La Bâtie-Neuve – 2014
  - Notice historique "Être jeune aux siècles passés" – 2015
  - Notice historique sur l'émigration haut-alpine – 2015
  - Notice historique sur la folle histoire de l'électricité – 2019
- La vie locale autrefois
  - Le tombeau de Marie – Émile ESCALLIER – 1963
  - Le carnet de chansons de mon père – Émile ESCALLIER – 1975
  - Histoires du Gapençais – Général Roger MOURÈS – 1989
  - Une soupe aux herbes sauvages – Émilie CARLES – 1995

#### Mises à jour de cette version

- p. 7 ajout sur la présence d'hommes sur la commune au Néolithique  
+ correction sur l'identification de David Martin
- p. 13-14 correction sur l'intervention de Cottius sur la voie romaine
- p. 30 ajout d'un paragraphe sur le canal d'Ancelle
- p. 42 ajout d'une note sur les billets de confiance
- p. 45 ajout d'une annexe sur la grippe espagnole
- p. 47 correction du paragraphe sur les réfugiés espagnols
- p. 60 correction sur la réfection de la chapelle Saint-Panrace
- p. 86 correction sur l'auteur de la gravure du château
- p. 92 poursuite du journal dont un encart sur le dolmen du Villard  
+ CR des fouilles de l'INRAP à la Lauzière

Comme pour beaucoup de villages dont l'histoire n'a conservé que peu de traces écrites, il reste la possibilité de la compléter en imaginant ce qu'ils peuvent avoir vécu de l'histoire de leur région souvent mieux connue.



## 1 : L'Antiquité – Le DOLMEN des Auches

### Les HAUTES-ALPES

L'Homme de Neandertal qui préfigure l'Homme moderne et investit l'Europe il y a 300 000 ans n'a pas laissé de traces d'un séjour éventuel dans le département. Au contraire de l'Homo sapiens qui apparaît en Europe il y a environ 40 000 ans et va le remplacer en une dizaine de milliers d'années.

Ce dernier est un chasseur-cueilleur nomade maîtrisant mieux la fabrication des outils et des armes, ébauchant les premières cultures aux sources de la civilisation et croyant en un certain au-delà en inhumant ses morts. Pour échanger avec ses semblables il ébauche un réseau de communications et franchit régulièrement les Alpes.

Chassé du Proche-Orient par une surpopulation relative, l'Homme moderne pénètre en France autour du VI<sup>e</sup> millénaire avant notre ère, y apporte les innovations du Néolithique et assimile les populations déjà présentes en occupant leurs territoires en quelques milliers d'années.

Il est agriculteur et éleveur, se sédentarise dans des villages et défriche les régions colonisées. L'essor de l'artisanat favorise la structuration de sa société qui se hiérarchise. Les rivalités entre communautés se traduisant parfois par des conflits armés, des enceintes fortifiées protègent les villages concernés. Le réseau de circulation se densifie et les passages des Alpes se précisent.

Le Néolithique va être suivi par les âges de la métallurgie, celui du cuivre vers 3000 ans avant notre ère et celui du bronze quelques huit cent ans après.

L'homme a réinvesti les Hautes-Alpes après le dernier recul des glaciers qui étaient descendus jusqu'à Sisteron. Remontant du littoral méditerranéen en longeant la Durance, il a commencé par occuper le sud du département entre 15 000 et 10 000 ans avant notre ère. Une communauté vivant de chasse, pêche et cueillette s'établit autour de Vitrolles vers 11 000 ans avant notre ère.

Des groupes s'établissent dans les vallées du Champsaur et de Freissinières entre 8000 et 6000 ans avant notre ère et s'aventurent jusqu'à 2500 m d'altitude. Des communautés agropastorales apparaissent ensuite et renforcent une population encore éparse. Vers 4000 ans avant notre ère des groupes pratiquent l'élevage d'ovins et la culture des céréales à Orpierre et au col des Tourettes. Des établissements pastoraux d'altitude sont utilisés en période estivale.

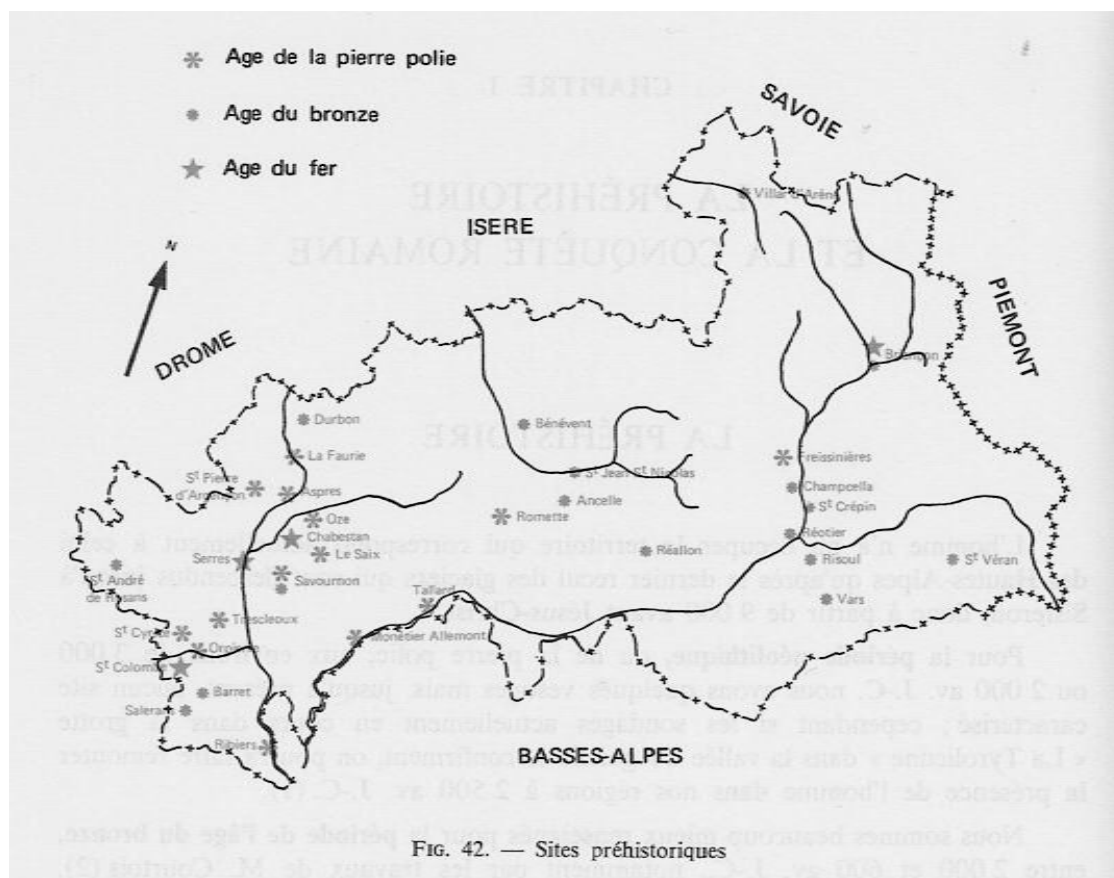
C'est entre 2000 et 600 ans avant notre ère que les vestiges se font plus nombreux et représentatifs d'un essor démographique qui compense la rareté des implantations dans le nord-est du département. Les vallées sont mieux exploitées, les pentes sont défrichées, les échanges commerciaux par les cols alpins s'intensifient et l'activité métallurgique se développe autour des gisements de minerais. L'utilisation plus généralisée du métal supplante l'usage de la pierre taillée dans la vie quotidienne autour de 1800 avant notre ère.

Avant l'accélération récente des découvertes, on connaissait déjà les sites de Réallon et de Risoul à 1300 m d'altitude et ceux des cols du Montgenèvre et du Lautaret ainsi que, datant de 800 à 500 ans avant notre ère, les tumuli de pierres du Buëch et du Gapençais et les vestiges exhumés à Dormillouse, Saint-Véran et Val d'Arène, entre 1800 et 2000 m d'altitude.

Des objets trouvés sur les sites archéologiques montrent que la population a des liens avec l'Italie et commerce avec des artisanats lointains (poteries phocéennes, perles d'ambre de la Baltique).

Quand l'homme a pensé à prendre soin de ses morts, il a commencé par les inhumer, une tradition qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours. D'autres traditions sont nées en parallèle. L'une a consisté à brûler les corps avant de les inhumer puis, à l'Âge du bronze, à conserver les cendres et débris d'os dans des urnes enterrées. Les champs d'urnes étaient des cimetières. Des tertres ou tumuli de terre et de pierres recouvraient ces diverses sépultures.

Cette culture des tumuli est particulièrement en usage dans les Alpes à l'Âge du bronze moyen (1600 à 1300 ans avant notre ère) mais les sépultures sous tumulus découvertes à Serres et Chabestan datent de la fin de l'Âge du bronze ou début de l'Âge du fer (1000 avant notre ère).



À proximité de La Bâtie-Neuve, a ainsi été trouvée une épée en bronze de type Gündligen (780 à 650 ans avant notre ère) aux côtés d'un squelette inhumé sans la protection d'un tertre au lieu-dit les Santons. Au lieu-dit Croix de Chavignières, à l'est du plateau de La Bâtie-Vieille, une nécropole constituée de plusieurs tumuli a donné plus de mobilier. Georges de Manteyer date cette nécropole de 900 ans avant notre ère et nomme l'une des sépultures la Tombe sacerdotale. Celle-ci, fouillée aussi par l'Abbé Aye, abritait un squelette sous le centre du tumulus et contenait des ossements d'animaux, des objets en bronze (anneau, aiguère, bassin) ainsi qu'un poignard en fer dans son fourreau, ensemble plutôt daté du 7<sup>e</sup> siècle avant notre ère et évoquant des relations avec l'Italie du Nord.

Une autre tradition ancienne a consisté à protéger les corps sous des constructions mégalithiques, des dolmens aux parois et couvertures faites de grandes dalles (ou murets) de pierre et souvent recouverts d'un tumulus. Coutume qui apparait en Europe au 5<sup>e</sup> millénaire avant notre ère et, pour la France, se développe d'abord à l'ouest du pays avant d'atteindre le sud-ouest provençal à la fin du 4<sup>e</sup> millénaire avant notre ère. Ce type de sépultures mégalithiques connaît un grand développement dans la première moitié du 3<sup>e</sup> millénaire avant notre ère avant de décliner. Des réutilisations de dolmens durent jusqu'à la fin du 3<sup>e</sup> millénaire puis les constructions de nouveaux dolmens deviennent rares.

Les dolmens sont construits par des communautés agro-pastorales sédentaires à proximité de leur village. Ils sont généralement constitués d'une chambre funéraire et d'un couloir éventuel, le tout recouvert du tertre. Ces sépultures sont souvent collectives et servent à des inhumations successives pendant des périodes plus ou moins longues. Des sépultures individuelles, parfois réduites à une fosse sous dalle, existent aussi et sont sans doute attribuées à de hauts personnages.

Les formes des dolmens sont variables suivant les régions et les époques, de même que leur mobilier funéraire. Dans les Alpes, ce mobilier consiste en gobelets, pointes de flèches, éclats de pierre travaillés, brassards et parures telles que perles, pendeloques, coquilles ou dents animales percées. Les corps sont inhumés ou brûlés et des ossements d'animaux (moutons, chèvres le plus souvent) les côtoient parfois en guise d'offrandes alimentaires.

Les Hautes-Alpes ne possèdent que deux dolmens, celui de La Bâtie-Neuve et celui de Tallard découvert et détruit pour réaliser des travaux agricoles en 1926. C'était une petite allée couverte datée de 2500 à 2000 ans avant notre ère et dont on n'a conservé qu'une dalle exposée au musée départemental de Gap sans que l'histoire conserve une mémoire de son contenu.

Le dolmen de Villard (ou de Pontis), au Lauzet-Ubaye dans les Alpes de Haute-Provence, est constitué d'une chambre et d'un couloir anciennement couverts d'un tumulus. Il est à moitié détruit lors des fouilles archéologiques mais conserve des ossements parfois brûlés d'à peu près 27 individus.

Un mobilier abondant comprenant éclats de silex, lamelles, perles, épingle à tête en crosse, bague et bracelet spiralés en bronze, brassard, poignard en cuivre, fragments de vases campaniformes et à décor en "dents de loup" ainsi que des restes d'animaux correspond à deux périodes d'utilisation ou de réutilisation, le Néolithique final (entre 2300 et 1700 avant notre ère) et le Bronze moyen (entre 1500 et 1300 avant notre ère) alors que des analyses d'ossements donnent des dates plus anciennes.

## La BÂTIE-NEUVE

### Au NÉOLITHIQUE

On déduit de fouilles effectuées à Lauzière que des chasseurs-cueilleurs en relation avec des communautés éloignées se sont établis sur la commune entre 4000 et 3800 avant J.C. De premiers hommes identifiés ayant vécu de ses ressources sur notre territoire.

### Le DOLMEN des Auches (ou de Saint-Pancrace)

Descendant du Piolit puis du Sapet, le torrent du Biarraz (ou du Sapet ou de St-Pancrace) avait recouvert de limon et de pierres le quartier des Auches. Ses habitants avaient alors défriché patiemment ces terres fertiles pour les rendre cultivables en entassant les pierres en clapiers (ou pierriers) durant des siècles. La tradition voudrait que le seigneur d'une époque révolue ait caché un veau d'or sous l'un de ces clapiers, peut-être à la Révolution. Si ce veau d'or ne fut jamais retrouvé, on trouva par hasard à sa place un monument mégalithique.

Juste avant la Guerre de 39-45, l'entreprise de concassage de pierres Chienno achète les clapiers des Auches pour les exploiter. À la fin de l'année 1938, elle met à jour une grande dalle de pierre au cours de ses travaux, à 500 mètres au sud-ouest du hameau de Saint-Pancrace. Pensant à un possible monument mégalithique, l'entreprise signale la découverte aux autorités qui entreprennent de premières fouilles en présence de Mr Artaud archiviste départemental adjoint, du Dr Laurent Bernard exerçant à Porte Colombe à Gap et mécène, de Mr Morenon directeur du syndicat d'initiative de Gap et du reporter R.L. Lachat qui prendra les photos des fouilles et publiera les articles sur celles-ci. Le David Martin qui apparaît sur ces photos, homonyme du premier conservateur du musée de Gap décédé en 1918, est un professeur de Gap ayant participé à la découverte du dolmen du Villard.

La dalle est en grès et fait 3 à 3,2 m de diamètre, 30 à 50 cm d'épaisseur et 10 à 12 tonnes. Inclinée nord-sud, son côté sud touche le sol tandis que le côté nord protège une cavité comblée par de la terre entraînée par l'érosion. C'est bien la dalle de couverture de la chambre funéraire d'un dolmen. Elle était recouverte d'un tertre plus ou moins érodé et caché par le clapier, un tumulus faisant 24 m de diamètre environ. Ces premières fouilles restent incomplètes.

Elles sont reprises en août 1939. Le dolmen est semi-enterré et la dalle de couverture repose sur quatre pierres levées sans qu'il y ait de pierres de fermeture aux extrémités, un ensemble de 20 m<sup>3</sup> environ. Les fouilles exhument aussi un dallage formant comme une ceinture à 10 m du dolmen.

Les premiers comptes-rendus sur cette découverte paraissent dans le Petit Dauphinois du 24 septembre 1938 et dans l'Illustration du 12 novembre 1938 (articles signés R.L. Lachat). Repris dans d'autres revues contemporaines, ils manquent alors de références archéologiques.

La chambre funéraire abrite le squelette d'un personnage de grande taille d'une cinquantaine d'années. De son crâne qui s'est effrité aux premières manipulations, il reste la calotte, une mâchoire puissante et des dents au nombre de quatre mais saines. Le reste du corps est broyé dans la terre. Des restes décomposés de dizaines de corps disposés en arc de cercle sous le dallage entourant le dolmen et au-delà, sont extraites plusieurs centaines de dents humaines dont une douzaine est saine. La dentition d'une cinquantaine d'individus en partie édentés (d'une vingtaine plus probablement).

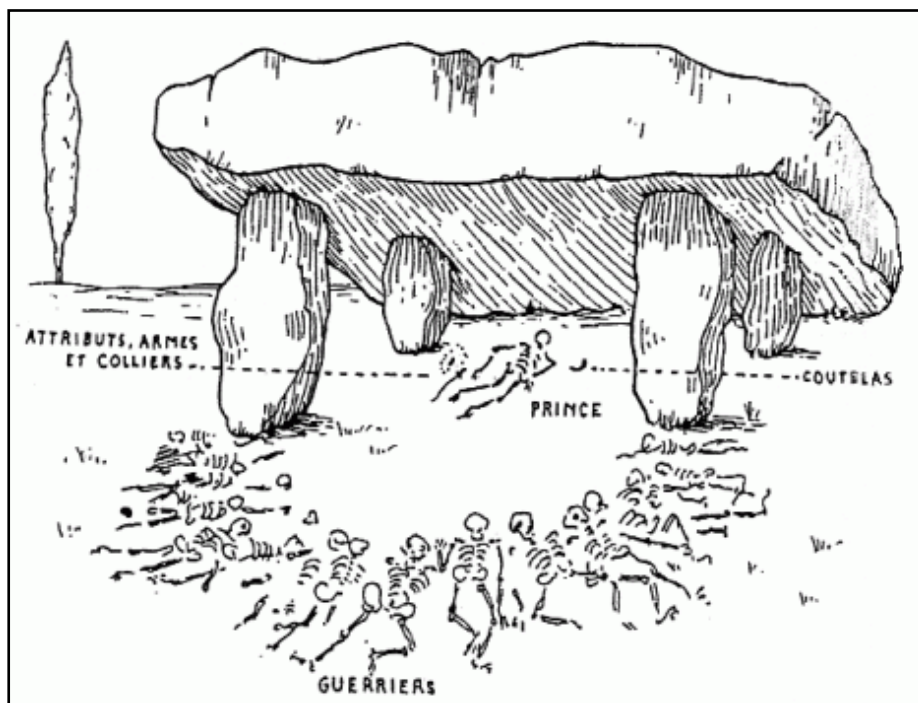
Le mobilier trouvé dans la chambre funéraire, tel que décrit dans ces articles, comprend :

- deux pendeloques ou colliers (en os ou calcaire), dont une sous la mâchoire du gisant,
- un coutelas recourbé à 2 tranchants en fer dur (des auteurs parlent d'un fragment d'épée),
- de plusieurs armes en pierre taillée, dont un poignard en pierre grise et des pointes ou armatures de flèches ou de lances en silex,
- de perles et pièces de parure en matières diverses, os, pierre semi précieuse, ambre, cuivre.
- D'autres descriptions comportent aussi des aiguilles en bronze ou des objets fantaisistes.

Les époques invoquées alors vont du Néolithique au début de l'Âge du fer.

Dans la terre effleurant le dallage, sont également trouvés des fragments d'os lourds et durs (que certains disent travaillés) et un morceau de corne que Mr Artaud attribue à une défense d'éléphant. L'imagination aidant, nos fouilleurs pense aux éléphants d'Hannibal qui traversèrent les Alpes.

Entretemps, Georges de Manteyer prévenu trop tard a visité le site en novembre 1938 et pris des notes déposées à la Bibliothèque municipale de Grenoble mais dont le compte rendu ne fut finalement pas publié. Concernant le mobilier dont il a vu plusieurs pièces chez Madame Chienno, il considère le coutelas comme un court cimeterre d'origine orientale. Il a surtout détecté la présence d'un deuxième tertre écrêté à 75 pas au nord du tertre fouillé et dont personne d'autre n'a parlé.



Les objets trouvés lors des fouilles vont être dispersés pendant la guerre puis rassemblés et remis au Musée départemental de Gap par M. et Mme Chienno en octobre 1948 avec des pertes ou défauts d'archivage dont la supposée défense d'éléphant et le coutelas en fer.

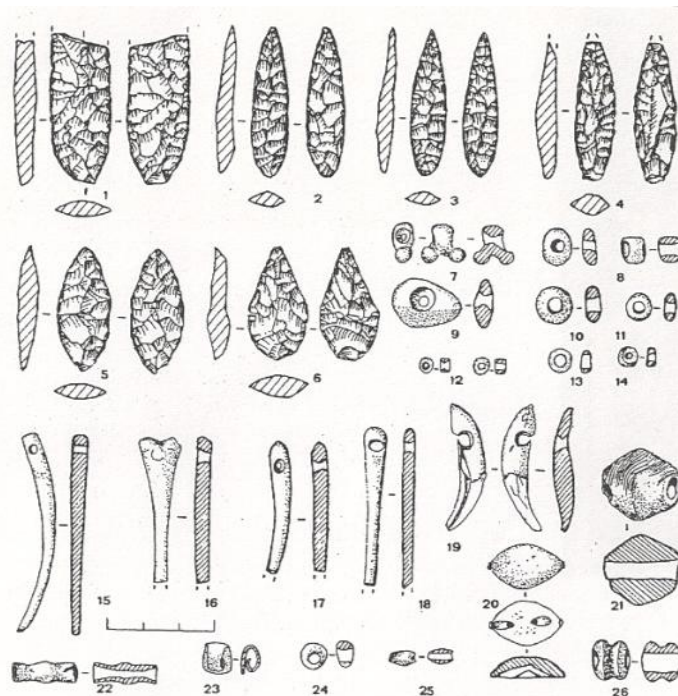
En 1957, l'archéologue Jacques-Claude Courtois (1931-1991†), chercheur au C.N.R.S. qui a dirigé des campagnes de fouilles sur la Protohistoire des Hautes-Alpes de 1954 à 1977, décrit le dolmen comme une vaste sépulture mégalithique sous tumulus circulaire du chalcolithique. Les perles en

civre en forme d'olive, les perles à ailettes en calcaire, les pointes de lances foliacées en silex et le bouton en os faisant partie de son mobilier funéraire seraient caractéristiques du chalcolithique ibéro-languedocien présent dans les régions méridionales de la France et dans la Péninsule ibérique.

Le chapitre sur la tombe mégalithique de Saint-Pancrace dans le livre "Archéologie dans les Hautes-Alpes", publié par le musée départemental de Gap en 1991, attribue aux objets qui lui ont été remis deux âges, le "Néolithique final – Chalcolithique ancien" (2400 à 2000 ans avant notre ère) pour les armatures de flèches, pendeloque à ailettes et perles en tôle de cuivre et le "Chalcolithique récent - Bronze ancien" (1900 ans avant notre ère) pour un bouton en os et une perle en bobine (datations communiquées par le musée départemental en 2015). On en déduit que le dolmen a connu, comme d'autres tombes mégalithiques, plusieurs périodes d'utilisation.

Mais il est à noter que ces études ne font pas état du coutelas en fer sachant qu'en France l'Âge du fer débute vers 800 ans avant notre ère, au terme du Bronze final. Une présence dans un monument funéraire vieux d'un bon millénaire, une utilisation tardive exceptionnelle. Sa description l'a d'ailleurs fait classer par certains comme un poignard rhodanien du Bronze ancien.

L'hypothèse d'une défense d'un éléphant d'Hannibal sur le site repose sur l'interprétation de l'archiviste M. Artaud et ne concerne qu'un morceau de corne trouvé sur le dallage. Hors Hannibal ne traversera les Alpes qu'en 218 avant notre ère, bien après l'abandon de la tombe qui doit déjà s'être affaissée et se confondre à la rocaïlle qui la recouvre lors de son passage. La disparition de ce fragment d'os empêchera la vérification de cette hypothèse.



Les quelques pièces du mobilier du dolmen exposées au Musée Museum de Gap depuis 2016 sont aujourd'hui présentées comme datant du Néolithique final.

La question qui reste en suspend concerne la dernière utilisation du dolmen. Ce que l'on sait de la société hiérarchisée de l'époque et de la présence d'un seul corps dans la tombe peut faire imaginer qu'il s'agit d'une autorité entourée de sujets ayant succombé au même combat. Selon quel rituel funéraire ? Nos connaissances restent insuffisantes pour formuler une réponse.

Une fouille assez sommaire, la perte d'une partie du mobilier et l'absence d'un spécialiste comme Georges de Manteyer au moment de la découverte font que ce dolmen reste mal connu aujourd'hui.

#### Georges de Manteyer (1867-1948)

*Né à Gap, major de l'École des Chartes, membre de l'École française de Rome, historien et archiviste réputé, il s'intéressa entre autres au Moyen Âge et aux Alpes et concourut à la reconnaissance du site de Chavignières grâce à l'étude savante qu'il en fit.*

#### R.L. Lachat

*Celui qui fit connaître le dolmen des Auches, fut un grand reporter de renom au « Petit Dauphinois » puis au « Dauphiné Libéré » ainsi que chroniqueur au journal isérois « Les Affiches ». R.L. Lachat a écrit plusieurs livres dont deux sont le fruit d'un travail d'historien, « Dauphiné » et « La vallée aux cent châteaux », livres toujours recherchés. Son reportage sur le dolmen local, avant même la fin des fouilles, est l'œuvre d'un journaliste érudit mais sans vraies connaissances en archéologie.*

### Aparté

Ceux qui étudient les influences sur les êtres vivants des énergies cosmiques et telluriques, tels les rayonnements, champs électromagnétiques, courants d'eau ou flux de contraintes souterrains, disent que ces énergies forment des réseaux et que les monuments mégalithiques, temples antiques ou églises modernes se situent sur leurs nœuds pour bénéficier des vertus qu'elles peuvent apporter.

C'est ainsi que tel guide de l'abbaye de Boscodon vous dira que l'autel monumental de la crypte située sous la chapelle de l'abbé (dédiée à Saint-Firmin et de la fin du XIV<sup>e</sup> siècle) concentre justement ce type d'énergie. De même qu'Étienne Lang, qui dirige un cabinet d'énergétique, dit avoir localisé notre dolmen alors caché par la végétation en suivant les lignes des réseaux telluriques et ajoute en avoir trouvé un autre ; le même qu'aurait trouvé Georges de Manteyer ?



### Le VILLAGE

Compte tenu des données disponibles et par analogie avec les dolmens de Tallard et du Villard, le dolmen de Saint-Pancrace aurait pu être construit au plus tôt vers 2400 avant notre ère. Réutilisé sur une longue période, sa dernière utilisation daterait approximativement de 1900 avant notre ère, âge incertain des corps exhumés sur le site. Le mobilier subsistant couvrirait cette période d'utilisation.

Un coutelas en fer serait retrouvé et associé à ce mobilier, ces datations seraient bouleversées. Un millénaire d'écart entre la pièce du mobilier la plus récente et ce coutelas. Cela prolongerait de beaucoup l'utilisation du dolmen. Les derniers corps inhumés dateraient de l'Âge du fer et seraient accompagnés d'armes et de parures antédiluviennes.

Après des hommes du Néolithique, d'autres hommes s'établissent par périodes en amont de la vallée de la Luye sur les terres de la future commune de La Bâtie-Neuve entre le milieu du 3<sup>e</sup> millénaire et le début du 2<sup>e</sup> millénaire. Sédentarisés temporairement à proximité du dolmen dans les environs de Saint-Pancrace, groupés dans ce qui doit être un village primitif entre fond de vallée et flanc de montagne, ils vivent de l'élevage et de quelques cultures. Les bastidons leur doivent les premiers défrichements de leur environnement et le début de l'exploitation agricole de leur vallée.

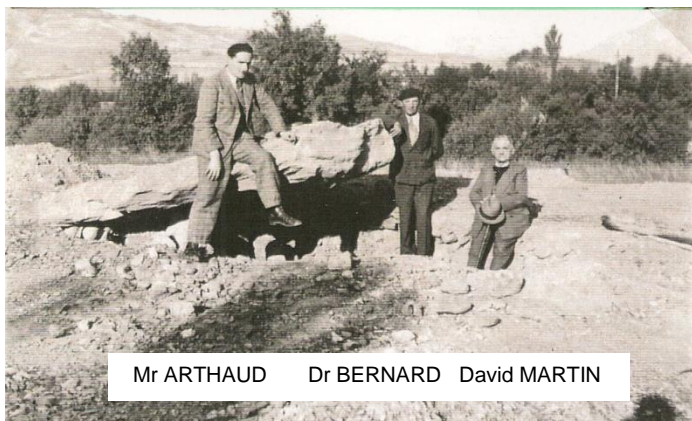
Ces hommes adoptent les coutumes funéraires locales, construisent un dolmen pour y inhumer certains de leurs morts et restent chez nous plusieurs siècles. Leur sépulture a peut être été réutilisée épisodiquement sur plus d'un millénaire.

Le dolmen étant sur un terrain communal mais son accès l'étant sur un terrain privé, la commune en a érigé une reconstitution sur le rond point du collège en 2009 et prévoit de rendre le dolmen accessible au public. L'ébauche de tour qui côtoie cette reconstitution évoque le château, un autre monument historique du village.





Annexe  
Les fouilles du Dolmen (1938-39)



## Annexe

La traversée des Alpes par Hannibal

Une multitude d'articles et d'ouvrages traitent de cette épopée et proposent plusieurs hypothèses sur le trajet suivi par son armée. Le défaut du passage par le col de Montgenèvre est qu'il est quasiment impraticable pour des éléphants sur le haut du versant italien en l'absence de voie aménagée (la via DOMITIA ne sera aménagée qu'un siècle plus tard). D'autres passages plus aisés paraissent plus probables à la majorité des historiens.

Émile ESCALLIER, dans les bulletins de la Société d'Études des Hautes-Alpes, a d'ailleurs soutenu deux ouvrages de sir Gavin de BEER en 1963 et du général GUILLAUME en 1967 qui pensent qu'Hannibal est passé par le col de la Traversette au fond du Queyras, sachant que le général évoque aussi un passage par le col du Petit-St-Bernard, ce qui nous éloigne de la vallée de la Durance.

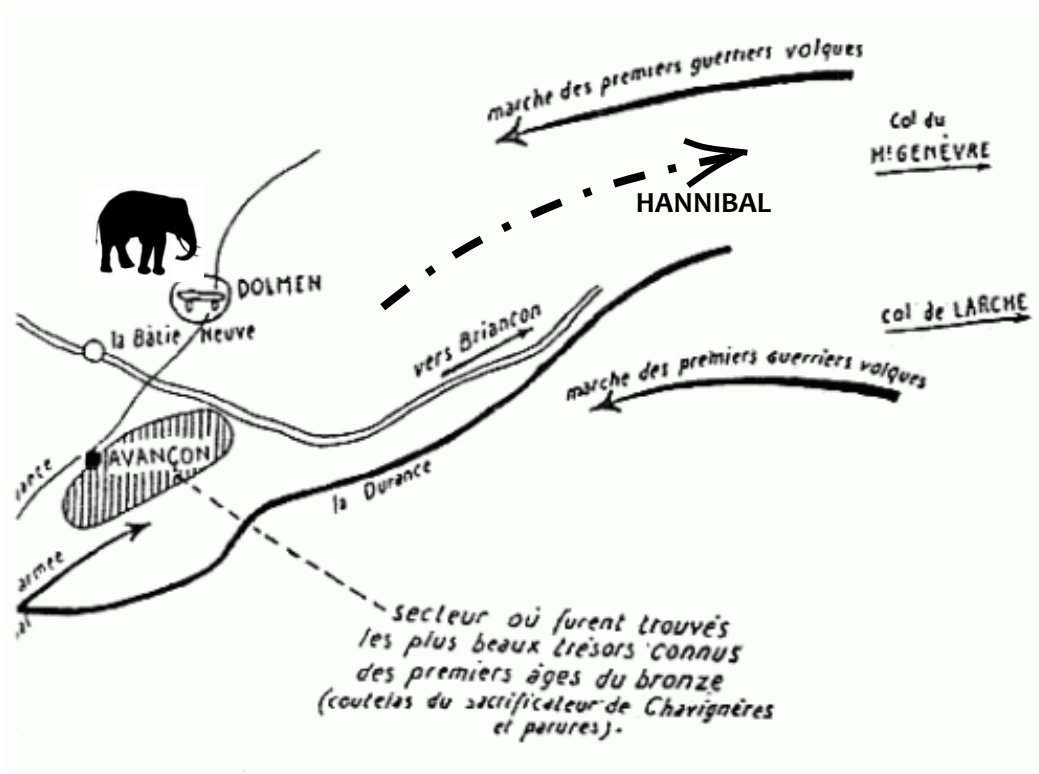
J.-P. RENAUD dans "Itinéraire transalpin d'Hannibal", ouvrage solidement argumenté, nous y ramène en faisant passer Hannibal par Gap, le Queyras, le col de Malaure et la Crosnenna.

Sinon, Hannibal a bien rencontré des Volques mais dans le sud de la France avant sa traversée des Alpes en 218 avant notre ère. Originaires du sud de la Germanie, certains de ces Volques sont effectivement venus s'établir dans le Midi entre 270 et 260 avant notre ère.

En supposant que le conquérant carthaginois soit bien passé par nos vallées avant de franchir les Alpes et en l'absence de restes indiscutables d'éléphant, il faudrait que l'un d'entre eux se soit blessé sur un site oublié depuis la nuit des temps pour attribuer les fragments d'os découverts près du dolmen à une défense d'un de ses éléphants. L'endroit de leur découverte peut cependant faire penser quoiqu'il en soit à un dépôt postérieur à l'utilisation du dolmen.

L'histoire ancienne étant parfois bâtie sur des indices aussi minimes, l'invention du passage des éléphants d'Hannibal sur le dolmen des Auches garde une chance d'être réelle.

## Un péplum imaginaire





## 2 : Époque romaine – ICTODURUM sur la via DOMITIA

### Les HAUTES-ALPES

Les Ligures sont la première ethnie identifiée des Alpes du Sud. Les Celtes, dans leur expansion depuis le sud de l'Allemagne, investissent cette région dans la 2<sup>e</sup> moitié du 3<sup>e</sup> siècle avant J.C.. Leur cohabitation va donner naissance à une population celto-ligure relativement homogène.

Pendant ce temps, les guerres puniques opposent Rome et Carthage en quête d'une hégémonie sur le bassin occidental de la Méditerranée afin de développer librement leur commerce maritime. Une première guerre (264 à 241 avant J.C.), qui s'est étendue à la Sicile, les côtes africaines et la mer qui les sépare, a vu la défaite de Carthage qui a perdu l'emprise qu'elle avait sur la Sicile.

La deuxième guerre commence en 218 avant J.C. quand les troupes et les éléphants d'Hannibal, partis des colonies que Carthage possède en Espagne, traversent les Alpes et occupent le nord de l'Italie. Sans être parvenues à prendre Rome, ces troupes seront refoulées et défaites à la bataille de Zama en 202 avant J.C.. Rome, s'étant emparé des colonies carthaginoises d'Espagne, dispose alors d'une voie maritime plus dégagée entre la botte italienne et la péninsule ibérique mais, n'ayant pas d'autorité sur les voies de communications terrestres du sud de la France sous domination gauloise, éprouve le besoin d'ouvrir une route terrestre plus rapide entre l'Italie et l'Espagne.

Rome va utiliser l'appel à l'aide des cités phocéennes de Nice et Antibes en 154 avant J.C. et de Massalia (Marseille) en 125 avant J.C. menacées par les Salyens, gaulois celto-ligures, comme prétexte pour envoyer ses légions au-delà des Alpes. L'armée romaine bat les Salyens et détruit leur oppidum d'Entremont (au nord d'Aix-en-Provence) en 124 avant J.C. puis conquiert les territoires encadrant la basse vallée du Rhône et s'établit ainsi dans le bassin rhodanien.

Le général romain DOMITIUS Ahenobarbus conforte la conquête de la Gaule transalpine, future Narbonnaise, dont il devient proconsul en 120 avant J.C. et pacifie les territoires conquis. Cette présence romaine au-delà des Alpes rend nécessaire la viabilisation terminée en 117 avant J.C. de la voie de communication principale qui prend le nom de via DOMITIA en l'honneur d'Ahenobarbus.

Partant de Turin, en Gaule cisalpine (plaine du Pô), la via DOMITIA franchit les Alpes par le col du Montgenèvre (*Summae Alpes*), suit la vallée de la Durance par Embrun (*Eburodunum*), Gap (*Vapincum*) et Sisteron, traverse le Rhône au sud d'Avignon, parcourt la plaine du Languedoc, franchit les Pyrénées au col du Perthus et aboutit en Espagne par la Catalogne.

Au 1<sup>e</sup> siècle avant J.C., les Hautes-Alpes sont occupées au nord-est par la fédération du Royaume de Suse, à cheval sur les deux versants des Alpes et constitué du val de Suse, du Briançonnais, du Queyras et de l'Ubaye, et au sud-ouest par la fédération des Voconces, régnant sur un large territoire allant des pentes du Ventoux au Vercors et du Diois au Gapençais occupé par la tribu des Avantices.

Coincée entre ces deux fédérations, la tribu autonome des Caturiges, implantée dans les vallées de la Haute Durance et de Freissinières ainsi qu'à Réallon, les Orres, Crévoux et dans le pays de Chorges (*Caturigomagus*), a pour capitale l'oppidum d'Embrun. Tandis que la tribu des Tricoriens est quant à elle implantée dans le Champsaur et plus ou moins liée aux Allobroges qui occupent une partie de la vallée du Rhône, l'Isère et les Alpes du Nord.

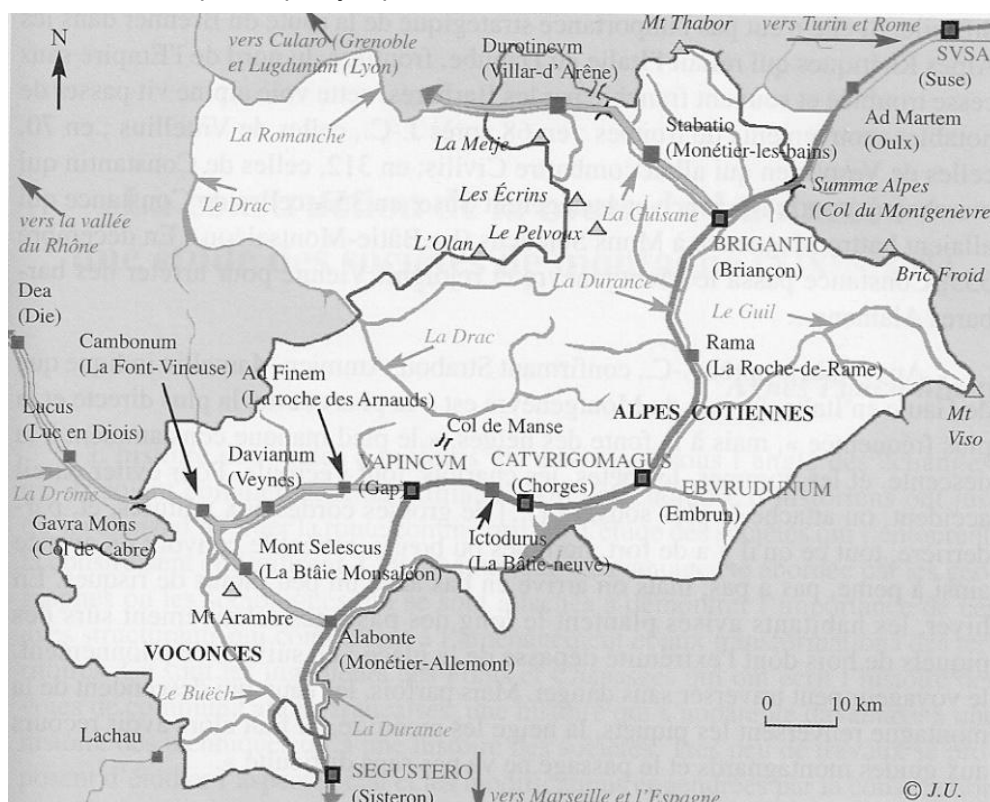
Confrontée à l'occupation romaine, la fédération des Voconces trouve opportun de faire alliance avec Rome en 77 avant J.C.. Pour aller combattre les Helvètes qui ont investi la vallée du Rhône, César pactise avec Donnus, roi de Suse, en 58 avant J.C., traverse les Alpes, se heurte à une coalition dont font partie les Caturiges (1), la bat et atteint le territoire de ses alliés Voconces.

Le roi Cottius, fils de Donnus, conforte l'alliance qu'il a avec Rome en mettant le Royaume de Suse sous protectorat romain vers 40 avant J.C. En 13 avant J.C., il est nommé préfet d'une région s'étendant de son royaume cisalpin au versant occidental des Alpes et englobant le territoire caturige,

une région qui prend le nom d'Alpes Cottiennes. Pour les besoins des courriers et de l'armée de l'Empire, il va réaménager l'axe principal du réseau muletier plus ou moins praticable reliant villages et cols transalpins en l'élargissant et le rendant plus direct et rapide avec des raccourcis, virages moins serrés, pentes plus régulières et minimum d'ouvrages d'art.

Avant l'an 6 avant J.C., Cottius réaménage la via DOMITIA de Suse à Gap, ouvre depuis Gap une nouvelle voie menant à Valence en passant par Aspres-sur-Buëch, le col de Cabre et la vallée de la Drôme et viabilise la voie allant de Briançon (*Brigantium*) à Lyon, la capitale des Gaules, par le col du Lautaret, Grenoble et Vienne. Dans son tronçon traversant les Alpes, la via DOMITIA prend alors le nom de COTTIA per Alpem. Ces liaisons entre la plaine du Pô et la vallée du Rhône, le grand axe reliant la Méditerranée à l'Europe du Nord, sont alors plus rapides et plus sûres que la voie littorale menant de la côte italienne à l'embouchure du Rhône.

Les Alpes Cottiennes garderont une certaine indépendance jusqu'en 65 après J.C., date à laquelle elles seront amputées de leurs territoires méridionaux, dont celui des caturiges et deviendront une province de droit romain. Le territoire des Avantices sera de son côté rattaché à la Narbonnaise en 69 après J.C.. Après la paix relative qui succédera aux guerres des Gaules, les incursions des Germains et les conflits fratricides entre Romains conduiront l'empereur Dioclétien à réformer l'Empire en 293 après J.C.. Les Hautes-Alpes seront réparties entre les Alpes-Maritimes, ayant Embrun pour capitale, à l'est et la Narbonnaise II, avec Gap, à l'ouest. Mais Rome, entre menaces des barbares et guerres intestines, ne retrouvera plus la paix jusqu'au V<sup>e</sup> siècle.



Le réseau de voies romaines, qui seront restaurées au IV<sup>e</sup> siècle, a été l'un des outils de l'expansion de l'Empire et a joué un rôle essentiel dans le désenclavement et le développement économique des pays conquis, la diffusion de la civilisation romaine, son assimilation dans la culture gallo-romaine et la généralisation de l'usage du latin comme langue commune à l'empire.

Pour les tribus alpines maîtrisant les cols et leurs voies d'accès, ce réseau était une source de richesse grâce à la taxation des passages et les services de transports payants.

- (1) César, qui s'est heurté aux Caturiges en traversant les Alpes, aurait pu reprendre son souffle aux Césaris en 58 avant J.C., donnant ainsi une raison à ses habitants d'honorer son nom.

## La BÂTIE-NEUVE

Après la présence attestée d'hommes de la préhistoire sur les terres de la future commune de La Bâtie-Neuve, celle de celto-ligures groupés en hameaux est très probable. Assimilés au monde romain, ils vont devenir nos ancêtres gallo-romains en quelques siècles, subiront le passage de troupes armées chargées de maintenir l'ordre dans l'Empire mais bénéficieront des facilités commerciales et de transport offertes par leur situation au bord d'un grand axe routier proche de l'Italie. L'histoire n'a cependant pas mémorisé l'endroit où passait la Via DOMITIA entre Chorges et Gap ni où se trouvait la station intermédiaire nommée ICTODURUM.

### La Via HERAKLEA

Avant l'aménagement des voies romaines, une route mythique allant du détroit de Gibraltar au Col du Montgenèvre les a précédées. La légende attribue la création de cette route au demi-dieu Héraclès (équivalent de l'Hercule romain). Suivant des chemins tracés dès l'antiquité, ce héros aurait ramené chez lui un troupeau de bœufs volés. Dans ses "Anecdotes merveilleuses", Aristote au IV<sup>e</sup> siècle avant J.C. évoque cette route où le voyageur risquait d'être rançonné s'il causait du tort aux populations locales. Pour le tronçon qui nous intéresse et selon la majorité des historiens, cette Via HERAKLEA suivait plus ou moins le tracé de la future Via DOMITIA (Arles – Apt – Gap – Briançon).

D'autres auteurs, prenant en compte l'antiquité des sites traversés, pensent quant à eux que cette route mythique suivait le tracé côtier de la Via AURELIA dite JULIA AUGUSTA d'Arles à Gênes.

### La Via DOMITIA

En montagne, les voies romaines cherchaient le chemin le plus court tout en évitant les miasmes des marais et risques d'inondation des fonds de vallée, les détours dus aux ravins creusés par les torrents sur leurs flancs, les ouvrages d'art quand il y avait possibilité d'un gué, les fortes pentes épuisant voyageurs et bêtes et les cols trop longtemps enneigés l'hiver.

Aucun vestige manifeste de la via DOMITIA (ou COTTIA per Alpem) n'a été conservé entre Chorges et Gap, distantes de 12 milles romains (17,8 km), et son tracé a fait l'objet d'au moins trois descriptions différentes ayant une partie commune.

Pour éviter un étroit dangereux au pied de la colline de Montgardin, la voie romaine, décrite par ces historiens, contourne par le nord le marais séparant Chorges du Saruchet, passe sous le Martouret et les Guérins et traverse le torrent du Dévezet au dessus de son cône de déjection au niveau des Réallons. C'est au-delà du Dévezet que les trajets diffèrent.

En 1885, Benoit BLANC et Ernest SIBOUR, suivis par bien d'autres auteurs, proposent un tracé **A** qui passe par les Césaris, traverse la vallée à l'est des marais de la Bâtie-Neuve, et passe aux Paris, à proximité du Grand Larra et sur le plateau de la Justice avant de franchir la Luye au pont de Rambaud. Une distance un peu supérieurs à 17,3 km et deux dénivelés de 140 et 120 mètres.

En 1906, l'abbé Félix ALLEMAND propose un tracé **B** qui passe quant à lui par Saint-Pancrace, carrefour de plusieurs voies, la Faurie et le bord nord de la vallée de la Luye (la "via de Gap" médiévale). Une distance un peu supérieure à 17,6 km, un seul dénivelé de 145 mètres mais la traversée de plusieurs petits torrents au dessus des Cheminants.

En 1953, Jean-Charles ROMAN-AMAT, qui se fait passer pour un collectif anonyme, propose de son côté un tracé **C** en altitude passant par les Carles, les Aubins et Montreviol, pour éviter les ravins surplombant les Cheminants, avant de plonger sur Rauffe et Forest. Une distance supérieure à 20,1 km (+ 2,5 km), un dénivelé de 480 mètres (+ 340 mètres) et des passages accidentés.

En 2016, Pierre-Albert CLÉMENT propose de façon originale un tracé reprenant le tracé de Gap aux Paris mais qui contourne le bourg actuel de la Bâtie-Neuve par le sud et, depuis la Lauzière, rejoint la D614 aux Collets sans passer par Saint-Pancrace. Une hypothèse isolée qui pourrait correspondre à un tracé éphémère antérieur à la fondation de Saint-Pancrace.

## ICTODURUM

Les tronçons de voie entre deux cités étaient bordés de relais ou stations. Une mutatio servait au repos et aux changements de montures, une mansio servait de gîte avec un service d'auberge et d'écurie. La table de Peutinger, un ensemble de 11 cartes, copie manuscrite du XIII<sup>e</sup> siècle de plans représentant de façon schématique les axes routiers et villes principales de l'Empire romain dans leur état au III<sup>e</sup> ou IV<sup>e</sup> siècle, signale l'existence d'une étape nommée ICTODURUM (mansio ou mutatio) entre Caturigomagus (Chorges) et Vapincum (Gap). C'est la seule mention tardive de son existence après des descriptions de la via DOMITIA plus anciennes et qui n'en font pas état.

Des auteurs vont utiliser la table de Peutinger pour affirmer qu'ICTODURUM est à égale distance de Chorges et de Gap. Mais les valeurs des distances y sont arrondies et quelques fois différentes de descriptions antérieures. Elles restent généralement assez précises sur les longueurs relatives de leurs tronçons et ICTODURUM y est en fait dessiné plus près de Chorges que de Gap.

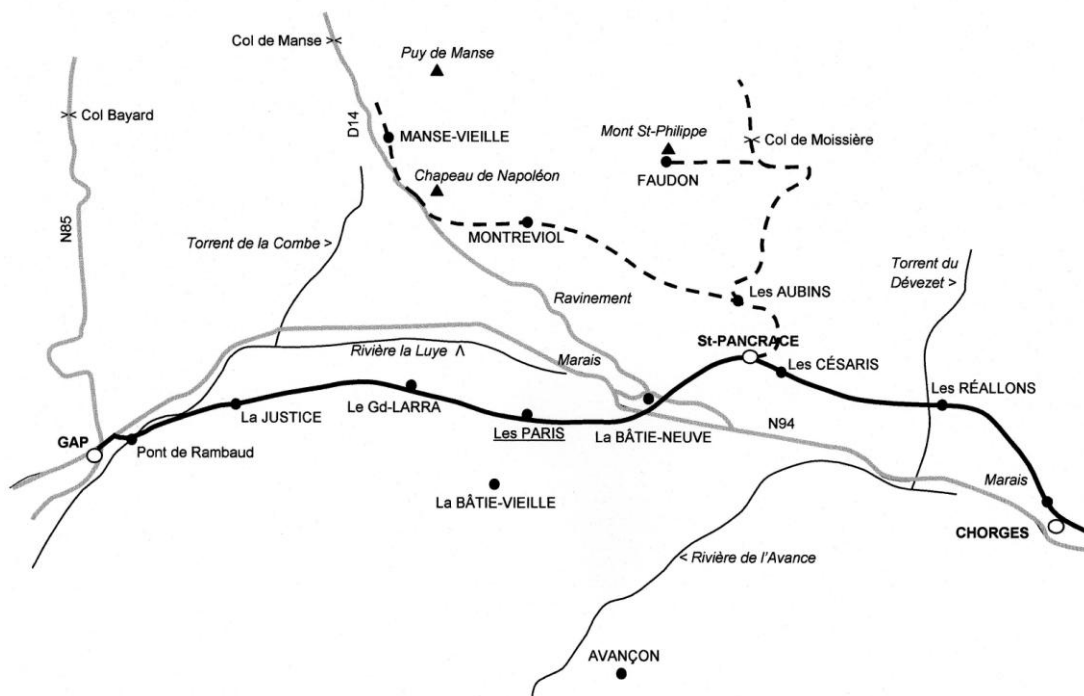


En revanche, la table de Peutinger, aux tracés linéaires, ne donne pas d'indication géographique sur le tracé de la voie romaine ni sur la situation du relais.

Trop écartés du trajet naturel de Chorges à Gap, les sites évoqués d'AVANÇON et de la BÂTIE-VIEILLE n'ont pas pu être un relais de la via DOMITIA. Mais MANSE-VIEILLE, ouvrant sur le Champsaur, a pu être un relais d'une voie secondaire quittant la via DOMITIA pour rejoindre Grenoble par le Champsaur (Joseph ROMAN – 1885). De même que le village gaulois de FAUDON a pu être relié à la via DOMITIA par un chemin passant par le col de MOISSIÈRE (abbé J. REYNIER – 1924).

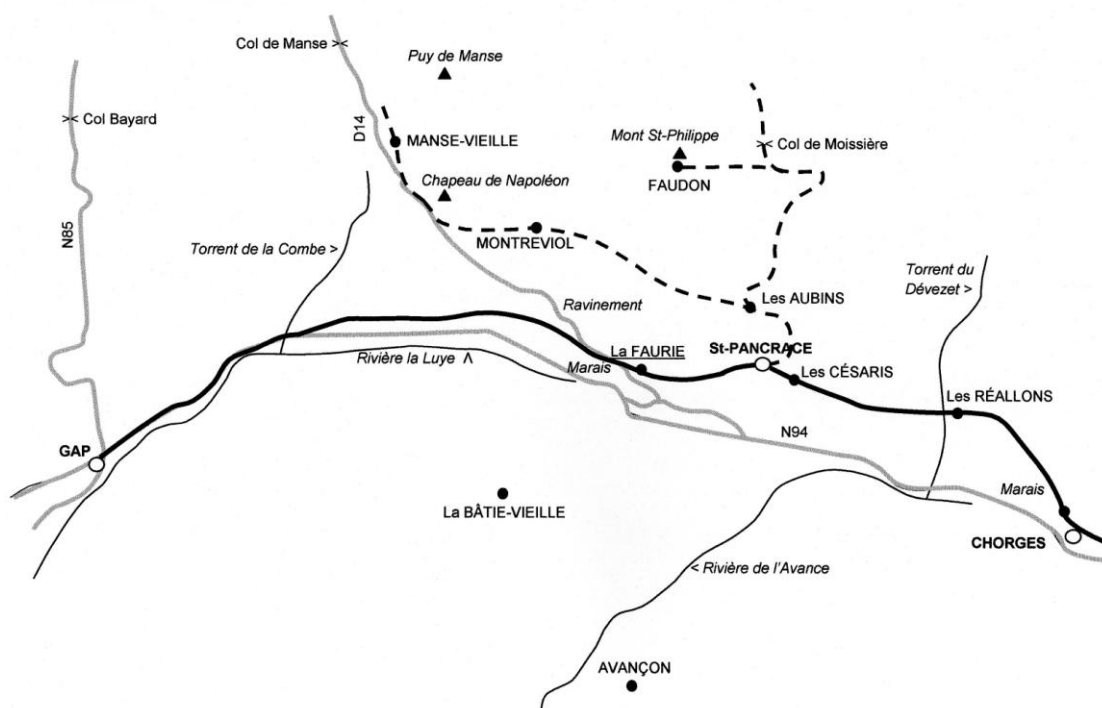
Le tracé **A** avec le relais d'ICTODURUM aux PARIS (Ernest DESJARDINS et David MARTIN – 1903) est conforté par les trouvailles archéologiques faites dans ce quartier des Perrins, témoins d'une occupation très ancienne : outils en silex, vases antiques, tuiles romaines, vieux clapiers. Les PARIS sont en limite de territoire et à égale distance de Chorges et de Gap d'après les auteurs. Mais contrairement à la table, les PARIS sont en fait plus près de Gap que de Chorges. Un panneau, planté au pied de la montée à la Bâtie-Vieille, signale cependant qu'ICTODURUM se situait là.

La Via DOMITIA : Tracé A



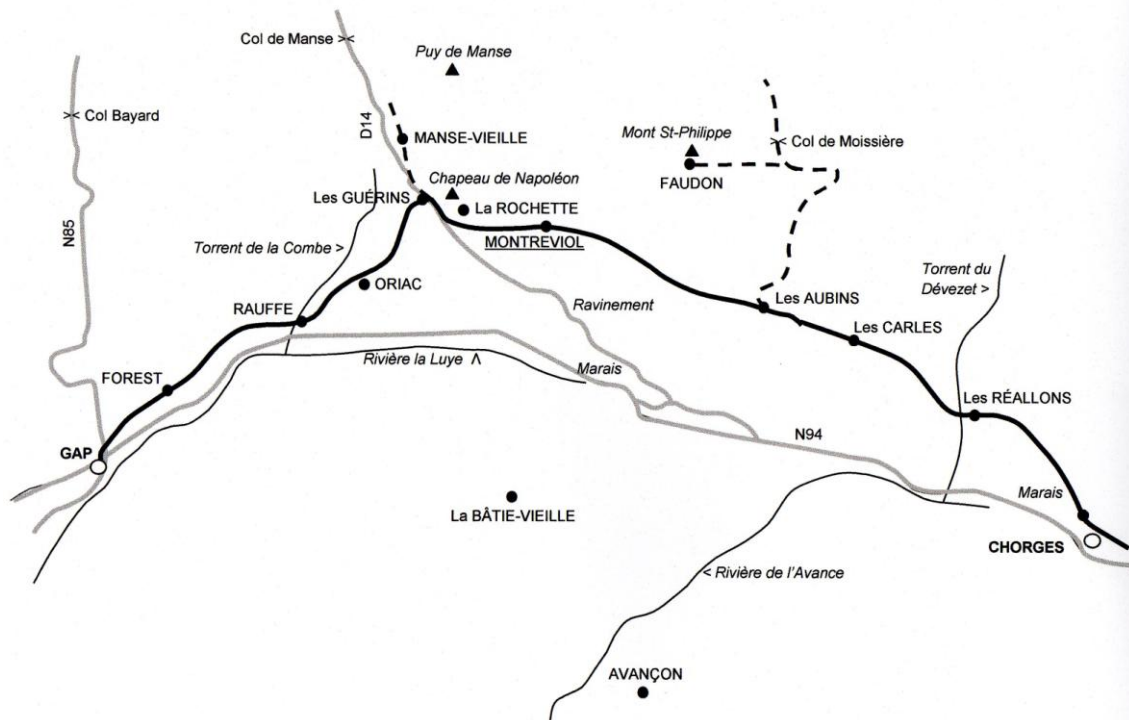
Le tracé **B** avec le relais d'ICTODURUM au quartier de la FAURIE où se trouvait le Couvent, maison fermière des religieuses dominicaines de Gap, (abbé F. ALLEMAND, archiviste à Gap – 1906) vaut par le fait que la Faurie est à égale distance de Chorges et de Gap et à 2 km en aval de SAINT-PANCRACE qui présente autant d'intérêts que les Paris. Des fouilles archéologiques, dont les vestiges n'ont malheureusement pas été conservés, ont confirmé l'existence d'une agglomération gallo-romaine en ce carrefour stratégique où se croisaient la via DOMITIA, la voie secondaire montant au Champsaur par les Aubins (il en reste un tronçon pavé de 100 mètres sur 2 mètres de large, dit le chemin ferré, au sud du hameau) et une autre voie secondaire se dirigeant vers la vallée de l'Avance en passant par le Pré-la-Charrière (Pré Cartier au nord de la résidence Les Platanes).

La Via DOMITIA : Tracé B



Le tracé **C** d'une via DOMITIA passant par MONTREVIOL où se serait trouvée la station d'ICTODURUM est trop montagneux pour être vraisemblable bien que le hameau conserve des restes de murs et de tours remontant au Haut Moyen Âge et qu'à St-Laurent du Cros a été découverte une tête double face de Jupiter Ammon datant de la seconde moitié du II<sup>e</sup> siècle. Reste parmi d'autres d'un sanctuaire ou d'un atelier de fonderie romain.

La Via DOMITIA : Tracé C



## Le VILLAGE

Quoiqu'il en soit, la via DOMITIA traversait le territoire actuel de la commune de la Bâtie-Neuve et passait par SAINT-PANCRACE. Si la tradition a adopté le tracé **A** passant par les Paris, l'habitude médiévale de conserver et d'entretenir les anciennes voies romaines comme pourrait l'être la via de Gap rend le tracé **B** passant par La Faurie aussi vraisemblable.

Le relais d'ICTODURUM se trouvait aussi sur le même territoire. Les Paris comme la Faurie ne sont pas mentionnés dans l'histoire locale et ne respectent pas la position du relais dans la table de Peutinger. Au contraire de l'agglomération de Saint-Pancrace considérée comme d'origine gallo-romaine, de même qu'ICTODURUM qui n'est mentionné qu'au III<sup>e</sup> ou IV<sup>e</sup> siècle. Sauf preuve tangible, ce carrefour contemporain a aussi des atouts pour être considéré comme la localisation du relais.

Déjà fréquentée épisodiquement depuis la préhistoire comme en témoigne le dolmen des Auches voisin, il est possible que la petite agglomération de SAINT-PANCRACE située à un carrefour de la Via DOMITIA (ou COTTIA per Alpe) soit née des services en personnel, approvisionnements et métiers qu'une modeste communauté de gallo-romains fournissait à ce relais appelé ICTODURUM.

### 3 : Haut Moyen Âge – **SAINT-PANCRACE et TOURNEFORT**

#### Les HAUTES-ALPES

Sous l'administration romaine des premiers siècles après J.C., des cités sont édifiées à Briançon, Embrun et Chorges. Gap est aussi l'une d'entre elles mais sa fondation est plus tardive.

Alors que la culture de céréales, vigne et arbres fruitiers se développe autour de "villae" dans les plaines, l'élevage des ovins, dont on tire chair, laine et cuir, s'étend en montagne. Le latin remplace lentement les langues celtiques et le christianisme, devenu religion officielle en 391, commence à faire pendant au culte des divinités antiques. St-Marcellin devient le premier évêque d'Embrun en 365, un Remigius est évêque de Gap vers la fin du IV<sup>e</sup> siècle et de premières églises sont édifiées.

Au même IV<sup>e</sup> siècle, un redécoupage administratif met la région d'Embrun à Nice dans la province romaine des Alpes-Maritimes et celle de Gap à Aix dans la Narbonnaise II. Ce découpage met aussi la région de Vienne à Arles dans la Viennoise qui intéressera notre histoire plus tard.

Au V<sup>e</sup> siècle, Vandales, Wisigoths puis Burgondes, déferlent sur l'Empire Romain d'Occident et le soumettent en 476, causant l'abdication de son dernier empereur Romulus Augustule. Entretemps, les Burgondes ont atteint la Basse Durance en 443, obtenu de l'empereur l'autorité sur la Gaule relevant encore de l'Empire en 461 et fait obstacle aux Wisigoths qui ont envahi la Basse Provence.

En 523, les Burgondes sont finalement repoussés jusqu'à Embrun par des Ostrogoths soutenus par l'empereur de Byzance (ex Empire Romain d'Orient) et défaits par les Francs en 534. Mais en 536, les Francs obtiennent des Ostrogoths la cession de la Provence et font reconnaître leur domination par ce même empereur de Byzance. Puis en 576, les Francs soutenus par les évêques de Gap et d'Embrun repoussent une attaque des Lombards. L'histoire locale retiendra des siècles suivants l'invasion en 725 du sud de la Gaule par les musulmans qui occupent l'Espagne et iront jusqu'à atteindre les cols de Montcenis et de Montgenèvre en 912. Une invasion qui sera contenue par Charles Martel soutenu en Provence par le patrice Abbon. Les raids sarrasins continueront cependant jusqu'à leur éviction définitive en 972-973.

Ces troubles ayant provoqué un certain retour au paganisme, des seigneurs de Provence envahissent la région vers 970, exécutent ceux qu'ils considèrent comme païens et spolient leurs terres afin de rétablir le christianisme et leur autorité, exactions surtout commises en Gapençais.

Intégrée à l'empire carolingien à la fin du VIII<sup>e</sup> siècle, la région se retrouve dans le royaume de Lothaire au démembrement de l'empire en 843, royaume qui sera lui-même éclaté en Lotharingie, Bourgogne, Provence et Italie sous souveraineté franque. En 860, le Welf Conrad, serviteur zélé de la monarchie carolingienne, se voit confiée la région transjurane de la Bourgogne (province allant des Alpes valaisannes au Jura) que son fils institue en royaume de la Bourgogne transjurane sous le nom de Rodolphe I<sup>er</sup> en 888. Indépendant du comté de Bourgogne proprement dit, ce royaume rodolphein sera combattu et ravagé par le royaume de la Bourgogne méridionale constitué en 890 par Arnulf avant de retrouver son autonomie à la mort d'Arnulf en 899. Entré dans le giron de l'empire germanique en cours de constitution en 920, le royaume rodolphein conquerra entre 933 et 942 la Bourgogne méridionale (province dite bosonide, centrée sur Vienne et dont on parlera plus loin) puis sera finalement intégré à l'empire en 1032 après une existence éphémère.

Cette période chaotique donne naissance à la féodalité. Aristocrates, dignitaires ou riches propriétaires prennent la défense de leurs biens que le pouvoir royal ou impérial ne protège pas assez et en deviennent les seigneurs. Gap et Embrun deviennent ainsi des seigneuries ecclésiastiques tandis que l'Église s'impose comme un facteur d'équilibre en ces temps perturbés.

## La BÂTIE-NEUVE

### SAINT-PANCRACE

Le village gallo-romain de Saint-Pancrace est la première agglomération identifiée sur le territoire de la commune actuelle de la Bâtie-Neuve. Implanté à un carrefour de la via DOMITIA (ou COTTIA per Alpem), il est contemporain du relais d'ICTODURUM et en est peut-être l'extension. Proche du dolmen des AUCHES, il prend ses racines dans un lieu déjà fréquenté quelques 2000 ans avant J.C..

Le village dont on ne connaît pas le nom prendra celui de SAINT-PANCRACE quand le culte de ce saint martyr se diffusera en Provence. Saint-Pancrace, né en Phrygie, fils unique d'une famille noble, orphelin alors qu'il n'est qu'un enfant, est recueilli par son oncle Denis qui part s'installer à Rome où l'empereur Dioclétien mène de violentes persécutions contre les chrétiens. Converti par le pape St-Marcellin, Pancrace refusera de renier sa foi devant l'empereur et sera décapité à 14 ans en 304 après J.C.. La diffusion de son culte et la dispersion de ses reliques débiteront au IV<sup>e</sup> siècle.

Il ne restait de ce village que des amas de pierres et restes de tuiles à rebord (non conservés) au début du XX<sup>e</sup> siècle. Plusieurs facteurs étayaient la conviction que l'agglomération remplissait une fonction de chef-lieu et le nom de Saint-Pancrace donné à sa paroisse est confirmé au XIII<sup>e</sup> siècle.

L'un de ces facteurs est sa chapelle, reconstruction d'une église connue pour avoir été la plus ancienne de la contrée. Une reconstruction probablement consécutive aux destructions des guerres de religion et qu'on pourrait dater de la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. Ses grandes dimensions (7x20 mètres) et sa situation au milieu d'un cimetière font d'elle une église paroissiale, but de visites pastorales de l'évêque de Gap confirmant ce rôle paroissial jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, bien que le village se soit déplacé entretemps. Déjà remaniée, la chapelle est restaurée en 2008-2010. Elle comportait un autel baroque qui a été déplacé, un grand tombeau monolithe réemployé comme table d'autel, une cuve baptismale, un tableau représentant Saint-Pancrace et une tribune couvrant le tiers de la nef. Le cimetière accolé a été agrandi en 2011.

Un autre facteur est l'hôpital portant le même vocable de Saint-Pancrace et qui jouxtait le cimetière devant l'église. Comme beaucoup d'hôpitaux de l'époque, il est construit au bord d'une voie médiévale reprenant le plus souvent le parcours des voies romaines. Existant déjà au début du XIV<sup>e</sup> siècle, il aurait été fondé, selon la tradition, par un chevalier de Malte (Un hôpital au lieu dit "sur la colline" figure sur le terrier de l'évêque de Gap en 1321). Uni à la cure en 1620. Il est constaté plus ou moins en ruines mais couvert en ardoise en 1641. Le grand prieur de l'abbaye de Boscodon en devient le recteur en 1679, charge transférée à un autre religieux de Boscodon en 1680.

Les victimes de l'incendie du village perpétré par les troupes du duc de Savoie en 1692 y seront soignées. Toujours existant en 1696 et déclaré dépendance de l'abbaye de Boscodon au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'hôpital le restera jusqu'à sa disparition à la Révolution.

Saint-Pancrace possédait également une maison fermière et certaines de ses habitations subsistaient encore au XIV<sup>e</sup> siècle. La Novalaise avait par ailleurs des possessions à Faudon et aux Casses sur le territoire de la Bâtie-Neuve au VIII<sup>e</sup> siècle (voir Annexe).



Chapelle Saint-Pancrace de nos jours

Site de Saint-Pancrace



## TOURNEFORT

Depuis 1032, les pays à l'est du Rhône font partie du Saint Empire romain germanique et depuis la fin du XI<sup>e</sup> siècle, les diocèses de Gap et d'Embrun relèvent du comté de Forcalquier. Dès 1044, un acte de pariage définit d'ailleurs les droits respectifs de l'évêque de Gap et du comte de Forcalquier, Guillaume Bertrand, un exemple de l'imbrication des droits seigneuriaux au Moyen Âge.

Les luttes intestines de la féodalité au début du 2<sup>e</sup> millénaire incitent les seigneurs à construire des châteaux ou de simples donjons sur des hauteurs et les populations à venir se réfugier auprès d'eux. C'est le cas des évêques de Gap, qui ont acquis au X<sup>e</sup> siècle des terres dans le Gapençais, dont le terroir couvrant la Bâtie-Vieille et la Bâtie-Neuve, et vont construire des fortins sur la butte de la Bâtie-Vieille et sur les escarpements de TOURNEFORT. Ce dernier emplacement situé au dessus des Granes en lisière de la forêt du Sapet est naturellement protégé par l'abrupt de la montagne d'un côté et une pente d'accès difficile de l'autre. Il a aussi l'avantage de dominer Chorges, Avançon et la route de Gap. L'évêque de Gap y construit ce qui n'est probablement qu'un donjon à la fin du XI<sup>e</sup> siècle.

Les évêques laisseront aussi s'établir un petit prieuré et sa chapelle de l'ordre de Saint-Benoît sur une éminence voisine du château. Salomon de Serre en sera l'un des prieurs et le prieuré dépendra successivement des bénédictins de la Novalaise et de Bréma puis de Boscodon. Ruiné par les guerres de religion, il sera réduit à sa chapelle, N.D. de Tournefort, en 1616, chapelle qui sera abandonnée à la Révolution puis détruite et dont on n'a sauvé que des fonts baptismaux ébréchés.

Des habitants de Saint-Pancrace viennent s'installer au pied de ce donjon dès la fin du XI<sup>e</sup> siècle, dans un lieu défendu par une enceinte dont il restera un mur d'à peu près 150 mètres encore debout au début du XX<sup>e</sup> siècle. Ils conservent cependant leur église et son cimetière à Saint-Pancrace.

### Les HAUTES-ALPES

Le XII<sup>e</sup> siècle assiste au dépeçage du comté de Forcalquier par les comtes de Provence qui acquièrent certaines de ses possessions et s'emparent finalement de ses fiefs dans le diocèse de Gap à la fin du siècle. Et par les comtes du Sud-Viennois (issu du partage de l'ancienne Viennoise, ex Bourgogne bosonide) qui s'implantent dans les diocèses haut-alpins en achetant des droits féodaux et s'emparent par conquêtes et mariages du bassin de la haute Durance entre la fin du XII<sup>e</sup> et le début du XIII<sup>e</sup> siècle.

Le comte du Sud-Viennois, Guigues IV (1132-1142) sera le premier à porter le surnom de Dauphin, surnom qui va devenir un patronyme puis être considéré comme un titre à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle avec Humbert I<sup>er</sup>, dauphin de Viennois qui donnera le nom de Dauphin à sa lignée pour la postérité. De même que le dauphiné de Viennois sera rapidement réduit au terme de Dauphiné.

À la mort du dernier comte de Forcalquier en 1209, les possessions qui lui restent sont partagées. Celles du Gapençais et de l'Embrunais vont au "dauphin" Guigues VI et celles du sud du Buëch au comte de Provence Raymond-Bérenger IV.

Relativement libérés de l'autorité des comtes de Forcalquier menacés, les évêques de Gap vont confirmer leurs droits par leurs lointains suzerains, les empereurs germaniques. Des diplômes de Frédéric I<sup>er</sup> Barberousse pour l'évêque Guillaume II en 1184 puis de Frédéric II pour l'évêque Guillaume d'Esclapon en 1238 reconnaissent leurs fiefs de la Bâtie-Vieille et de Tournefort mais aussi de la Bâtie-Neuve et de Montreviol pour ce côté de Gap.

Menacés en revanche par les empiètements des dauphins, les évêques de Gap renforcent les défenses du Gapençais vers la fin du XII<sup>e</sup> siècle, d'où les fortifications complétant le donjon de la Bâtie-Vieille et la construction des châteaux de Montreviol et de la Bâtie-Neuve.

## La BÂTIE-NEUVE

### Le CHÂTEAU

La construction du château de la Bâtie-Neuve précède la date du diplôme de 1184 et pourrait être attribuée à l'évêque Grégoire (1157-1180) ou, au plus tard, à l'évêque Guillaume II (1180-1188). Elle est donc antérieure à la période déduite des chartes de la chartreuse de Durbon mentionnant la Bâtie-Neuve en 1255 et 1257. Le château n'est vraisemblablement constitué que d'un donjon de taille exceptionnelle entouré d'une enceinte protégeant des communs.

### TOURNEFORT

Le contexte aidant, l'évêque de Gap, Othon de Grasse (1251-1281) se croyant soutenu, aliène des prébendes dues au dauphin et interdit l'entrée de Gap à ses officiers en 1256. En réaction, Guigues VII fait confisquer ou raser le château épiscopal de Lazer en 1256 et, suite à une transaction, contraint l'évêque à détruire son château de Tournefort. Destruction apparemment exécutée en 1258.

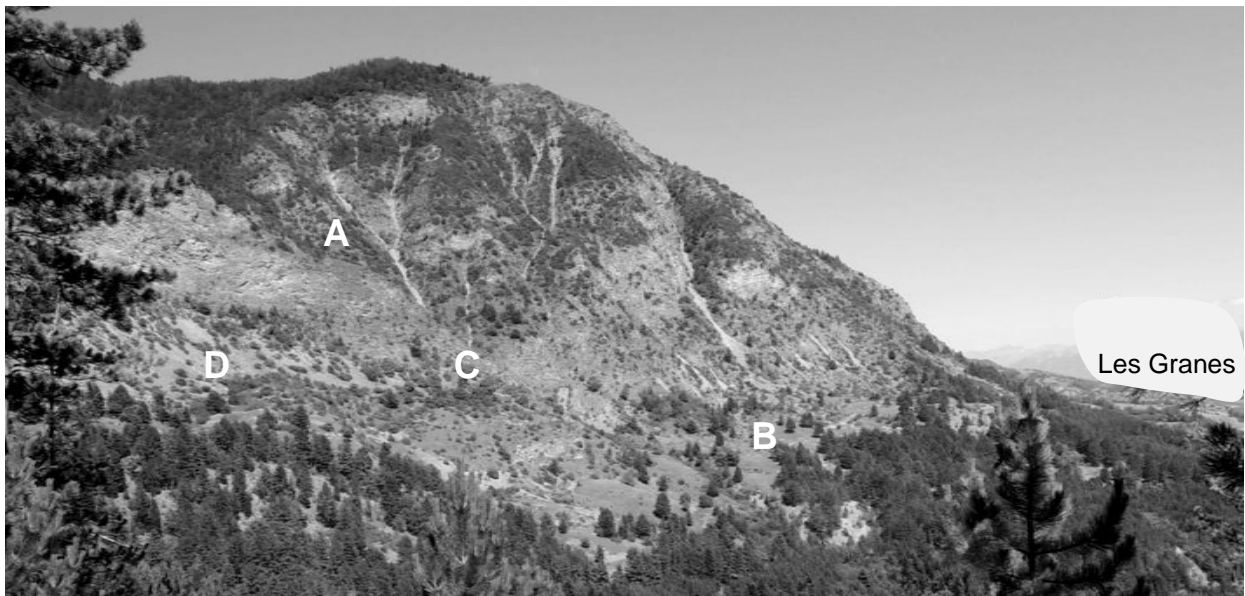
Défait et forcé de louvoyer, l'évêque se retourne vers le dauphin pour actualiser son pariage avec lui en 1257. La même année, un traité est signé entre le comte de Provence Charles d'Anjou qui se pose en protecteur du prélat et le dauphin Guigues VII André qui accepte de prêter hommage au comte pour le Gapençais tout en demeurant le vassal des évêques de Gap. Traité que le dauphin signe d'autant plus aisément qu'il accroît son pouvoir sur le diocèse. Victime de cette convention, le consulat voit une partie de ses droits partagée entre les signataires.



C'est ainsi que s'achève l'aventure du deuxième village bastidon avec la destruction ou la ruine du château de Tournefort. Le prieuré et ses dépendances sont vendus à l'abbaye de Boscodon en 1259 et l'évêque de Gap conservera des droits sur le fief jusqu'au début du XIV<sup>e</sup> siècle.

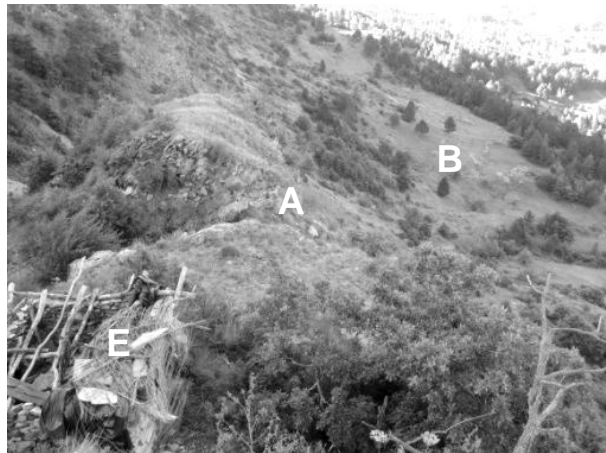
Le château de la Bâtie-Neuve existant depuis trois quarts de siècle, le village de Tournefort est certainement déjà déserté. Les derniers habitants finissent de l'abandonner. Certains sont partis à Ancelle où ils ont des terres, les autres sont allés chercher la protection du nouveau château. Le village va lentement disparaître. Il en restera les ruines de quelques maisons et des traces de fondation du donjon encore visibles au début du XX<sup>e</sup> siècle.

TOURNEFORT : Selon la mémoire des anciens plus que par l'observation de ce qui reste de vestiges.



- A – Site présumé du château et du prieuré. Une crête étroite et difficile d'accès.
- B – Emplacement du village      C – Ruines d'une maison      D – Traces d'habitats
- E – Cabane des italiens : débardeurs dans les années 1960

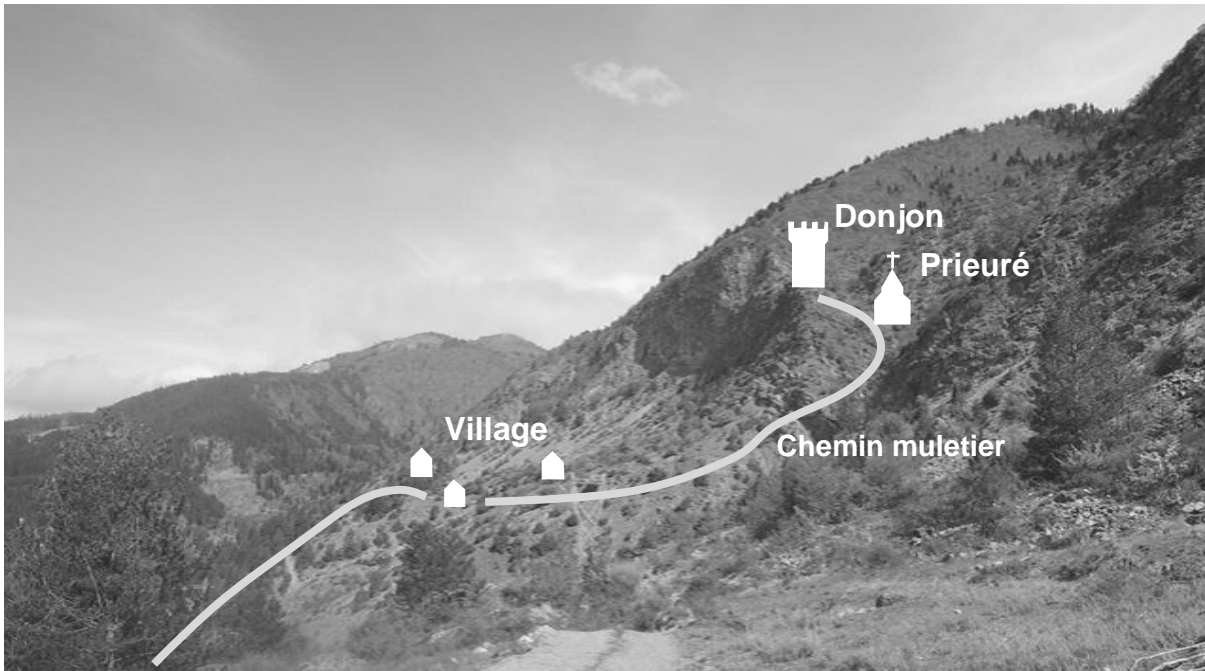
Sur la crête.



En contrebas.



Une reconstitution imaginaire.



*Photos de l'auteur et de Claude BONNAFOUX*

### Les HAUTES-ALPES

Au tout début du XIII<sup>e</sup> siècle, un consulat représentant les chevaliers bourgeois et le peuple dispute le gouvernement de la cité à l'évêque de Gap alors que le chapitre de chanoines chargé de le secondar dans l'administration du diocèse défend souvent ses propres intérêts. Au long du XIII<sup>e</sup> siècle, l'évêque aura aussi à se défendre de la concurrence de l'oligarchie citadine et des convoitises des dauphins et des comtes de Provence. Pour échapper à la pression de ces comtes de Provence, les évêques vont chercher à récupérer une partie de leurs droits acquis par les dauphins mais n'empêcheront pas le dauphin Guigues VII André (1237-1269) d'accroître son influence dans la cité en manipulant le consulat à son profit, sans parvenir à y assoir totalement son autorité.

C'est le soutien que l'empereur Frédéric II apporte au consulat de Gap vers 1240 qui amène les évêques à refaire alliance avec les comtes de Provence qui profitent de leurs difficultés pour s'accaparer des droits et redévelopper leur influence sur le diocèse.

## Annexe

Charles MARTEL, ABBON et la NOVALAISECharles Martel

Au début du VIII<sup>e</sup> siècle, le pouvoir du règne mérovingien est en fait exercé par les maires du palais. Succédant à son père comme maire du palais d'Austrasie en 714, Charles Martel, mu par l'ambition de restaurer la puissance franque en Gaule, commence par mater la rébellion de la Neustrie et en prend la maîtrise en 719. Il repousse ensuite, de 720 à 728, les frontières à l'est du royaume en combattant Frisons, Alamans et Saxons qui ont empiété sur le royaume.

Les Omeyyades d'Al-Andalus (qu'on appellera Sarrasins) ont entretemps occupé une grande partie de l'Espagne en 711, franchi les Pyrénées, conquis le Languedoc et la basse vallée du Rhône en 725 et mené des incursions jusqu'à Autun et Sens. Ne pouvant pas s'opposer seul aux musulmans, le duc d'Aquitaine doit faire allégeance à Charles Martel qui stoppe l'avancée des armées de l'émir omeyyade Abd el Rahman en 732. Se tournant vers la Bourgogne, les arabes prennent Avignon et Arles en 735, sont refoulés au sud de la vallée du Rhône en 736, délogés d'Avignon en 737 et sévèrement battus par Charles Martel et son frère Childebrand.

Leur implantation au sud de la Provence en sera limitée mais leurs incursions en Gaule dureront jusqu'à la destruction de leur site fortifié du Fraissinet et leur éviction de la Gaule en 972-973. Durant cette reconquête, ils auront été battus à Embrun et Gap en 972.

Des seigneurs bourguignons s'étant soulevés contre l'autorité franque en 714-716 et ayant pactisé avec les musulmans pour s'opposer à Charles Martel en 735-738, celui-ci s'allie aux Lombards pour les châtier en 739 et prendre possession de la Provence, aidé dans sa campagne par le patrice Abbon (patrice : titre nobiliaire d'un personnage de haut rang).

Charles Martel a unifié le royaume franc et son pouvoir est tel qu'il ne donnera pas de successeur au dernier roi mérovingien décédé en 737. À sa mort en 741, son pouvoir sera partagé entre ses fils Carloman, qui héritera de l'Austrasie, l'Alémanie et la Thuringe, et Pépin le Bref, qui héritera de la Neustrie, la Bourgogne et la Provence et donnera naissance à la lignée carolingienne.



### Abbon

Membre d'une riche famille de l'aristocratie burgonde, Abbon naît vers 685, devient recteur (haut fonctionnaire) de Maurienne et de Suse puis, en 722, patrice (gouverneur) du Viennois : partie de la Bourgogne franque comprise entre Rhône, Provence et royaume des Lombards.

Contraint de se réfugier à Suse suite à l'incursion d'une coalition de provençaux et d'arabes, Abbon fonde, en 726, l'abbaye de la Novalaise, stratégiquement située en terre franque, à la frontière avec le royaume Lombard et aux pieds de grands cols alpins.

Comme Charles Martel fait face à la rébellion du patrice de Provence, Mauronte allié aux arabes, Abbon prend le parti de l'autorité franque et soutiendra Charles Martel jusqu'à la victoire décisive de 739. Il en sera récompensé en recevant la charge de patrice de Provence.

Grand propriétaire terrien, Abbon possède, à côté de grands domaines, de très nombreuses petites exploitations et lègue une grande partie de son patrimoine à l'abbaye de la Novalaise en 739. La date et le lieu de son décès et l'endroit où il est enterré ne sont pas connus.

### La Novalaise

L'abbaye de la Novalaise, fondée par Abbon en 726, a été le premier monastère de montagne dans les Alpes. Établie sur les pentes de la vallée de la Cenischia donnant sur le Val de Suse, la Novalaise est à proximité de l'intersection de deux grands axes routiers reliant la Lombardie à la Provence et à la Bourgogne viennoise par les cols de Montgenèvre et du Mont Cenis. En terres burgondes, elle est de plus voisine de la frontière franco-lombarde repoussée sur le versant italien des Alpes par les rois francs à la fin du VI<sup>e</sup> siècle.

Abbon concède d'abord une charte d'immunité à la Novalaise en 726 puis lui lègue une grande partie de ses biens par testament en 739. Il participe ainsi à la consolidation du royaume franc en prenant le contrôle d'un nœud routier stratégique. Il dote pour cela la Novalaise d'un temporel dont l'essentiel s'étend le long des grands axes routiers du massif alpin. Après le décès d'Abbon, les moines de la Novalaise complètent son legs et disposent alors d'un réseau de possessions en vallée de Suse, Maurienne, Oisans et haute Durance, et dans les évêchés de Briançon, Embrun et Gap.

NB : Les possessions léguées par Abbon à la Novalaise ou acquises par celle-ci en Gapençais se trouvaient à Gap, Romette, Auriac (Oriac), Faudon et les Casses (*Alpe Cassauda*), très probablement celles de la Bâtie-Neuve faute d'en connaître d'autres plus représentatives (2).

Charlemagne ayant fait la conquête du royaume lombard en 774 et la frontière étant déplacée sur les sommets alpins, la Novalaise est rattachée au diocèse de Turin dans le royaume carolingien d'Italie et se dote d'un nouveau patrimoine en Lombardie. Victime "de l'invasion et des usages païens" (peut-être un incendie du monastère par les Sarrasins en 906), l'abbaye abandonne le site de la Novalaise et s'installe temporairement à Turin en 910, avant de fonder une nouvelle abbaye à Breme dans un site de la plaine du Pô plus opulent que celui de la vallée de la Cenischia.

Le développement des échanges transalpins et l'installation de communautés monastiques à San Michele della Chiusa, San Giusto et Oulx dans la vallée de Suse entre la fin du X<sup>e</sup> et le milieu du XI<sup>e</sup> siècle incitent les moines de l'abbaye de Breme à réinvestir le site de la Novalaise qu'ils restaurent pour en faire l'un de leurs prieurés dans la première moitié du XI<sup>e</sup> siècle.

Bien que la Novalaise ait conservé une bonne partie de son temporel bourguignon, elle ne pourra pas rivaliser avec les autres grands monastères routiers. L'abbaye de la Novalaise, de nouveau restaurée, est aujourd'hui un havre de sérénité qui attire pèlerins et visiteurs.

(2) : Les Cartulaires de Saint-Hugues (ou de l'église cathédrale de Grenoble), datant pour l'essentiel de la fin XI<sup>e</sup> ou XII<sup>e</sup> siècle, cite cette ancienne possession d'Abbon dans leurs chartes (Jules Marion – 1869). Joseph Roman, dans son ouvrage "Legs faits par Abbon dans son testament" situe le site d'Alpe Cassauda aux Casses Faudon en 1901. Le "Dictionnaire topographique de la France" le situe en montagne sur la commune d'Annelle avec un renvoi au "Testament d'Abbon" et aux "Cartulaires de Saint-Hugues".

## 4 : Bas Moyen Âge – **BASTIA NOVA**

### Les HAUTES-ALPES

Dans les années 1265-1266, le conflit entre l'évêque de Gap et le dauphin qui soutient le consulat renaît. Le chapitre se rapprochant aussi du dauphin en le laissant s'implanter dans le Champsaur, l'évêque retourne encore sa veste et rallie le clan de l'angevin comte de Provence quitte à abandonner de son indépendance en échange de son aide.

Poursuivant son avantage, le dauphin Jean (1269-1282) s'accapare en 1271 les droits du consulat qu'il partage en 1272 avec le comte de Provence, roi de Naples et de Sicile, et avec l'assentiment de l'évêque qui bénéficie aussi du partage. De 1274 à 1278, des conflits opposant évêque, chapitre et commune font l'objet de plusieurs arbitrages de leurs suzerains tandis que la papauté commence à s'immiscer dans l'administration du diocèse et la gestion des conflits.

En 1281, l'évêque ayant requis l'assistance du comte de Provence pour mater la rébellion, reçoit l'appui militaire de Charles de Salerno (futur Charles II). La ville refusant de se rendre et chassant l'évêque de ses murs, Charles de Salerno s'empare de Gap en 1282 et impose un traité aux syndics de la ville qui remplacent le consulat. Syndics qui s'avéreront aussi vindicatifs que le consulat.

Profitant de ces tensions, le dauphin Humbert I<sup>o</sup> (1282-1306) assure son retour dans le diocèse en faisant alliance avec le comte en 1297, créant ainsi un front Dauphiné-Provence contre la Savoie, et impose à l'évêque Geoffroy un traité sur le partage de leurs juridictions à son profit en 1300.

La communauté, lésée dans ces accords, se révolte et les syndics retrouvent certains de leurs droits en 1304, suite à des arbitrages confirmés par le dauphin les années suivantes.

Le décès de l'évêque Geoffroy en 1315 inaugure l'affaiblissement progressif de l'autorité des comtes de Provence sur le Gapençais et la poursuite des conflits entre le chapitre, replié sur l'aristocratie locale et soutien des syndics, et la seigneurie épiscopale.

Dans le premier quart du XIV<sup>e</sup>, population et clergé de la ville ont cependant une préférence pour les comtes de Provence, suzerains lointains dans leur royaume de Naples et de Sicile, et se rebellent contre l'emprise du dauphin sur le Gapençais. Une nouvelle période de conflits qui conduit l'évêque et le chapitre à trouver refuge auprès du pape à Carpentras pendant deux années.

Une longue époque troublée dont souffre l'ensemble du Gapençais. Ruiné et sans descendance, le dauphin Humbert II finit par vendre le Dauphiné au roi de France Philippe VI. C'est le **transport du Dauphiné** à la France en 1349. Le comté revenant au fils aîné du roi, celui-ci hérite de ce titre de dauphin devenu titre princier : tradition qui sera conservée.

---

La région était divisée en comtés (Gapençais, Embrunais), duché (Champsaur) et principat (Briançon) avant que les comtes de Provence ne les transforment en vicomtés. À la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, le Dauphiné est découpé en sept baillages. Celui du Gapençais ayant comme chef-lieu Upaix puis Serres et enfin Gap. Ces baillages sont réduits à deux en 1447 : celui des Montagnes couvrant la région et celui du Viennois comprenant le Champsaur, Tallard et Vitrolles et dépendant de Sisteron.

Les baillis ont des attributions administratives et judiciaires suppléées par un conseil delphinal puis par des cours de justice à Gap, Briançon et Embrun (qui dispose aussi d'une cour archiépiscopale).

L'assouplissement local des servitudes féodales, le développement de l'activité économique entre fin XI<sup>e</sup> et début XIV<sup>e</sup> siècle et l'enrichissement de la bourgeoisie citadine ont conduit à une lente émancipation des communes vis-à-vis du pouvoir féodal. Gap est cité comme commune dès 1209.

Le Briançonnais, à cheval sur les deux versants des Alpes, fait partie d'une ancienne entité dont la capitale s'est déplacée de Suze à Briançon et qui, subdivisée en escartons dont ceux de Briançon et du Queyras sur le versant français, a profité des difficultés financières du dauphin Humbert II pour obtenir une certaine indépendance qui lui vaut le titre de république des escartons.

Tout en conservant son autosuffisance, le paysan commence à spécialiser des zones de culture ou d'élevage grâce à l'irrigation ou le partage des terres. C'est ainsi qu'entre 1447 et 1450, l'eau du torrent d'Annelle est dérivée pour irriguer les terres de la Rochette puis de Gap. Hormis les cultures potagères, l'agriculture reste consacrée aux céréales, vignes et arbres fruitiers et bien sûr à l'élevage du mouton. La forêt mieux exploitée mais menacée par l'essartage est protégée. Au travail de la laine et des textiles et au tannage des peaux, s'ajoutent l'exploitation minière et la production du fer (L'Argentière, Château-Queyras) qui ne perdureront pas et un artisanat urbain qui se diversifie. La rigueur des hivers dans le Haut Dauphiné, provoque des migrations saisonnières de la population paysanne qui cherche à s'employer temporairement dans des régions plus clémentes.

Le commerce entre Rhône et Italie via la vallée de la Durance, handicapé par un réseau routier assez complet mais peu carrossable, croît pourtant avec le développement économique, l'organisation de foires à Serres et à Gap et l'important centre commercial qu'est devenu Briançon.

Dans une Europe occidentale en partie façonnée par l'Église, les diocèses se superposent au découpage administratif. Celui de Gap, qui dépend de l'archevêché d'Aix-en-Provence, s'arrête aux portes de Chorges inclus dans le diocèse d'Embrun dont l'archevêque étend sa juridiction à une province équivalente à l'ancienne province romaine des Alpes maritimes. Les ordres monastiques sont florissants : l'abbaye de Boscodon fondée en 1132 est affiliée à l'ordre régional des chalaisiens, l'église de Chorges dépend alors de l'abbaye St-Victor de Marseille et le prieuré clunisien de Romette aura pour prieur Etienne Aubert qui deviendra le pape d'Avignon Innocent VI en 1352.

Des hospitaliers ont un gîte à Montgardin, les templiers ont des commanderies à Gap, Crottes (Crots) et Embrun, les religieux de St-Jean de Jérusalem ont des établissements dans la région, les franciscains ou cordeliers et les dominicains ont des couvents dans les villes de Gap, Embrun et Briançon. Des dignitaires de la région s'illustrent de plus dans les croisades.

Le mouvement créé par Pierre Valdo pour faire pendant à un clergé plus soucieux des biens matériels que des inquiétudes spirituelles de ses ouailles se scinde après sa mort et donne naissance vers 1227 à la secte des Vaudois qui, réfugiés dans les vallées alpestres (Freyssinières, Vallouise, Queyras, Briançonnais), s'opposent à l'autorité de l'Église et sont châtiés au XIV<sup>e</sup> siècle.

Au cours d'un XIV<sup>e</sup> siècle calamiteux, le pays est épuisé par plusieurs famines entre 1315 et 1332, ravagé par la peste qui élimine la moitié de la population entre 1348 et 1349, éreinté par le passage de bandes de routiers italiennes durant la guerre de Cent Ans et victime des agressions de Louis d'Anjou cherchant à ravir la Provence à la reine Jeanne de Naples. Entre 1368 et 1376, ses troupes, évitant Gap et Embrun, pillent et prennent Veynes, Chorges, Boscodon, Crottes, Guillestre et pénètrent dans le Champsaur et le Queyras jusqu'au paiement d'une rançon. Gap, Embrun, Guillestre et le Pertuis construisent ou consolident leurs fortifications dans la 2<sup>e</sup> moitié du siècle.

Le latin, qui restera la langue officielle jusque vers le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, n'est pas compris par le peuple qui bénéficie peu de l'instruction donnée par le clergé et continue de pratiquer sa langue occitane que chante le troubadour Albertet le Gapençais au XIII<sup>e</sup> siècle.

Des monuments érigés entre XII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècle, il reste des tours (La Bâtie-Vieille, Embrun, la Tour ronde près de Gap, etc.), les ruines des châteaux de Réallon et de St-Firmin et la maison des Chanonges d'Embrun. Il reste surtout des églises dont celles de Boscodon et d'Embrun de style roman lombard influencé par le gothique ébauché dans les voutes et le porche dit le Réal du XIV<sup>e</sup> siècle. Le Réal de cette cathédrale d'Embrun où s'arrêtaient les pèlerins allant en Terre sainte.

Au XV<sup>e</sup> siècle, l'histoire du Dauphiné est marquée par le règne du futur Louis XI qui le reçoit en apanage en 1440. De cette date à son exil au Brabant en 1456, il s'installe à la Côte-Saint-André, reprend l'administration locale, met fin au privilège de monnayage de l'évêque de Gap et de l'archevêque d'Embrun, conforte son pouvoir en nommant un gouverneur assisté de lieutenants, transforme le conseil delphinal de Grenoble en parlement, recense la population et dote de ses générosités la cathédrale d'Embrun. Soutenu dans sa politique par son archevêque, Jean Girard, il



reçoit la mense épiscopale quand ce dernier décède. Il fait aussi échouer les prétentions des Comtes de Provence sur le Gapençais et l'Embrunais avant de devenir roi de France en 1461.

La mouvance vaudoise n'étant pas complètement éteinte dans les vallées alpestres, de nouvelles inquisitions s'attaquent à leurs adeptes de 1471 à 1487 avant qu'une absolution et la restitution des biens des survivants mettent fin à cet épisode d'intolérance.

Durant les guerres d'Italie dues aux prétentions des rois de France sur Milan, Naples et la Sicile puis au conflit opposant la France à l'Autriche (Charles Quint), les troupes vont souvent traverser les Alpes par le bassin de Gap, la vallée de la Durance et les cols alpins.

C'est ainsi que passeront les troupes de Charles VIII à la conquête du royaume de Naples en 1494-95, celles de Louis XII à la conquête du Milanais en 1499 puis en représailles contre une révolte des génois en 1507-09, celles de La Trémouille en déroute après la défaite de Novare en 1513, celles de François I<sup>er</sup> victorieuses à Marignan en 1515-16 puis défaites à Pavie en 1525 et celles du maréchal de Lautrec en 1527, de lansquenets en 1536 et 38, du duc de Montmorency et du dauphin Henri en 1537, de Henri II en 1548 et ainsi de suite jusqu'au traité de Cateau-Cambrésis en 1559.

Ces guerres, auxquelles participe la noblesse locale, nécessitent un entretien des routes et de dépôts d'intendance souvent insuffisants. D'où des épisodes de pillages, viols et massacres mettant en grand mal la région. Les habitants de Chorges sont massacrés en 1516, Romette est incendié et La Bâtie-Neuve détruite en 1517 par des allemands commandés par une brute surnommée le chien. La sous-alimentation rend les épidémies plus meurtrières et un tremblement de terre aggrave encore la situation dans une partie de la région en 1535.

## La BÂTIE-NEUVE

### Le CHÂTEAU

Le nom de Bâtie-Neuve (Bastia nova) désignera le château puis le bourg et enfin la commune. Le terme de bâtie est habituellement donné à un fortin et ici à une simple tour. Le terme de neuve est ici donné par opposition à La Bâtie-Vieille (Bastida vetus) dont le fortin initial est plus vieux d'un siècle.

Le donjon construit dans le dernier quart du XII<sup>e</sup> siècle sur la petite éminence portant le bourg actuel est de taille exceptionnelle avec plus de 10 mètres de diamètre et 16 mètres de hauteur, des murs d'une épaisseur pouvant atteindre 3 mètres et un accès par une porte située à 8 mètres du sol.

L'évêque Laugier de Sapor (1411-1429) fait ajouter à ce donjon deux tours supplémentaires encadrant un bâtiment de trois étages et donnant sur une cour rectangulaire. Cette ébauche de château est complétée au XV<sup>e</sup> siècle et possède quatre tours autour de cette cour centrale en 1491. Son mobilier est succinct, l'évêque apportant avec lui les équipements nécessaires à ses séjours.

Durant les Guerres d'Italie, le château est probablement endommagé en même temps que le village est détruit. Racheté en très mauvais état, il est réparé par l'évêque Gabriel de Clermont (1526-1571) qui en fait sa résidence ordinaire.

### Le VILLAGE

L'inconfort du site de Tournefort et la présence de ce château à une époque encore troublée amène la population locale à se mettre sous sa protection dès la fin du XII<sup>e</sup> siècle.

Selon un terrier des biens de l'évêque de Gap en 1321 (3), le village, encore sans église, ébauche sa forme d'huître avec la rue d'en-Haut, actuelle Grand Rue, et la rue Droite, probable ancêtre de la rue de la Distillerie. Il doit déjà être protégé par une enceinte, le Barri qui n'est en fait qu'un chemin de ronde défendu par une modeste muraille et dont il ne reste pas de trace hormis le nom d'une rue.

La route de Chorges à Gap conserve vraisemblablement le tracé de la via Domitia (ou Cottienne) jusqu'à Saint-Pancrace, se détourne pour traverser le village par la rue d'en-Haut et rejoint la via de Gap qui suit le bord nord de la vallée de la Luye, tracé possible de la voie romaine.

La chapelle Saint-Pancrace reste l'église paroissiale du nouveau village mais l'agglomération de SAINT-PANCRACE, abandonnée depuis presque 300 ans, n'est apparemment plus représentée que par cette chapelle, quelques maisons et l'HÔPITAL sis au lieu-dit "sur la colline".

Le Villard Julien est le seul autre groupe de maisons figurant sur le terrier. Il pourrait peut-être correspondre au site des CÉSARIS, hameau dont la mention est la plus ancienne (début XVII<sup>e</sup>) après MONTREVIOL (Monte Roverio au XII<sup>e</sup>). Par ailleurs, certaines parcelles agricoles éparpillées sur le territoire sont regroupées aux lieux-dits "Fauayrol" et "Chaminent" (4).

Dans ce premier quart du XIV<sup>e</sup> siècle, la population du territoire, d'un millier de paysans, cultive la vigne aux Cheminants, les plantes maraichères au voisinage des marais et céréalières au pied des montagnes. L'activité agricole domine mais l'étendue des prés laisse une large part à l'élevage.

Une Confrérie du Saint-Esprit s'installe dans la paroisse en 1393 pour une durée inconnue, comme l'atteste un échange de terres conclu entre les consuls et Jean de Nantua en présence de l'évêque Artaud de Montauban et qui mentionne cette confrérie.

Comme ailleurs, la population du village souffre de la famine (1315 à 1332), des épidémies de peste noire (1348 et 1349), des sévices des bandes de routiers et des conflits entre les princes comme celui qui oppose Provence et Dauphiné et au cours duquel Raymond de Beaufort, vicomte de Turenne, ravage la région (1368 à 1376). Le village est ensuite détruit avec le château en 1517.

En plus de ces catastrophes, les fiefs des évêques de Gap sont lourdement taxés. Ces droits féodaux font l'objet d'un long procès ouvert en 1339, opposant les habitants du village à l'évêque et qui ne fera l'objet d'une transaction qu'en 1597. En 1368, la Bâtie-Neuve obtient en revanche l'annulation d'une condamnation qui l'obligeait à payer à l'évêque de Gap une participation à ses frais dans la guerre qu'il mène contre les Provençaux.

Pour régler d'anciennes contestations concernant le quartier du Sapet indivis et limitrophe entre la Bâtie-Neuve et Ancelle, le conseil delphinal commissionne le châtelain du Champsaur en 1445. En 1452, une sentence arbitrale est prononcée entre les habitants d'Ancelle et Louis, dauphin de France, d'une part et les habitants de la Bâtie-Neuve et Gaucher, évêque de Gap, d'autre part. Elle fixe des limites, localise des droits de bucherage et de pâturage, fait obligation de droits de passage, etc. Malgré cette sentence, les désaccords continueront jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle avec la cessation de l'indivis.

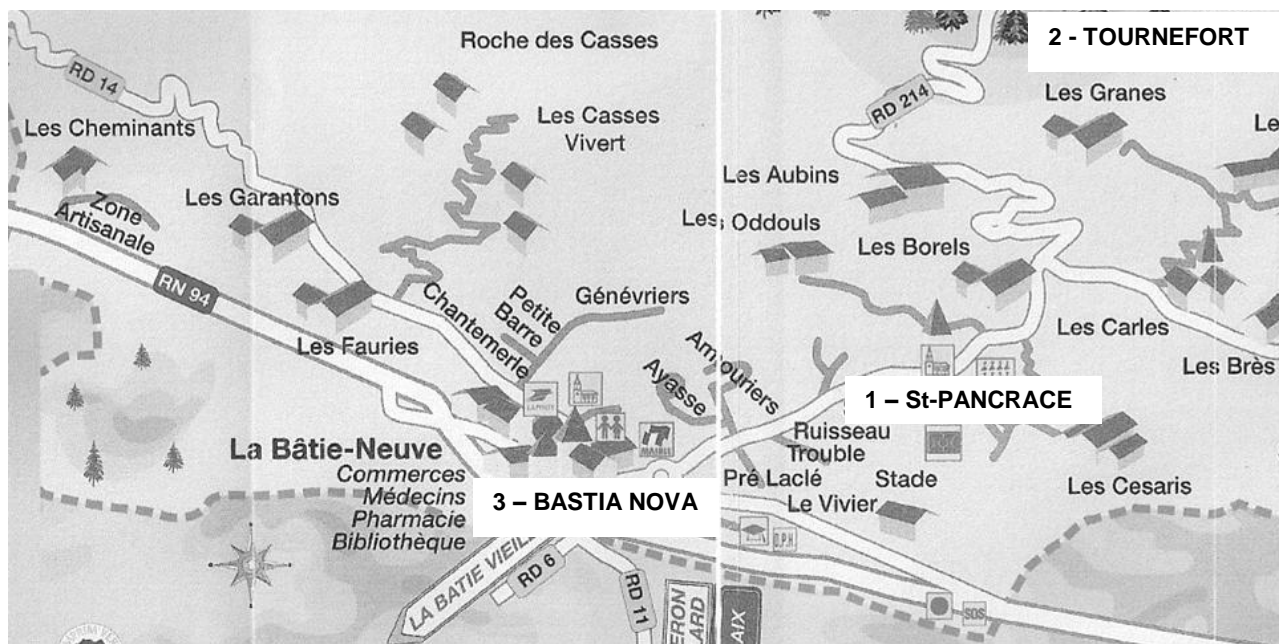
À la même époque, le futur Louis XI établi en Dauphiné accorde la jouissance moyennant redevance de l'eau de la montagne d'Ancelle à la communauté de la Rochette en 1447 et à la ville de Gap en 1448. S'étant mises d'accord en 1450, les deux communautés construisent un canal constitué d'un tronçon commun reliant Ancelle au col de Manse et de deux tronçons distincts partant du col de manse, l'un desservant la Rochette et l'autre Gap, et mettent en eau ce canal d'Ancelle.

Les épidémies et conflits successifs vont contraindre Gap à céder ses droits à Romette en 1565 puis mener à l'abandon de l'entretien du canal à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Après de vaines tentatives de rétablissement et malgré l'opposition des habitants d'Ancelle, un jugement permet à la Rochette et Gap d'engager des travaux en 1772 et de réparer le canal jusqu'au-delà du col de Manse l'année suivante. Le conflit avec Ancelle reprenant, une convention d'arbitrage inapplicable en 1776, une vaine indemnisation d'Ancelle en 1788 et la Révolution vont conduire à l'abandon définitif du canal d'Ancelle. Peu avant qu'un autre canal en reprenne le principe.

Après avoir fait partie de la châtellenie du Champsaur et du baillage du Grésivaudan, la Bâtie-Neuve qui dépendait déjà de l'élection et subdélégation de Gap est unie à l'administration de Gap au point de vue judiciaire en 1463,

- (3) Terrier de 1321 : Recensement des biens du territoire de la Bâtie-Neuve sur lesquels l'évêque de Gap a des droits en dehors des biens tenus par d'autres seigneurs, propriétaires ou tenanciers.
- (4) Chaminent : Lieu-dit non localisé, peut être à l'origine des Cheminants bien que le site actuel ait porté le nom d'Odouls au XIX<sup>e</sup> siècle. Fauayrol : Site non identifié.

Les migrations bastidonnées.



## 5 : Renaissance – La BATTYE-NEUFUE

### Les HAUTES-ALPES

Guillaume Farel, né près de Gap en 1489 et séduit par la Réforme et les thèses vaudoises, fait des adeptes lors d'une visite dans sa ville natale en 1522 et soutient la promotion de la Réforme dans la région dans les années 1530 avant que l'archevêque d'Embrun publie en 1540 un monitoire contre les protestants qui l'oblige à s'exiler. Les guerres de religion vont succéder à celles d'Italie.

Guillaume VIII de Saint-Marcel en Avançon, nommé archevêque d'Embrun en 1560, est un animateur de la lutte contre les réformés. Il accueille les catholiques gapençais chassés de Gap et de Tallard pris par le protestant Antoine Rambaud, sieur de Furmeyer, et arrête la progression de ses troupes entre Chorges et La Bâtie-Neuve en 1562. Forcé de quitter momentanément la région, Furmeyer revient prendre Romette et faire le siège de Gap où sévit la peste en 1563 mais la paix d'Amboise met fin aux hostilités. Furmeyer est alors assassiné aux Césaris en 1564.

Catherine de Médicis ayant relancé la lutte contre les huguenots en 1567, le protestant Jean Flotte, Seigneur de La Roche, dit Arouse, pille Gap et Tallard et tente d'investir Serres mais est tué à Moncontour en 1569. Il est remplacé par François de Bonne, originaire de St-Bonnet en Champsaur, détenteur du fief des Digières et connu sous le nom de Lesdigières.

Dès 1569, Lesdigières s'empare de Corps qu'il fortifie puis guerroye contre les gouverneurs d'Embrun et de Briançon jusqu'à l'édit de pacification de St-Germain. Chorges puis St-Bonnet deviennent des refuges pour les réformés. En 1572, le massacre de la St-Barthélémy et l'ordonnance de Charles IX interdisant toute manifestation du culte réformé relancent la guerre.

Rosans, Serres et la Roche-des-Arnauds sont réoccupés par les protestants et Lesdigières reprend Veynes, Corps et Romette en 1573 et taille en pièces une sortie des catholiques de Gap en 1575. En 1576, une nouvelle paix se traduit par un retour au calme et Lesdigières, élu chef des protestants du Dauphiné, achète la seigneurie de Serres tandis que les gouverneurs d'Embrun et de Briançon et l'archevêque d'Embrun adhèrent à la Sainte Ligue catholique qui s'organise.

En 1577, Lesdigières investit enfin Gap et occupe La Bâtie-Neuve et Chorges. À Gap, il stoppe la démolition de la cathédrale commencée par ses troupes, installe des consuls protestants, répare les fortifications et fait bâtir une maison forte abritant école, temple et logement du pasteur. Embrunais et Briançonnais restent cependant aux mains des catholiques.

En 1580, Lesdigières attaque Tallard, prend Prunières, Savines et Crottes, ravage Boscodon et s'empare de St-Crépin puis, apprenant qu'une puissante armée monte de Provence, se livre au duc de Mayenne. Protestants et catholiques se côtoient un temps sans trop de heurts.

En 1585, Lesdigières, qui a retrouvé sa liberté, dévaste les abords de Tallard, prend Chorges, soumet la vallée de la Durance et réussit à investir Embrun, centre de la résistance aux réformés. Le trésor de la cathédrale est pillé et une partie des archives brûlée. Lesdigières rançonne les environs, met en place un consul protestant, voue la cathédrale au culte réformé et fait renforcer les remparts.

En 1586, alors que la peste sévit dans le Dauphiné, il échoue devant Guillestre et se retourne contre la Ligue en Provence alors que des troupes catholiques parviennent à libérer Gap. Revenu en hâte, il résiste à ces troupes à Chorges mais, contraint par le froid et la peste, doit céder la place. En 1587, Lesdigières, après un échec à Clavières, prend le contrôle de toute la Haute-Durance à l'exception de Briançon et investit enfin Guillestre.

De 1588 à 1590, le protestantisme d'Henri de Navarre, qui succède à Henri III, conduit la Ligue à prendre partie pour le duc de Savoie qui convoite le Dauphiné. Devenu le défenseur des intérêts du roi de France, Lesdigières continue de se battre contre la Ligue jusqu'à la chute de Briançon et le retrait des troupes du duc de Savoie qu'il poursuivra jusqu'en 1595.

Promu lieutenant-général du roi en Dauphiné, il met en application l'édit de Nantes promulgué en 1598 par Henri IV de Navarre qui, converti au catholicisme, attribue aux protestants de la région les villes de Serres, Puymore, Gap, Embrun et Briançon.

Ces trente ans de guerre quasi continue ont eu des effets dévastateurs. Gap est en ruines, Embrun pillé, Boscodon dévasté, des dizaines d'églises et bâtiments religieux détruits. Communautés urbaines et rurales sont gravement endettées. Les chefs de guerre qui se sont enrichis des biens d'église ont fait perdre de son prestige à la noblesse. La bourgeoisie est ruinée et l'artisanat exsangue. La conscience religieuse est ébranlée et la violence quotidienne. Mais la cohabitation des deux religions dans la vie sociale se met en place tant bien que mal. Durant cette période, les Comtes de Provence ont abandonné tous droits sur la vallée de la Durance.

L'activité agricole a peu changé. Si l'élevage des ovins reste majoritaire, celui des bovins se développe. L'empiètement sur une forêt déjà largement exploitée pour la construction navale de Toulon et l'extension de l'irrigation élargissent les terres cultivables. Pain, fromages, poisson, viandes salées et produits de la basse-cour et du potager sont la base de la nourriture dont les surplus sont vendus en ville. Mais l'extension des terres de l'église et de la noblesse au détriment des terres paysannes et le poids de la fiscalité amènent le monde rural à s'endetter de façon parfois dramatique.

L'activité industrielle reste marginale. Les routes aménagées durant les guerres d'Italie mais abandonnées durant les guerres de religion, sont réparées le long des grands chemins royaux : Grenoble – Gap – vallée de la Durance – Briançon – Montgenèvre et dans le Queyras. Un service de poste les parcourt. Le centre commercial qu'est Briançon commence à perdre de son importance.

L'usage du provençal remplace peu à peu celui du latin dans les actes administratifs et s'illustre dans les "mystères". L'usage du français d'oïl s'impose à partir du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle.

-----

Le rétablissement de la paix au début du XVII<sup>e</sup> siècle permet à l'ordre royal de se renforcer sur une région dont l'économie change peu. L'Église s'efforce de récupérer ses biens, reconstruit les lieux de culte, améliore la formation du clergé et reprend son rôle d'évangélisation alors qu'une persécution larvée continue de s'exercer sur les réformés.

Les ordres réguliers se réimplantent à Gap, Embrun et Briançon (capucins, récollets, jésuites, ursulines, visitandines, ...) pendant que naissent de nombreuses confréries laïques. Les apparitions de la Vierge à la bergère Benoîte Rencurel à partir de 1664 donneront naissance aux pèlerinages à N.D. du Laus qui prendront le pas sur ceux faits à la cathédrale N.D. du Réal à Embrun. Le collège jésuite d'Embrun influence la vie intellectuelle de la région, les foires se multiplient et les cités reconstruisent leurs fortifications. Mais la population est éprouvée par la peste en 1630.

Lesdiguières devient maréchal de France en 1609 puis duc et pair du royaume en 1611, sa terre en Champsaur étant érigée en duché et pairie. Après quelques nouveaux faits d'arme, il abjure le protestantisme et est fait connétable en 1622. Il meurt en 1626.

Les États de province, dont l'État du Dauphiné, sont suspendus en 1628 par Louis XIII et Richelieu et la répartition des impôts est confiée à des tribunaux d'élection, dont celui de Gap qui couvre Gapençais, Embrunais et Briançonnais à l'exception des escartons briançonnais. Les intendants royaux reçoivent également plus de pouvoir au détriment des baillis régionaux et élus locaux.

Des expéditions mandatées ou menées par Louis XIII en 1627 et 1629 provoquent quelques désordres à Embrun tandis que la Savoie cisalpine est occupée par les Français. Dans le contexte de la guerre de la Ligue d'Augsbourg opposant Louis XIV à une coalition européenne dont fait partie la Savoie et après la révocation de l'Édit de Nantes en 1685 et des occupations françaises en Savoie et le comté de Nice, le duc Amédée de Savoie, soutenu par des protestants et des vaudois, mène une campagne de représailles dévastatrice en Dauphiné en 1692 avant de se retirer la même année.

Château-Queyras, Guillestre, Embrun, Savines, Prunières, Réallon, Chorges, Tallard et Gap sont incendiés, pillés ou rançonnés. Les récoltes sont anéanties, les ponts sur la Durance détruits et l'abbaye de Boscodon à nouveau dévastée. Le traité de Turin met fin à cette guerre en 1696 et Louis XIV charge Vauban de renforcer les places fortes et de construire les forteresses et casernes (Mont-Dauphin, Briançon) pouvant assurer la défense du Dauphiné.

Durant la guerre de succession d'Italie, les forces installées entre Briançon et Tournoux résistent aux troupes austro-sardes en 1708 mais ne peuvent éviter des incursions dans le Queyras en 1711. En 1713, le traité d'Utrecht ramène la frontière au Montgenèvre, ampute le Briançonnais des escartons italiens et sape sérieusement son économie.

Durant cette même guerre, un corps expéditionnaire espagnol pénètre dans la région au col d'Allos et atteint la Maurienne en 1742 puis des troupes franco-espagnoles passant par le Queyras tentent en vain de pénétrer en Italie en 1744 avant de refluer sur Grenoble par la route de Gap.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, siècle des lumières, le régime de la commende, qui fait nommer par le roi des abbés qui s'accaparent les revenus des communautés religieuses, provoque la décadence du clergé régulier. Au même siècle, le collège d'Embrun est retiré aux jésuites. Les protestants réfugiés dans la clandestinité retrouvent une vie plus normale grâce à l'édit de Tolérance de 1787.

L'économie évolue encore lentement. Des agriculteurs se spécialisent dans la vigne et des travaux d'endiguement augmentent la surface des terres cultivées au sud du département. Les forêts sont exploitées pour la marine, l'activité industrielle est dispersée dans de petites entreprises, le réseau routier peu praticable fait l'objet d'améliorations dans la 2<sup>e</sup> moitié du siècle, les services postaux se diversifient et la fiscalité ne cesse de s'alourdir.

L'enseignement assuré par les religieux se généralise sans vraiment concerner le petit peuple mais fait plus de place aux filles. Des régents d'école venant du Queyras ou du Briançonnais animent celui de la Bâtie-Neuve de 1644 à 1746 avant un recrutement local. Le français est d'usage quasi général. De nouveaux châteaux sont construits, des autels baroques ornent les églises et des maisons plus typées caractérisent certaines de nos régions.

## La BÂTIE-NEUVE

### Le CHÂTEAU

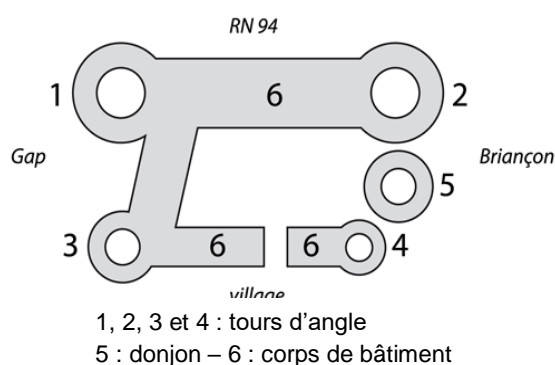
Au cours des Guerres de religion, l'évêque Pierre Paporin de Chaumont (1572-1600) installe en 1573 une plateforme pour l'artillerie sur la plus grande tour du château qui subit une incursion protestante en 1574. En 1575, le gouverneur de La Bâtie-Neuve, Jacques de Poligny, passe dans les rangs protestants et leur livre le château qui est incendié avec le village par René de la Tour, seigneur de Gouvernet. Lesdiguières, qui prend Gap en 1577, occupe La Bâtie-Neuve et fait démolir le château *ras pied, ras terre*. Le village est finalement repris pour le roi par les armées de La Vallette et d'Épernon qui repoussent les protestants du Gapençais en 1586.

Couvert de dettes à la suite des Guerres de religion, l'évêque Paporin de Chaumont est contraint de vendre la majeure partie des seigneuries de La Bâtie-Neuve, Montreviol, La Rochette et Auriac (Oriac). Le château de La Bâtie-Neuve est vendu en deux temps, 1593 et 1594, à Étienne de Bonne (1550-†1638), cousin de Lesdiguières, gouverneur puis vicomte de Tallard, chef de la Ligue en Gapençais et qui suivra Lesdiguières dans ses campagnes contre le duc de Savoie.

C'est certainement lui qui fait reconstruire entièrement le château de La Bâtie-Neuve qui ne conserve du château précédent que la base du donjon initial remanié et devenu Tour du midi.

La seigneurie et le château vont passer aux mains d'Alexandre de Bonne en 1638, François Roger d'Hostun (vicomte de Tallard) en 1640, François de Neuville-Villeroy en 1663, Mathieu de Louvat en 1720, César d'Agoult (président au parlement) en 1748 et son fils Hyppolyte-Auguste Venceslas d'Agoult.

Le château et le village sont victimes de la campagne dévastatrice du duc Amédée de Savoie en 1692. Le village est ruiné et le château atteint. Un incendie en 1737 n'épargnera du village et de son château que l'église et deux maisons du bourg. Ce sont François de Neuville-Villeroy puis Mathieu de Louvat qui répareront le château.



## N.D. de CONSOLATION

Bien que le village se soit installé auprès du château à la fin du XII<sup>e</sup> siècle, il ne se dote d'une église qu'au XV<sup>e</sup> (F. Allemand) ou XVI<sup>e</sup> siècle (E. Escallier) tout en conservant Saint-Pancrace et son cimetière comme église paroissiale. Son édification due au développement du bourg date plus vraisemblablement des reconstructions consécutives aux dévastations des guerres de religion à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et correspondrait à la reconstruction de la chapelle Saint-Pancrace.

Cette nouvelle église est imposante avec une largeur de 8 mètres, une longueur de 25 mètres et des murs de 2 mètres d'épaisseur l'apparentant à une église fortifiée, d'autant plus que, reliée à une maison par une arche de pierre à une extrémité du Barri, elle protège l'entrée de la rue principale.

Portant le vocable de Notre Dame de Consolation, l'église est constituée d'une nef en berceau plein cintre comportant trois travées séparées par des arcs doubleaux reposant sur des piliers aux chapiteaux ornés de motifs floraux. Le chœur en cul de four est plus élevé que la nef et le clocher peigne à trois embrasures ne portera longtemps qu'une seule cloche. Au XVII<sup>e</sup> (F. Allemand) ou XVIII<sup>e</sup> siècle (E. Escallier), l'église sera dotée d'un maître-autel en bois sculpté et doré et surmonté d'un tableau commandé en 1730 et représentant la Vierge Marie terrassant le serpent.

La paroisse qui dépend de l'archiprêtré du Champsaur est unie à celui du Gapençais entre 1516 et 1576. À l'occasion d'une visite pastorale en 1599, L'église du village est constatée en mauvais état et pauvre en mobilier, au point que l'évêque célèbre sa messe dans la chapelle du château. Restaurée en 1632, elle est considérée comme bien tenue lors d'une visite en 1641. Constatée de nouveau presque ruinée en 1661, elle est constatée bien voûtée en 1685 après une nouvelle restauration. Elle sera de nouveau détériorée lors de la campagne du duc de Savoie en 1692 et ne deviendra église paroissiale, en remplacement de Saint-Pancrace qui conservera le cimetière, qu'en 1709.

Notre Dame de Consolation



de nos jours



## Le VILLAGE

Au XVI<sup>e</sup> siècle, victime collatérale des guerres d'Italie puis de religion, la population de la Bâtie-Neuve, déjà éreintée par une lourde fiscalité, est obligée de ravitailler et d'héberger les troupes pour un maigre revenu quand elle n'est pas pillée par des hommes mal encadrés et sans vivres. Le bourg, traversée par ces troupes et incendiée en 1575, est exsangue tandis que la commune est affamée.

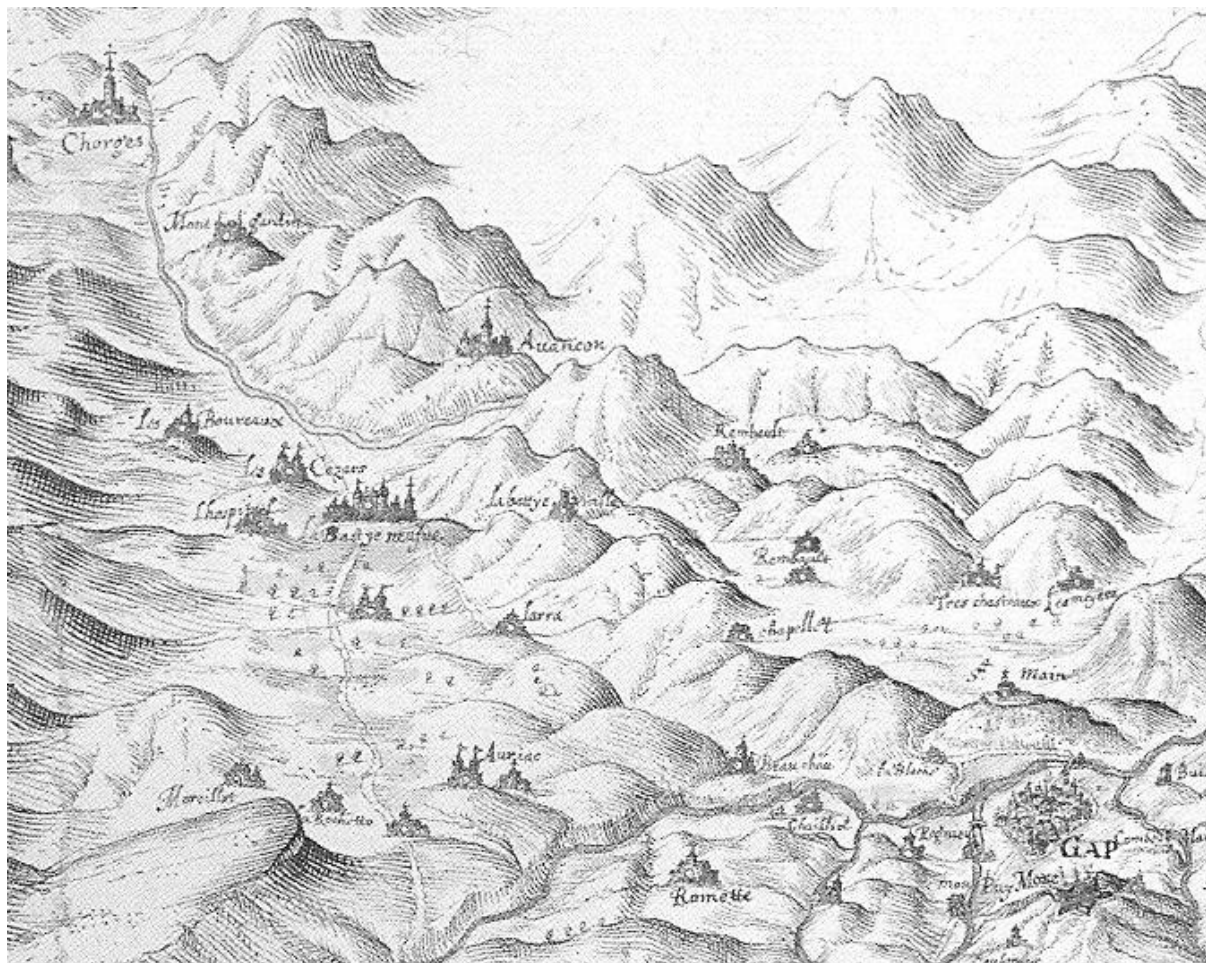
Au XVII<sup>e</sup> siècle, le village voit transiter des canons vers la Savoie cisalpine occupée par les français en 1628 et 1630. Il est victime de la peste en 1630, obligé de loger le régiment de Navarre en 1656, dévasté par des orages et pluies torrentielles en 1668 et ruiné par les troupes du duc de Savoie en 1692. Sa rue principale est cependant ornée en 1667 d'une superbe fontaine au milieu d'une petite place. Elle sera supprimée au XX<sup>e</sup> siècle pour faciliter la circulation.

Un incendie en 1737 n'épargne que l'église et deux maisons du bourg. Puis pendant la guerre de succession d'Autriche, de 1742 à 1748, des troupes des armées d'Autriche campent à la Bâtie-Neuve.

Les hameaux de la commune n'ont pas laissé de traces dans l'histoire en dehors de quelques références dans une cartographie qui ne se développe qu'entre XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècle. Embrun puis Gap apparaissent d'abord sur des plans approximatifs. Chorges, d'abord situé sur la route de Tallard avant

d'être rapatrié sur celle de Gap, n'est mentionné qu'à partir de 1563. Tandis que la Bâtie-Neuve (*Bastinone, Bastie ou Battye Neufue, Beau Château*) ne commence à être citée qu'en 1585.

Ce n'est qu'entre XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècle que des cartes plus détaillées font état de hameaux plus modestes. Sur cette carte de 1608 figurent deux hameaux notables à proximité de la Bâtie-Neuve.



1°- L'HÔPITAL (de St-Pancrace dit *Hospital St Brancasi* sur une carte de 1598), cité dans le terrier de 1321 et reste avec l'église du même nom du village primitif situé sur la route que vont fréquenter nombre de croisés et pèlerins à partir du XI<sup>e</sup> siècle,

2°- Les CÉSARIS (*Cezars, ou plus tard Cexars*) dont la mention va se perpétuer sur les cartes ultérieures et qui atteste de la singularité et de l'ancienneté de ce hameau.

NB : Figurent aussi *Auriac* (Oriac) dont la population migrera vers la Rochette et les *Boureaux*, ou *Bouveaux*, hameau qui a disparu ou changé de nom. Le village est appelé ici *Battye Neufue*.

## La FAÏENCERIE

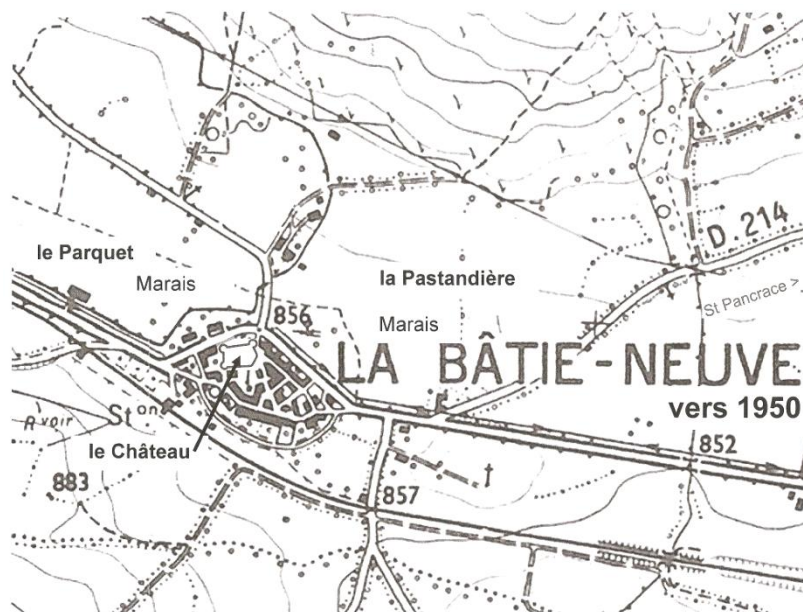
Un procès intenté en 1742 par le marquis de Louvat et repris par ses filles, Angélique de Louvat et sa sœur Catherine épouse de César d'Agoult, fait valoir un droit d'exploitation du bois sur les fonds communs qui est autorisé par une sentence de la maîtrise des eaux et forêts de Grenoble en 1752.

C'est grâce à cette autorisation que le 13 juin 1752, demoiselle Angélique de Louvat et dame Catherine de Louvat, dames de La Bâtie-Neuve, Auriac, La Rochette, Montreviol et autres places, engagent pour six ans Michel Hoesz, marchand et fabricant de faïence, natif de Strasbourg et résidant à Marseille, pour installer et diriger une fabrique de faïence dans leur terre. Installation en partie financée par une subvention du gouvernement obtenue par César d'Agoult.



La terre appropriée est extraite dans le Parquet, parc dépendant du château, à l'emplacement probable de lou peissier (réserve de poissons) ou plutôt à la Pastandière, au nord-est du château, où furent trouvées les ruines d'un four en briques aujourd'hui disparu.

Un mémoire rédigé en 1784 notera que l'argile conservait ici des impuretés, se comportait plus ou moins bien au feu et n'était pas un excellent support pour le vernissage.



L'eau est prélevée dans les grands marais s'étendant au nord et à l'ouest du bourg et qui ne commenceront à être assainis que pendant la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale. Les fours, dont la localisation est incertaine, ne doivent pas être dans le bourg de peur de provoquer l'incendie des toitures en chaume. Les hypothèses émises les situent à 200 mètres sur le chemin de Saint-Pancrace ou au sud des jardins de la Pastandière (cf. les ruines de four).

Ces fours consomment beaucoup de bois alors que les forêts de l'époque sont déjà défrichées à l'excès mais les dames de Louvat usent de leur droit de prélever ce bois sur le fond commun. Utilisant une expertise de 1755 constatant des abattages au Balin et au Sapet à l'usage de la faïencerie, la communauté fait appel au parlement en arguant que le prétendu droit des dames de Louvat n'existe pas car la terre de la Bâtie-Neuve a été vendue par l'évêque à Etienne de Bonne avec ses droits de haute seigneurie. Le litige semble avoir duré jusqu'à l'abolition des droits féodaux à la Révolution.

Les ateliers qui jouxtent initialement les fours, se retrouveront dans les murs du château au cours de l'exploitation de la faïencerie. La première fournée de la faïencerie sera réalisée en octobre 1753. Le détail de la production de huit fournées entre cette date et juillet 1754 nous est connu. Ce sont essentiellement des pièces de vaisselle mais aussi des pots de chambre ou des écritoirs.

Ces pièces ont un style imité du Moustiers. Des spécialistes diront des faïences de la Bâtie-Neuve qu'elles étaient de qualité plutôt médiocre et aux décors sans beaucoup d'éclats. Elles étaient principalement vendues dans la région et à Grenoble.

Le contrat de six ans échu, Melle de Louvat et le marquis d'Agoult vendent la faïencerie à Jean-Baptiste Audibert, ouvrier tourneur de la fabrique, le 16 octobre 1759. La phase d'exploitation qui suit est moins documentée. Michel Hoetz mort en 1762, est remplacé par Jean-Baptiste Guillemain, ouvrier peintre de la fabrique. Les installations sont réduites et regroupées dans les murs du château.

Un état des lieux du 14 juin 1769 demandé par César d'Agoult suite à la vente de biens d'Angélique et Catherine de Louvat, signale l'existence d'une écurie dont la porte est dite entrée de la fabrique. La production paraît alors très limitée mais le train de vie de Guillemain permet de déduire que l'exploitation se perpétue avec suffisamment de résultats jusqu'en 1772. Après un déclin irrémédiable, la fabrique ne produit plus que de la poterie courante en 1784.

## Annexe

Guillaume FAREL (1489-1565)

Avant dernier fils d'une famille de notables, Guillaume naît au village des Farelles près de Brutinel, à une quinzaine de kilomètres au nord de Gap mais des biographes régionaux lui donnent aussi chez son grand-père, François Farel, notaire, place Jean Marcellin à Gap.

Les mœurs dissolues de certains dignitaires de l'église catholique, trop attachés aux biens du monde, ont suscité dès le XII<sup>e</sup> siècle des mouvements réformistes prônant la simple application de l'enseignement des écritures. Mouvements qui se sont exprimés au sein de l'église ou s'en sont détachés et ont été dès lors réprimés, comme celui des Vaudois fondé par Pierre Valdès. Autour de promoteurs comme Luther, l'adhésion d'un nombre croissant de chrétiens à ces réformes, facilitée par l'imprimerie et la diffusion des écritures, va provoquer persécutions et guerres de religion.

Envoyé à Paris en 1509 pour suivre des études universitaires, Guillaume Farel y rencontre Jacques Faber, dit Lefèvre d'Étaples, qui traduira les évangiles en français, les publiera en 1522 et en facilitera la lecture populaire. Farel se forge alors l'opinion que l'église romaine est trop pervertie pour être réformée et doit être combattue. Sa hiérarchie, sa doctrine, ses cérémonies, ses saints et effigies sont des ajouts diaboliques à la parole de Dieu citée dans la bible et doivent être abolis.

Lefèvre et Farel, soutenus par Briçonnet, évêque de Meaux, commencent à annoncer l'évangile autour d'eux et rencontrent des oppositions farouches qui contraignent Lefèvre en 1519 puis Farel en 1521 à rejoindre Briçonnet à Meaux. Son rigorisme gênant le groupe, Farel se décide à aller prêcher en Dauphiné. Banni comme hérétique par l'évêque et le gouverneur de Gap, il se réfugie dans les montagnes, prêche dans la clandestinité et commence à faire des émules. Pourchassé, il mène une vie de pasteur errant dans l'est de la France puis en Suisse (Bâle et Berne) de 1524 à 1526, avant de trouver refuge à Aigle (à l'est du Léman) en Suisse romande durant l'hiver 1526-1527.

Soutenu par les magistrats de Berne, Farel convertit peu à peu la population locale, fait abolir les messes, dépouiller les églises, destituer des évêques et finit de délivrer cette partie du canton de Vaud du joug de Rome en 1529. Il porte ensuite son combat le long du Léman (Lausanne, Genève), au nord du canton de Vaud (Orbe, Grandson, Morat) et jusqu'à Neuchâtel alors que les persécutions contre les protestants se durcissent mais libère la Suisse romande de la tutelle du catholicisme. Molesté et emprisonné deux fois, il fait des disciples, dont Pierre Viret de Suisse romande.

En 1532, il est aux côtés des Vaudois dans le Piémont vaudois puis retourne à Genève qui adhère au protestantisme en 1536, avant Lausanne et les contrées environnantes la même année.

C'est l'année où Farel rencontre Jean Calvin (1509-1564), théologien protestant français réfugié à Bâle qui vient de publier "l'Institution de la religion chrétienne" et cherche à promouvoir un semblant d'organisation au protestantisme. Mais des désaccords entre protestants obligent les deux hommes à quitter la ville en 1538 et à poursuivre leur mission au nord de la Suisse.

Un différent entre un Calvin plus réaliste et un Farel plus idéaliste conduit les deux hommes à se séparer. Après un séjour à Metz, Farel revient à Neuchâtel en 1542. Sans grandes ressources, il s'épuise en voyages de prédication en Suisse romande mais son rigorisme excessif lui vaut l'antagonisme de certains protestants. Malade, il épouse en 1558 une jeune française, Marie Thorel dont il aura un fils. Âgé et souffrant, il revient en Dauphiné en 1560-61 et convertit au protestantisme l'évêque Gabriel de Clermont lors d'un passage à Gap. Il se rend au chevet de Calvin mourant à Genève en 1564, fait une mission à Metz la même année et meurt d'épuisement à Neuchâtel en 1565.

Bien qu'une austérité exigeante l'ait rendu moins populaire qu'un Luther ou un Calvin, Guillaume Farel est avec eux, Pierre Viret et Théodore de Bèze, l'un des principaux acteurs de la réforme protestante. Son origine et l'empreinte, un peu estompée, de ses passages à Gap font qu'il est honoré en Gapençais où une avenue et des établissements portent son nom.

## 6 : Révolution et Empire – La **BÂTIE-NEUVE** (1789-1870)

### Les HAUTES-ALPES

C'est essentiellement l'inégalité des conditions de vie et de droit entre petits paysans et bas-clergé en état de misère et paysans riches, bourgeois, notables, nobles ou haut-clergé défendant âprement leurs biens qui va générer la Révolution au niveau national. Au niveau local, la Révolution ne provoquera pas les manifestations que connaissent les grandes villes du pays.

Après l'effervescence de la préparation des États Généraux, l'abolition des privilèges et la vente des biens de la noblesse et du clergé, ce sont les communautés mais aussi les bourgeois et paysans aisés qui profitent de la redistribution. Après la création du département de l'Est-Dauphiné, bientôt appelé département des Hautes-Alpes, ses électeurs, réunis en l'église paroissiale de Chorges en juillet 1790, choisissent Gap comme chef-lieu et élisent son conseil et son directoire. L'Église divisée quant à elle par la constitution civile du clergé se voit imposer localement un évêque juré des Hautes-Alpes choisi par des catholiques et des protestants après la destitution de ses prélats.

Le gouvernement ayant déclaré la guerre à l'Autriche en 1792, les Hautes-Alpes sont en état de guerre et Embrun devient la base d'opération du général Kellermann. Si le département s'engage dans la Révolution comme ailleurs en France, il est peu mobilisé par ses bouleversements et se voit même blâmé pour sa tiédeur révolutionnaire. Ses représentants ne voteront pas la mort du roi et aucune exécution n'aura lieu durant la Terreur. Quelques représailles marqueront cependant la défaite de l'insurrection fédéraliste en 1793. Et comme ailleurs, la Convention changera le nom des communes et édifices publics ayant trop de connotations avec l'Ancien Régime.

Pendant quelques années, l'Armée des Alpes n'aura à livrer que des opérations de diversion mais le département sera soumis à plusieurs mobilisations et verra passer les armées du front victorieuses ou défaites suivant les avatars de la guerre. Le pape Pie VI, fait prisonnier et malade, fera étape à Briançon, Embrun, Savines et Gap durant son transport à Grenoble en 1798.

En 1799, Bonaparte, ayant accédé au pouvoir par le coup d'état du 18 brumaire, utilise son droit de nommer les préfets et sous-préfets. Le nouveau préfet des Hautes-Alpes découvre en 1800 un département en disette après les mauvaises récoltes de 1792 et 1794 et dans une situation désastreuse après avoir eu à entretenir les débris de l'armée d'Italie durant plusieurs mois. Au point que le député Bontoux dira de son département qu'il est en grande souffrance en 1798.

Le Concordat de 1801 permettant à l'Église de France de renaître et de se réorganiser, la remise en ordre et la réintégration de certains prêtres jureurs s'avèrent laborieuses. Hautes et Basses-Alpes sont réunies dans un même diocèse dont le siège est à Digne jusqu'en 1823.

En cette fin de XVIII<sup>e</sup> siècle, une activité industrielle notable se fait jour avec le début des extractions minières de la région, le plomb argentifère à l'Argentière-la-Bessée, puis le charbon dans le Briançonnais et le graphite dans la vallée de la Guisane.

Ladoucette, préfet de Gap quand l'Empire est proclamé en 1804, porte son effort sur l'agriculture et promeut l'amélioration des races ovines et bovines, le développement de la culture de la pomme de terre et la création d'une sériciculture dans la région de Serres. Il installe une centrale pénitentiaire à Embrun, améliore les services des postes en profitant de la création d'un service de facteurs ruraux en 1829-30 et parvient à financer l'extension de grands axes routiers et l'amélioration de la voirie locale avant de consacrer sa retraite à écrire une histoire des Hautes-Alpes.

De la Révolution au Premier Empire, l'enseignement primaire financé par les communautés et les familles souffre du manque d'instituteurs. Une des écoles centrales remplaçant les établissements de l'Ancien Régime est établie à Gap et végète jusqu'en 1804. Et si le département n'est pas doté d'un lycée, il hérite de trois collèges à Gap, Embrun et Briançon.

Des Haut-Alpins vont participer aux guerres du Consulat et de l'Empire et s'y faire remarquer. Les dernières défaites vont faire refluer des troupes de l'Armée d'Italie par le Montgenèvre. Au retour de

Napoléon en 1815, le préfet de Gap mobilise la garde nationale pour s'opposer à son passage mais celle-ci lui présente les armes lors de son arrêt dans la ville. Napoléon ayant nommé un nouveau préfet, ce dernier reprendra Gap investie par les royalistes et la défendra jusqu'à Waterloo.

Après cette ultime défaite, les Austro-Sardes occupent Gap et remontent vers Briançon par Embrun et Mont-Dauphin. Si Embrun capitule, les places fortes de Briançon, de Mont-Dauphin et du Queyras résistent jusqu'au départ des occupants quelques mois après. Une nouvelle présence militaire qui ruine encore les finances du département.

À la Restauration, le baron Eugène-François d'Arnaud, maire de Vitrolles qui fait partie du conseil général des Basses-Alpes jusqu'à la réunion du canton de Vitrolles aux Hautes-Alpes en 1811, se voit nommé ministre d'état de Louis XVIII. Député à l'Assemblée en 1815, il devient ambassadeur à Florence et reçoit le titre de pair de France en 1830. Co-fondateur du journal le Conservateur avec Chateaubriand, il se lie avec Lamennais qui fait un séjour à Vitrolles et Gap en 1828.

Le retour des Bourbons ne suscite pas de réactions dans le département. Des têtes sont bien sûr remplacées et des élections organisées. De mauvaises récoltes en 1846-47 provoquent une nouvelle disette et nécessitent un emprunt pour acheter du blé à Marseille. L'avènement de la 2<sup>e</sup> République en 1848 donne lieu à des manifestations populaires et de nouveaux changements de têtes.

Le coup d'état de Louis-Napoléon Bonaparte en décembre 1851 suscite une insurrection durement réprimée en Provence sans empêcher qu'un plébiscite national confirme la prise de pouvoir du prince-président. Le Second Empire voté en 1852 durera jusqu'à la défaite de 1870.

---

Cette période voit la création de casernes qui supprime les inconvénients du logement chez l'habitant. Des garnisons sont localisées à Gap, Embrun, Mont-Dauphin et Briançon. Les places fortes sont Embrun, Mont-Dauphin, Fort-Queyras et Briançon. Il existe aussi une compagnie départementale de gendarmerie dont les lieutenances sont à Gap, Embrun et Briançon sans compter la présence de la garde nationale. Sites qui offrent des débouchés au commerce local en temps de paix.

Après une légère augmentation de la population, la désertification du département reprend, surtout dans l'arrière pays et les villages isolés. Une émigration parfois lointaine comme vers l'Amérique et l'Australie s'ajoutant à l'émigration saisonnière.

Agriculture et élevage restent les activités principales. La petite propriété composée de parcelles dispersées est majoritaire et les biens communaux restent conséquents. Des terres cultivables sont conquises grâce à des travaux d'endiguement et de colmatage. La Durance est ainsi aménagée pour limiter les dégâts des crues. Les canaux d'irrigation sont multipliés et des réservoirs construits pour en réguler le débit. Le canal de Gap, captant l'eau du Drac et l'amenant à Gap par un tunnel creusé sous le col de Manse, est construit entre 1864 et 1880. L'agriculture se perfectionne et se diversifie. Des produits chimiques commencent à compléter les engrais organiques et les premiers concours agricoles ont lieu à Gap. Les produits laitiers sont une des ressources majeures du département.

La période est au reboisement. L'exploitation minière s'intensifie bien que gênée par les problèmes de transport. L'industrie textile bien implantée mais dispersée se verra concurrencer par des produits plus industrialisés. Des tuileries concourent au remplacement du chaume des toitures par la tuile. Et le département importe plus qu'il exporte au détriment de son économie.

Entre 1815 et 1870, un effort considérable est porté à la construction de routes principales pour relier le département aux régions voisines et à l'amélioration du réseau des routes secondaires. La route impériale 113, future RN 94, est prolongée de Briançon au col de Montgenèvre et celle de Gap à Valence par le col de Cabre est refaite. La voirie locale n'est pas oubliée, telle la route de la Bâtie-Neuve à la Rochette construite entre 1822 et 1839.

Charrettes, diligences, services de messagerie et de la poste, et automobiles à partir de la 2<sup>e</sup> moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, vont bouleverser l'économie locale qui va voir arriver des produits moins chers et devoir se spécialiser dans ce qu'elle peut vendre hors département.

L'enceinte fortifiée de Gap est progressivement démolie, ses fossés sont comblés et servent de boulevards au delà desquels sont installées des maisons bourgeoises. Ses rues sont assainies, alignées et pavées. L'éclairage public de la ville fait de lampes à huile depuis 1839 est remplacé par un éclairage au gaz en 1845. L'urbanisation des autres grandes villes du département, comme Embrun et Briançon, suivent une évolution aussi radicale.

Le concordat de 1817 rétablit l'évêché de Gap qui était inclus dans le diocèse réunissant Hautes et Basses-Alpes depuis le début du siècle. Dans un pays de traditions, le clergé a repris son influence, sauf dans les classes les plus élevées, et la vie religieuse est de nouveau active.

Certains évêques auront un rôle notable. Mgr Arbaud (1823-36) obtient que l'ancien palais épiscopal récupéré par les services de la préfecture soit restitué par la ville de Gap qui construit alors le nouvel hôtel de la Préfecture inauguré en 1828. L'ancien grand séminaire occupé par un collège et un musée est aussi rétrocédé à l'évêché, collège et musée étant déplacés.

Mgr Jean-Irénée Depéry (1844-1861) renouvelle l'organisation du diocèse qui couvre le département, améliore la formation du corps professoral des séminaires, édifie des lieux de culte, consacre une trentaine d'églises, agrandit le sanctuaire du Laus et anime la vie religieuse du diocèse. Mgr Bernadou (1862-67) obtient la reconstruction de la cathédrale de Gap entre 1867 et 1895.

En plus des congrégations existantes, d'autres à vocation enseignantes voient le jour dans la première moitié du siècle : les sœurs du Saint-Cœur-de-Marie, les sœurs de la Providence et les frères des Écoles qui rejoindront les Frères des Écoles Chrétiennes. Le diocèse de Gap est aussi une pépinière de missionnaires. Les pénitents sont rétablis dans leurs fonctions culturelles et charitables : blancs à Gap et Embrun, noirs à Briançon.

Le concordat de 1801 ayant redonné une existence officielle à l'Église réformée, le Consistoire des Hautes-Alpes, dont le siège est à Orpierre, est réorganisé en 1805. Il comporte cinq sections et dispose de temples à Orpierre, Trescléoux, Arvieux, Molines, Saint-Véran, Vars, Saint-Laurent-du-Cros et Freyssinières. Le pasteur Félix Neff de Genève redonne, dans les années 1823-27, une âme et un esprit œcuménique à cette Église très affaiblie par la Révolution.

À l'exclusion d'un bref épisode, les Hautes-Alpes font partie de l'académie de Grenoble. Que les enseignants soient laïcs, clercs ou religieux, une école est publique quand elle est financée par un organisme d'état. Elle est privée quand elle est financée par un comité ou par les élèves.

Les communes doivent pourvoir à l'enseignement primaire qui est gratuit pour les indigents. L'instituteur, qui se reconnaît à la plume d'oie ornant son chapeau, doit être titulaire d'un brevet. La classe se confond avec le logement de l'instituteur ou est installée dans un abri souvent rudimentaire. La participation des parents peut se faire en nature. Les élèves ont de 5 à 12 ans mais peuvent être plus âgés. Beaucoup d'écoles ne sont ouvertes que de l'automne au printemps à cause des travaux des champs. L'instruction religieuse garde une place non négligeable dans l'enseignement.

La loi Guizot de 1833 prescrit qu'une école élémentaire doit exister dans chaque commune, prévoit la création d'écoles primaires supérieures (Gap et Briançon pour le département) et d'une école normale primaire par département et constitue une commission départementale de l'instruction primaire. Le contenu de l'enseignement s'enrichit et la discipline reste sévère.

Les filles, en moins grand nombre, fréquentent les écoles de garçons ou les établissements privés. Les institutrices sont formées comme les instituteurs, sauf les religieuses formées par ailleurs, et l'enseignement comprend lecture, écriture, éléments de grammaire et d'arithmétique et travaux d'aiguilles. La loi Falloux de 1850 prescrit que les communes de 800 âmes (500 âmes en 1867) doivent avoir une école de filles. À Gap, une des premières salles d'asile, futures écoles maternelles, est ouverte en 1834 et une école d'adultes, comprenant une formation technique, en 1850.

L'enseignement secondaire est donné dans les collèges communaux de Gap, Embrun et Briançon et dans le petit séminaire d'Embrun. Comprenant enseignement religieux, latin, mathématique, cours généraux et techniques, rhétorique et philosophie, il est consacré à la préparation au baccalauréat. Les enseignants sont en général des laïcs au contraire du primaire. La discipline y est sévère et les

vacances courtes. Les bâtiments laissent quant à eux à désirer. Globalement le département se distingue par l'attention qu'il porte à l'instruction et devance d'autres régions dans ce domaine.

Une Société d'agriculture édite un journal régional dans les années 50. L'Académie Flosalpine rassemble les esprits cultivés des Hautes-Alpes durant la vie de son fondateur Mgr Depéry. Des organes de presse voient le jour et disparaissent. En même temps que l'enseignement et l'usage du français s'améliorent, celui du latin se perpétue tandis qu'on se soucie de conserver la mémoire des parlers locaux et que nombre d'auteurs commencent à écrire des histoires régionales.

Le département donne naissance à Ponson du Terrail auteur de feuilletons à succès, Jean Faure de Serre membre de l'Académie Flosalpine et auteur de poèmes héroïques, François-Joseph Chabas égyptologue auteur de nombreuses publications, Jean Pons astronome inventeur d'une comète, Dominique Villar botaniste et précurseur dans l'étude des sciences naturelles, Dominique Chaix curé et botaniste, Guillaume Ferrus chirurgien auteur d'ouvrages de médecine et instigateur de traitements humanitaires, Barthélémy Gallice polytechnicien à qui est confiée la fortification d'Alexandrie et qui prélude au creusement du canal de Suez, Jean Marcellin sculpteur de renom et bien d'autres.

### La BÂTIE-NEUVE

Une anecdote relevée par Alain LEQUIEN. Les institutions de la Révolution ayant créé l'assignat comme monnaie fiduciaire dans un contexte de crise économique et prenant du retard à émettre les coupures nécessaires, vont autoriser certaines communes à imprimer des billets de confiance équivalents. C'est ainsi que la Bâtie-Neuve va émettre des billets de confiance de 10, 5 et 2 sous entre 1792 et 1794, avant la suppression de cette monnaie.

#### Le CHÂTEAU

Hippolyte-Auguste Vanceslas d'Agoult qui vivait au château de la Bâtie-Neuve avant d'émigrer à la Révolution, se voit déposséder de son fief. Alors que son mobilier est déjà vendu, le château, jugé très dégradé et situé dans un quartier isolé et sans commerce, est vendu aux enchères comme bien national en 1796. C'est Jean-Étienne Arnaud, cultivateur, qui l'achète pour 1242 livres et le divise en lots qu'il revend à des particuliers en 1813, sauf la tour nord-est achetée par la commune au début du XIX<sup>e</sup> siècle pour y installer l'école des filles.

#### N.D. de CONSOLATION

L'église paroissiale Notre Dame de Consolation doit être réparée en 1792 et 1812. Entre ces deux dates, ses prêtres se retirent dans leurs familles. Certain, comme Jean Rambaud, continue de prêcher et de dire la messe clandestinement au risque d'être arrêté.



#### Le VILLAGE

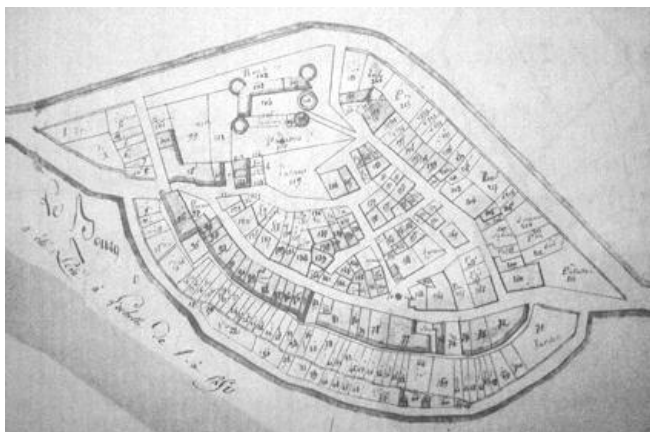
Avant d'émigrer, le marquis d'Agoult, seigneur de la Bâtie-Neuve, vend en 1790 le four banal à la communauté, four dont l'usage se perdra et dont il ne reste plus de trace.

La Grande Rue, rue principale du bourg trop étroite pour un passage aisé des convois, est doublée en 1792 par une rue passant au pied nord du château, bientôt bordée par la promenade du Serre et future route impériale 113 puis nationale 94. La route de la Bâtie-Neuve à Gap est refaite en 1795.

En 1792, Antoine Rostaing de Bataille, citoyen d'Ancelle pris pour un aristocrate, est assassiné par des jacobins, dont le cordonnier François Arnaudon et quelques complices, alors qu'il s'est réfugié sous les échelas d'un jardin de La Bâtie-Neuve.



La commune suit l'évolution sociale et économique locale mais souffre de plusieurs cataclysmes. Elle est plus ou moins touchée par les tremblements de terre de 1808, 1854, 1863 et 1866. Le bourg est totalement incendié en 1813. La commune subit, comme tout le département, les mauvaises récoltes des années 1794-1795 et surtout 1846-47. Sa population est décimée par le choléra, qui fait 28 victimes bastidonnaises en 1854.



Carte du Bourg  
(Cadastre Napoléon 1815)

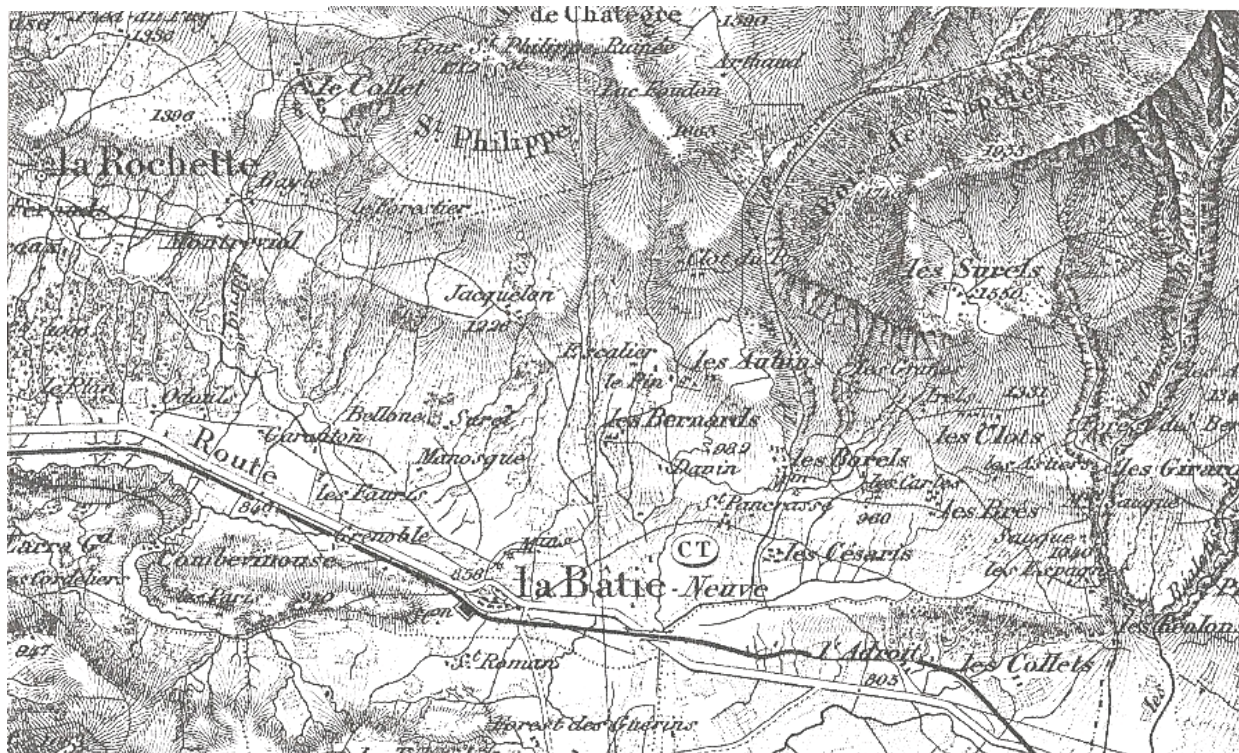
## La FAÏENCERIE

À la Révolution, la faïencerie, attribuée à Jean-Baptiste Guillemain dans un inventaire de 1789, est en plein déclin et semble avoir été convertie en une tuilerie installée à la Pastandière. Un nommé Guiramand, venu de Moustiers, rachète l'installation cette même année 1789 dans le but de rétablir la fabrique de faïences et obtient même à cet effet une subvention départementale en 1791.

En 1793, le mobilier d'Hyppolite-Auguste-Venceslas d'Agoult ne comporte cependant que peu d'objets de la faïencerie lors de sa vente et l'expertise du château faite pour cette vente ne fait pas mention du moindre atelier. Jean-Baptiste Guillemain, qui dirigeait la faïencerie et mourra en 1795, vit misérablement à cette époque. Guiramand doit finalement éteindre ses fourneaux en 1796.

Que ce soit au décès de Guillemain ou suite à l'échec de Guiramand, l'histoire de la faïencerie de la Bâtie-Neuve s'achève en 1795-96 et a représenté une rare expérience industrielle du village pendant un demi-siècle. Il en aurait subsisté les vestiges d'un four au quartier Malemort pendant un temps.

## La Bâtie-Neuve en 1875



## Annexe

Pratiques ésotériques dans les Hautes-Alpes

De tout temps l'homme a eu besoin de comprendre le monde dont il dépend, de disposer de soins pour sa santé et de connaître son avenir. Dans l'antiquité, les réponses étaient du ressort du religieux par ses croyances, ses rites magiques et la consultation des augures par ses prêtres.

Puis ces savoirs sont devenus plus populaires et se sont multipliés. C'est ainsi que sont apparus des devins, nécromanciens, sorciers, alchimistes, guérisseurs et faiseurs de miracles avec leurs lots de charlatans. Il leur était attribué des pouvoirs surnaturels et des pratiques occultes. Leur cérémonial incluant incantations et formules cabalistiques faisant référence au sacré trouvait un écho dans les superstitions et croyances naïves de la population.

Ils prétendaient pouvoir connaître le passé, prédire l'avenir ou parler aux esprits en interprétant des signes comme les lignes de la main, les rêves, les conjonctures astrales ou le tirage des cartes. Ils s'offraient à jeter ou lever des sorts et extraire le mal. Ils proposaient des recettes médicinales ancestrales composées de simples, os, organes ou sécrétions d'animaux et condiments divers suivant l'usage. Certains promettaient même de rendre la vue aux aveugles ou la mobilité aux handicapés. Leur pratique pouvait s'appliquer aux hommes comme aux animaux.

Côtoyant une tradition orale populaire, ces sciences occultes vont faire l'objet d'une transcription littéraire dès le Haut Moyen Âge avec ses grimoires, livres de magie et recueils de recettes thérapeutiques qui connaîtront une plus large diffusion avec l'invention de l'imprimerie au XVI<sup>e</sup> siècle.

Les découvertes sur les vertus des plantes médicinales et l'anatomie des corps feront progresser le traitement des maladies et des blessures et donneront naissance à l'ébauche d'une médecine empirique. Puis les devins et sorciers tolérés jusque là seront considérés comme des escrocs et les guérisseurs comme pratiquant illégalement la médecine. Mais malgré la révolution scientifique du XIX<sup>e</sup> siècle, les pratiques ésotériques vont survivre.

Dans les Hautes-Alpes, entre XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les campagnes sont toujours imprégnées de pratiques magiques pour les maux et soucis du quotidien et les savoirs principalement transmis par colportage. Dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, ce sont plus de femmes qu'ailleurs qui en tant que devineresses, guérisseuses ou faiseuses de miracles perturbent l'ordre public. Souvent seules et sans ressources, elles trouvent un moyen de gagner leur vie dans ces expédients.

En ce qui concerne les hommes, un nommé Lacombe originaire de la Bâtie-Vieille et qui sévit en Embrunais sera poursuivi pour avoir tenté de faire croire à de faux miracles. Tandis que Joseph Pelloux de la Bâtie-Neuve, la soixantaine portant beau et se présentant comme devin, guérisseur et jeteur de sort exerçant jusqu'au sud du département, aura à faire avec la justice pour une affaire d'exorcisme sur une femme se croyant ensorcelée.

Au XX<sup>e</sup> siècle et ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, les médecines parallèles (magnétiseurs, rebouteux, ...) et le marché de l'occulte (horoscope, voyance, astrologie, ...) conservent une clientèle comme un recours, par attrait du surnaturel ou quête d'une réponse aux angoisses du temps.



## Annexe

La grippe espagnole

La gravité de la pandémie actuelle (1920-21) nous remet en mémoire une grippe espagnole mal connue. Il est admis que les maladies infectieuses émergentes sont transmises par les animaux, en particulier sauvages. Elles sont liées à leur domestication, leur chasse et leur consommation. Une proximité de l'homme avec l'animal aggravée par la destruction des habitats naturels, l'extension des terres agricoles et d'élevage, la surexploitation forestière, un déséquilibre des biotopes sans doute accentué par le réchauffement climatique.

La propagation de ces maladies se développe avec les concentrations humaines telles celles des bidonvilles des mégalo-poles ou occasionnelles comme celles dues aux guerres. Elle suit les chemins de nos déplacements en convois routiers, bateau et maintenant avion. Et la fréquence et la gravité des épidémies suivent la courbe de notre hyperactivité. Les hécatombes qui ont marqué l'histoire sont aussi le fait du manque des moyens de prévention et de guérison dont nous disposons aujourd'hui.

La grippe espagnole proprement dite aurait pour origine un virus ramené aux États-Unis par un bataillon américain ayant opéré en Chine où des foyers épidémiques sont identifiés dès 1916. Tandis que la maladie se propage en Amérique du Nord et du Sud, un foyer contamine un camp de soldats en partance pour l'Europe en guerre en mars 1918. La transmission de la maladie est donc due au débarquement des troupes américaines dans les zones de conflit. Elle va s'aggraver avec la promiscuité de soldats affaiblis par la guerre et la présence d'un contingent chinois parmi les troupes engagées. L'épidémie va rapidement gagner toute l'Europe, l'Afrique, l'Inde, l'Océanie et causer environ 50 millions de morts dans le monde. L'Espagne n'étant pas en guerre va être le premier pays à signaler l'ampleur de la pandémie, d'où le nom de grippe espagnole.

Les malades sont pris de fièvre et infection pulmonaire foudroyante avant de mourir. En France, les campements, assauts, permissions et démobilisation des soldats, les déplacements de population, les étreintes au moment de l'armistice vont faire exploser l'épidémie avec des pointes en septembre-octobre 1918 et février-mars 1919. Le chiffrage des victimes est plus ou moins contestable mais s'établit à 1250 morts de la grippe dans le département des Hautes-Alpes, le plus touché par l'épidémie avec la Savoie, alors que celles de la guerre sont estimées à 3720 morts. À inclure dans une phase de désertification accélérée qui fait passer la population du département de 105 510 habitants en 1911 à 89280 en 1921.

Pour ne pas démoraliser des Français démoralisés par la disparition de tant de proches, le gouvernement et l'armée vont cacher les dégâts humains de cette pandémie (400 000 morts en France), comme seront cachées ceux de la grippe asiatique en 1957-58 (100 000 morts) et de la grippe de Hongkong en 1968-69 (32 000 morts) disparus dans l'indifférence générale. Ce n'est apparemment qu'avec les quelques 15 000 décès dus à la canicule de 2003 qu'on reconnaîtra officiellement les conséquences humaines d'un drame sanitaire.

Quelques soient les critiques qu'on peut faire sur l'impréparation et l'impuissance initiale des autorités devant l'épidémie du Covid19, il faut reconnaître leur capacité à en limiter l'impact humain au prix d'une crise économique et pour la première fois la mobilisation affirmée des dirigeants, le déploiement de moyens exceptionnels et une coopération internationale accrue. Si des pays asiatiques ont admis l'utilité du masque et pris l'habitude d'en porter en cas d'épidémie ou de pollution de l'air, son usage a plus de mal à passer en France, peut être en souvenir de l'inconfort des masques à gaz de la première guerre mondiale.

## 7 : République 1 – **La BÂTIE-NEUVE** (1870-1975)

### Les HAUTES-ALPES

Avec la République proclamée le 4 septembre 1870, reprend le jeu démocratique des campagnes de partis, élections et mandats avec les ambitions des uns, les rivalités des autres et les actions politiques menées pour la région. La tension entre cléricaux et anticléricaux s'accroît. Un décret contre les congrégations est pris en 1880. L'affaire Dreyfus envenime la tension et attise les tendances antisémites. En 1914, le département est en majorité radical.

En 1914, le département dispose de casernes à Gap et Briançon. Les fortifications de Vauban ont été complétées, Embrun déclassée comme place forte reste une ville de garnison, les emplacements de batteries sont multipliés et des routes stratégiques ont été tracées.

À la mobilisation générale, des troupes sont dirigées vers la frontière italienne, autour de Briançon et sur les places fortes de Mont-Dauphin, Fort-Queyras, Fort Saint-Vincent, Jausiers, Barcelonnette et Tournoux. L'Italie se dérobant de la Triple Alliance, ces troupes sont redirigées vers l'Alsace. Un régiment de ces troupes fera partie du corps expéditionnaire en Orient. Des réfugiés serbes et albanais sont répartis dans le département en 1916. Des deux Zeppelins qui survolent les Alpes en octobre 1917, l'un doit se poser aux environs de Laragne et son équipage est fait prisonnier.

Un gapençais, Georges Pinet de Manteyer, est l'ami des beaux-frères de Charles d'Autriche qui cherche à faire des propositions de paix séparée aux alliés et va utiliser Pinet de Manteyer comme négociateur en 1917, mais ces négociations se heurtent à l'opposition du gouvernement italien.

L'armistice est signé en 1918 en pleine épidémie de grippe espagnole qui fera 1250 victimes dans le département. Avec les 3723 victimes haut-alpines de la guerre, la population déjà en diminution subit une hécatombe, surtout dans les petits villages. L'entre-deux-guerres est marqué par les jeux politiques et les redécoupages administratifs sans qu'un parti marque l'évolution des Hautes-Alpes.

En 1939, des hommes de l'armée gouvernementale espagnole vaincue se réfugient dans la région et sont employés à la construction de routes stratégiques (voir développement plus loin).

À la déclaration de guerre, la VI<sup>e</sup> Armée défend la frontière alpine mais la neutralité de l'Italie fait déplacer une partie des troupes sur le front nord-est. En 1940, Mussolini déclare la guerre à la France en train de céder devant l'assaut allemand. Ses troupes repoussées vaillamment dans le Briançonnais et le Queyras par les restes de la VI<sup>e</sup> Armée, se rabattent sur l'Ubaye mais l'Italie n'occupera finalement que Montgenèvre, Roux et Ristollas, annexés par le Duce, à l'armistice de juin 1940.

Les Hautes-Alpes restent en zone libre mais Briançon est dans la zone démilitarisée. Quand les troupes allemandes envahissent la zone libre en 1942, les troupes italiennes occupent l'aérodrome de Tallard, la ville de Gap puis le reste du département. L'occupation italienne n'est pas très sévère jusqu'à ce que les italiens soient chassés par les allemands après l'armistice Badoglio en 1943.

Fuyant le Service du travail obligatoire institué en 1942, beaucoup de jeunes se camouflent dans l'arrière-pays et vont fournir les premiers effectifs aux maquis. L'occupant déclenche des représailles contre les maquis du Champsaur qui perdent beaucoup d'hommes en 1943.

En 1944, le débarquement en Normandie suscite des attaques locales sur les voies de communications et l'ennemi n'ose plus trop s'aventurer hors de Gap et de Briançon. Avec le débarquement en Provence, les maquis dont les rangs grossissent se lancent dans la libération du département aidés par de premiers éléments américains. Gap est libéré le 20 août, Briançon le 24 août avant d'être repris puis dégagé le 6 septembre avec l'aide de l'Armée d'Afrique.

Les allemands tiennent toujours les têtes de col et l'hiver est très rude pour les deux belligérants qui tentent des escarmouches parfois meurtrières. La bataille d'Alsace requérant un renforcement des troupes, le front local est dégarni en janvier 1945 et se contente d'actions de diversion puis l'Armée

des Alpes finit de déloger les allemands de la crête des Alpes en avril et les poursuit sur le versant italien jusqu'à la capitulation des germano-italiens le 2 mai.

Pendant l'occupation, les Hautes-Alpes ont recueillis des réfugiés politiques dont des juifs pourchassés par le régime de Vichy. La Gestapo en enverra 172 en déportation dont la moitié ne reviendra pas, en particulier le colonel Bonnet qui défendait le Queyras en 1940. Paul Héraud, chaisier de la place Saint-Arnoud qui était le chef militaire départemental de la Résistance sous le nom de commandant Dumont, fut aussi l'une des victimes des nazis.

Plusieurs villages furent partiellement ou complètement détruits : Ristolas, Abriès, Aiguilles, Cervières, Montgenèvre, Villard-Saint-Pancrace, Saint Chaffrey ainsi que des immeubles de Briançon. Leur reconstruction et celle des ouvrages publics furent les premiers travaux entrepris à la libération mais leur durée marqua profondément les communes concernées.

Entretiens, l'impitoyable répression qui clôt la guerre civile espagnole fait fuir les combattants républicains et leurs familles. Quelques 1500 femmes, enfants et vieillards se sont déjà réfugiés dans les Hautes-Alpes à partir de 1937 et sont suivis par environ 3500 combattants à partir de mars 1939. D'abord hébergés dans des familles ou des locaux de fortune, ces réfugiés vont en grande partie être regroupés dans des centres d'hébergement clôturés et plus ou moins salubres, comme celui de Pont-la-Dame près d'Aspres-sur-Buech qui accueillera jusqu'à 880 réfugiés en août 1939.

Les hommes valides sont incorporés dans 14 Compagnies de Travailleurs Étrangers (CTE) affectées à l'aménagement de routes stratégiques ou à d'autres chantiers tandis que certains restent dans leurs familles d'accueil. Suite à l'armistice de juin 1940, les CTE vont devenir des Groupements de Travailleurs Étrangers (GTE) avec entre autres des cantonnements à Chorges et la Bâtie-Neuve.

Cette main d'œuvre va alors être sollicitée pour remplacer les prisonniers de guerre dans les fermes et les usines, œuvrer sur les chantiers Todt ou participer au Service du Travail Obligatoire en Allemagne (STO) et se disperser. Pour échapper à ces réquisitions, beaucoup vont entrer dans la vie clandestine et quelques uns dans les maquis FTP (Francs-Tireurs et Partisans) du parti communiste.

Après la fermeture des centres en septembre 1944, la majorité des réfugiés va connaître un long exil et quelques uns vont opter pour la nationalité française et faire souche dans le département.

À la Libération, Edmond Pascal, président du Comité de libération, est nommé préfet des Hautes-Alpes. La Quatrième République doit alors faire face à la Guerre d'Indochine, à la crise de Suez puis à la guerre d'Algérie. Le putsch des généraux amène le gouvernement à rappeler le général de Gaulle qui fonde la Cinquième République et met fin à la guerre d'Algérie. À la mise en place des circonscriptions régionales, les Hautes-Alpes intègrent la Provence-Côte d'Azur en 1956. En ce qui concerne l'armée, sont établis en 1969 la 17<sup>e</sup> brigade alpine avec son état-major à Gap, un régiment d'infanterie à Briançon, un bataillon de chasseurs alpins à Barcelonnette et un autre à Nice.

---

Entre 1846 et 1946, l'exode rural est tel que la population du département baisse d'un tiers. La misère pousse certains à émigrer vers les États-Unis, l'Amérique du Sud, un peu moins l'Algérie et sinon le midi de la France. Les migrations saisonnières régressent quant à elles à cause de la mécanisation des travaux agricoles. La dépopulation du département est cependant freinée par l'immigration italienne, principalement d'artisans piémontais assez vite assimilés, et l'arrivée d'une colonie arménienne entre les deux grandes guerres. Des algériens, espagnols et portugais viennent assurer les travaux les plus pénibles dans la construction, les travaux publics et l'agriculture.

Pendant que la campagne se dépeuple, la population elle-même vieillit avec le départ de jeunes en recherche d'emploi et l'arrivée de personnes âgées attirées par le climat. Le renouveau démographique commence en 1954 avec les grands travaux (barrage de Serre-Ponçon, aménagement de la Durance), la création des stations de sports d'hiver, le développement du tourisme saisonnier et, plus récemment, l'essor de l'économie tertiaire.

En plus de Gap, le département ne comporte que deux petites villes, Briançon, la plus haute ville d'Europe en quête d'un équilibre entre pôle commercial régional et moteur économique, et Embrun

qui bénéficie de la proximité du lac de Serre-Ponçon. Il comporte aussi de gros bourgs, Veynes, carrefour routier et ferroviaire, et Laragne, gros marché de production fruitière.

À Gap, la loi de 1905 permet à la commune de prendre au diocèse les bâtiments de l'évêché pour les donner aux Eaux-et-Forêts puis à la Trésorerie générale et le grand séminaire pour l'attribuer à des sociétés d'habitations à bon marché. L'éclairage public de la ville passe à l'électricité à partir de 1898 et la distribution de l'électricité aux entreprises et particuliers s'étend au département dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Une concession de distribution d'électricité concernant Chorges, la Bâtie-Neuve et Montgardin est ainsi accordée en 1927. Gap, qui dispose d'une usine à gaz, connaît une évolution parallèle de sa consommation de gaz. L'urbanisation intègre aussi la généralisation de l'usage du téléphone, l'alimentation en eau et l'évacuation des eaux usées des habitations.

Veynes devient un nœud ferroviaire. Déjà relié à Marseille, les voies de chemin de fer Veynes-Grenoble et Gap-Avignon sont ouvertes entre 1875 et 1878 puis Gap-Briançon entre 1883 et 1884. Veynes pérécitera avec le remplacement de la traction à vapeur par la traction électrique. Et les différents réseaux ferroviaires seront fusionnés avec la création de la SNCF en 1938.

Le développement de l'automobile suivi de celui des services de car, favorisé par l'extension d'un réseau déjà dense, complète le chemin de fer et l'ensemble des transports terrestres fait disparaître ce qui restait de flottage sur la Durance. Les liaisons avec l'Italie restent cependant insuffisantes et le département est toujours une sorte d'impasse.

Avec l'amélioration des transports, le monde rural est confronté à une économie plus ouverte et sa mutation est impressionnante. Les surfaces cultivées se réduisent, les parcelles peu accessibles ou de mauvais rendement sont abandonnées, l'utilisation des engrais artificiels se généralise, les cultures se spécialisent et leurs variétés évoluent, la vigne détruite par le phylloxera est reprise à une plus petite échelle, les cultures fruitières progressent et se concentrent dans certains lieux de production, les cultures maraîchères et les graines de légumineuses sont en pleine croissance et une partie des prairies fauchées est transformée en pâturages.

L'élevage des bovins est marqué par l'abandon du bœuf de labour et son remplacement par la vache laitière tandis que l'industrie laitière se modernise. La création de coopératives conduit à une certaine concentration des élevages. Les éleveurs d'ovins, qui faisaient de la laine jusqu'alors, se spécialisent dans l'engraissement intensif d'agneaux destinés à l'abattage et expédiés dans les grands centres de consommation. L'élevage des équidés est en partie préservé par le développement de la pratique de l'équitation. L'élevage des porcins et des volailles s'industrialise.

L'irrigation en perpétuelle adaptation est toujours gravitaire et dépendante des flux des cours d'eau. Elle alimente les abreuvoirs, fontaines et lavoirs communautaires et l'habitat rural individuel s'équipe de réservoir en étage (la pile) pour réguler le débit au robinet.

Après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, le remembrement réduit le nombre d'exploitations et la mécanisation le nombre d'ouvriers agricoles. Les fermes ont tendance à se spécialiser pour pouvoir commercialiser leurs produits et l'autosuffisance disparaît lentement. La ferme d'altitude, handicapée dans ce contexte, oblige le fermier à mener des activités parallèles comme dans le tourisme.

Les bâtiments agricoles sont agrandis, le bétail installé dans des constructions annexes avec de meilleures conditions sanitaires, l'insémination artificielle se généralise ainsi que le contrôle laitier et l'impact de l'activité agricole sur l'environnement est mieux perçu.

L'irrigation sous pression, en allant pomper l'eau dans les plus gros cours d'eau et la retenant dans de grands réservoirs pour mieux maîtriser les débits, produit un arrosage par aspersion plus efficace mais conduit à l'abandon de nombreux canaux et à la disparition des piles.

L'activité industrielle se déploie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec comme fleuron l'usine textile de la Schappe à Briançon, qui va employer jusqu'à 1300 ouvriers. Elle emploie une main d'œuvre peu chère et peu revendicative, partageant son travail avec ses activités agricoles.

Gap s'industrialise dans la 1<sup>e</sup> moitié du XX<sup>e</sup> siècle : Voltaire et Clavel, Louis-Jean (jusqu'à 200 employés) dans l'imprimerie, Charmasson dans la construction de poteaux et chalets en bois, l'usine Nestlé créée en 1929 (jusqu'à 500 ouvriers dans les années 1950), Valisère dans la lingerie, la briqueterie de Fontreyne au sud de la ville. Jusqu'à 1000 emplois au milieu du XX<sup>e</sup> siècle.

Mais l'exploitation, déjà modeste, des ressources minières est en perte de vue devant la concurrence de sites plus riches et mieux situés. L'exploitation du charbon, dopée en période de guerre, disparaît. L'artisanat et la petite entreprise, confrontés à l'arrivée des productions d'entreprises plus compétitives, est en déclin. La révolution des transports et le passage à l'économie ouverte font périr les grandes foires. La situation de Gap favorise cependant l'installation de grossistes.

Quelques métiers traditionnels subsistent comme la cueillette de la lavande sur la colline de Saint-Mens et son traitement par la société Dusserre fondée en 1890 et très active en 1937.

Des barrages, conduites d'eau et centrales de production d'électricité sont construits. Et les réseaux de distribution sont interconnectés pour augmenter les ressources en énergie hydro-électrique. Mais la Durance est une rivière trop capricieuse pour servir à ce projet et parfois si fougueuse qu'elle s'épanche en crues dévastatrices entre des périodes de sécheresse.

L'étréot de Serre-Ponçon serait bien idéal pour l'implantation d'un barrage mais l'accumulation des alluvions rend irréalisable le projet de barrage en béton traditionnel d'Ivan Wilhelm, polytechnicien et ingénieur des Ponts et Chaussées, présenté en 1909.

Électricité de France, constituée et nationalisée en 1946, reprend le projet et remplace le barrage en béton par un barrage-poids, digue en terre déjà expérimentée aux États-Unis, et y ajoute la dérivation de la Durance dans un canal qui servira à l'irrigation des terres en aval du barrage et à une production d'énergie électrique supplémentaire. Projet entériné par la loi d'aménagement de la Durance promulguée en 1955 et objet d'un début de mise en œuvre la même année.

Le lac de retenue devant recouvrir voies et villages existants, des kilomètres de routes et de voies ferrées ainsi que des ouvrages d'art, dont le pont de Savines de 924 m de long, sont construits. Les résidents sont expropriés et leurs habitations détruites. Certains se relogeront dans le nouveau Savines mais beaucoup n'auront pas le cœur de supporter la perte de leur cadre de vie et quitteront la région. L'église de Savines, dernier bâtiment à être démoli, le sera en 1961.

La construction du barrage lui-même, de 123 m de haut au dessus du lit, 600 m de large et 650 m d'épaisseur à la base, nécessitera une noria de camions de 60 tonnes, 2000 à 3000 ouvriers et cadres bien payés mais corvéables et l'aménagement d'une cité capable de les loger.

En parallèle, des galeries et une excavation sont creusées dans la montagne pour y installer une centrale électrique qui commence à tourner en 1960 tandis que débute la mise en eau de la retenue qui se poursuivra l'année suivante. Un Muséoscope retrace brillamment cette épopée humaine.

En plus de la production d'électricité et de l'irrigation d'un grand territoire, le Lac de Serre-Ponçon va devenir un atout majeur pour le tourisme local.

---

La loi de la Séparation de l'Église et de l'État provoque une inquiétude dans le monde catholique tenté de soutenir telle ou telle tendance politique et rappelé régulièrement à l'ordre par la hiérarchie de l'Église. La camaraderie des prêtres mobilisés en 14-18, dont l'évêque de Gap, et les œuvres de l'Église à l'arrière du front apaisent le climat anticlérical.

L'après guerre donne lieu à un renouveau religieux et au lancement de mouvements catholiques. Après une tendance à se replier sur des positions traditionnelles, l'Église cherche à s'inscrire dans les tissus de la société. Si une partie des chrétiens se fait prendre aux ambiguïtés du régime de Vichy, le rapprochement de ceux qui croient et de ceux qui ne croient pas dans la résistance donne une image contradictoire de l'Église durant la guerre de 39-45.

L'après guerre donne l'opportunité à l'Église de s'adapter à la laïcité de la République et aux chrétiens de revenir à la vie paroissiale et liturgique. Le Concile (1962-1965) accélère l'aggiornamento de l'Église catholique. Avec la baisse des vocations, le laïc prend son essor et le renouvellement des prêtres des Hautes-Alpes par des prêtres extérieurs est cause d'ouverture.

L'Église réformée voit son nombre de pasteurs se réduire et la vie religieuse se concentrer sur Gap et Briançon. Les paroisses dépendent du Consistoire des Alpes rattaché au Centre Alpes-Rhône et son synode régional. Les protestants autochtones se trouvent en majorité dans les vallées de Freyssinières et du Queyras et à la Roche-de-Rame, Vars et l'Argentière. Les protestants de Gap, Embrun et Briançon ne sont souvent pas originaires du pays. Le temple de Gap est inauguré en 1904 et une rue de la ville a été baptisée du nom de Guillaume Farel.

Les lois laïques du début du siècle retirent aux congrégations religieuses leur rôle d'enseignement. La transition prend un certain temps dans l'enseignement primaire mais de nouvelles écoles sont ouvertes. En ce qui concerne l'enseignement secondaire déjà laïcisé, Gap se dote enfin d'un lycée, le collège d'Embrun devient lycée climatique et le collège de Briançon lycée d'altitude. L'enseignement professionnel se développe à Gap, Embrun et Briançon.

Les Hautes-Alpes sont rattachées à l'académie d'Aix-Marseille en 1961. La gratuité de l'enseignement entraîne un accroissement impressionnant des élèves dans les collèges et lycées qui deviennent les seules filières de l'instruction. En plus des villes déjà citées, on trouve des collèges à Laragne, Veynes, L'Argentière, Saint-Bonnet et Guillestre. L'enseignement libre n'est représenté que dans le secondaire à Gap et Briançon.

Des activités extra-scolaires sont proposées par des associations laïques et le scoutisme, confessionnel comme laïc, prend de l'ampleur pendant que la Direction de la jeunesse et des sports anime colonies de vacances, stages sportifs et vie en plein air.

Après une embellie, les hebdomadaires régionaux, politiques ou confessionnels perdent leurs lecteurs. Les journaux régionaux resteront peu nombreux mais durent encore.

Parmi les hommes dont le nom mérite d'être retenu pour leurs ouvrages ou leurs actions, on trouve Justin Barrachin écrivain régional lauréat du prix Miller de l'Académie française et président de la Société d'études des Hautes-Alpes, Clovis Hugues poète majoral du Félibrige, Paul Pons majoral puis capoulié du Félibrige, professeur et historien, fondateur d'institutions provençales, Dom Jean-Baptiste Chautard écrivain spirituel abbé de Sept-Fons, Joseph Roman auteur prolifique, numismate, auditeur de l'École des Chartes et correspondant du ministère de l'Instruction publique et de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, le chanoine Paul Guillaume archiviste des Hautes-Alpes et fondateur de la revue "Les Annales des Alpes", Jean-Charles d'Amat conservateur à la Bibliothèque nationale, Paul Guillemin inspecteur général, fondateur du Club alpin et documentaliste de la région, Ernest Bénévent doyen de la Faculté des Lettres d'Aix-en-Provence, et bien d'autres.

Quelques peintres, sculpteurs et architectes se font une réputation locale. La sauvegarde de bâtiments historiques devient un souci plus largement partagé. Le musée départemental construit à Gap entre 1903 et 1910 s'adapte aux besoins de connaissance actuels. Le provençal et son parler gavot propre aux Alpes sont toujours défendus mais leur pratique et leur connaissance sont de moins en moins répandues. Des liens se renouent entre haut-alpins et italiens de l'autre versant des Alpes.

Les Hautes-Alpes se divisent en deux composantes de caractère différent, le nord-est et le sud-ouest, qui gardent des traces de leur appartenance à deux provinces romaines distinctes puis à deux diocèses indépendants, Gap et Embrun. Les facteurs d'unité sont la vallée de la Durance et la fusion dans une entité commune, le Dauphiné puis le département.

La population de tout le département vaut celle d'une ville comme Aix-en-Provence. Compensant la réduction continue du nombre d'agriculteurs, les grands travaux du XIX<sup>e</sup> siècle ont amené une main d'œuvre qui a maintenu la démographie temporairement avant sa rechute jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. L'équilibre qu'avait trouvé un monde foncièrement paysan est rompu par la révolution économique. L'essor de la 2<sup>e</sup> moitié du XX<sup>e</sup> siècle va redonner vie à l'économie locale.

La BÂTIE-NEUVE

## Le CHÂTEAU

Découpé en logements depuis 1813, le château n'est pas entretenu par ses propriétaires privés et une expertise constate en 1897 que la parcelle D s'est écroulée et que le reste de l'édifice menace ruine sauf l'école entretenue par la commune.

Dans cette même année 1897 et suite à cette expertise, le préfet enjoint le maire de la Bâtie-Neuve d'effectuer des réparations urgentes et de prendre certaines mesures de sécurité.

Devant l'opposition de certains propriétaires, le maire redemande une expertise et propose que l'école de filles installée dans la tour nord-est soit protégée (les garçons ayant classe dans une maison du bourg). Sur les conseils d'un nouvel expert, le préfet met en demeure mairie et propriétaires de faire les réparations requises et envisage, sinon, la démolition du château.

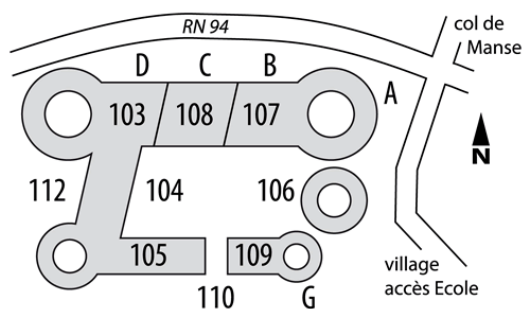
De nouvelles mises en demeure restant sans effet en 1903, la commune commence en 1905 la construction d'une école sur la promenade du Serre au nord du château. Les élèves sont transférées en 1906 dans cette nouvelle école alors que les deux tours sud sont quasiment ruinées au début du XX<sup>e</sup> siècle. Devant l'état de délabrement du château et l'inertie butée des propriétaires qui retarde les moindres travaux de sauvegarde, Georges de Manteyer tente de le faire classer en 1931 pour le sauver mais des architectes parisiens émettent un avis défavorable.

Dans la nuit du 27 au 28 mai 1951, le donjon s'effondre, écrasant une maison et ses occupants et détériorant des immeubles alentour. Après d'ultimes négociations avec les propriétaires, la démolition du château est enfin décidée. Seule une tour suffisamment solide est conservée par la commune qui en fait une salle des fêtes et en aménage l'environnement.



Le VILLAGE

Le village est doté d'une gare "La Bâtie-Neuve – Le Laus" (départ d'une correspondance au sanctuaire) au moment de la construction de la voie ferrée dont le tronçon Gap – Embrun est mis en service en 1883.



Lotissement du début du XXe siècle :

- A – École communale de filles
- B – Maison Guiramand Édouard
- C – Maison Bellot  
(veuve Graduel au RdC, Jouglard à l'étage)
- D – Maison Jouglard, notaire à Gap
- G – Maison Bellot





Son édification fait déménager l'aire communale pour le battage du blé qui sera abandonnée pendant l'entre deux guerres. Un incendie détruit 3 maisons du bourg en 1890. Un tremblement de terre secoue la région en 1903. Un Cercle de l'Union des Travailleurs fonctionne de 1902 à 1914, la chambrette est dissoute en 1928.

Les travaux de soubassement de l'école construite avec les pierres du château dégagent en 1905 une quinzaine de squelettes étrangement enterrés hors du cimetière (leur ancienneté a pu faire penser à des victimes des guerres de religion).

La Bâtie-Neuve paye son tribut humain à la Grande Guerre de 14-18, aggravé par l'épidémie de grippe espagnole qui sévit en 1918. Le tableau du monument aux morts apposé en façade près de la porte de N.D. de Consolation comporte 22 noms.

Les notables quittent la Bâtie-Neuve : le juge de paix en 1918, le percepteur en 1935, le notaire en 1948, le greffe de la justice de paix en 1958. Le curé n'y réside plus depuis les années 1970.

Pendant l'entre-deux-guerres, le village a 5 instituteurs (3 au bourg + 2 aux hameaux), 1 receveur des postes et 3 facteurs, 1 gendarmerie, 1 caserne de sapeurs pompiers, 1 garde champêtre, 1 garde des Eaux & Forêts et 1 médecin de l'Assistance en fin de période. Le notaire et conseiller général Joseph Escallier est aussi son maire. Les curés de la paroisse sont les archiprêtres M. Aye puis M. Barthélemy. 13 à 14 agriculteurs principaux sont répartis dans le bourg et une douzaine de hameaux. Seuls la gendarmerie puis le boulanger, qui fait aussi taxi, ont le téléphone. Voiture et car ont remplacé les anciennes pataches menant à N.D. du Laus.

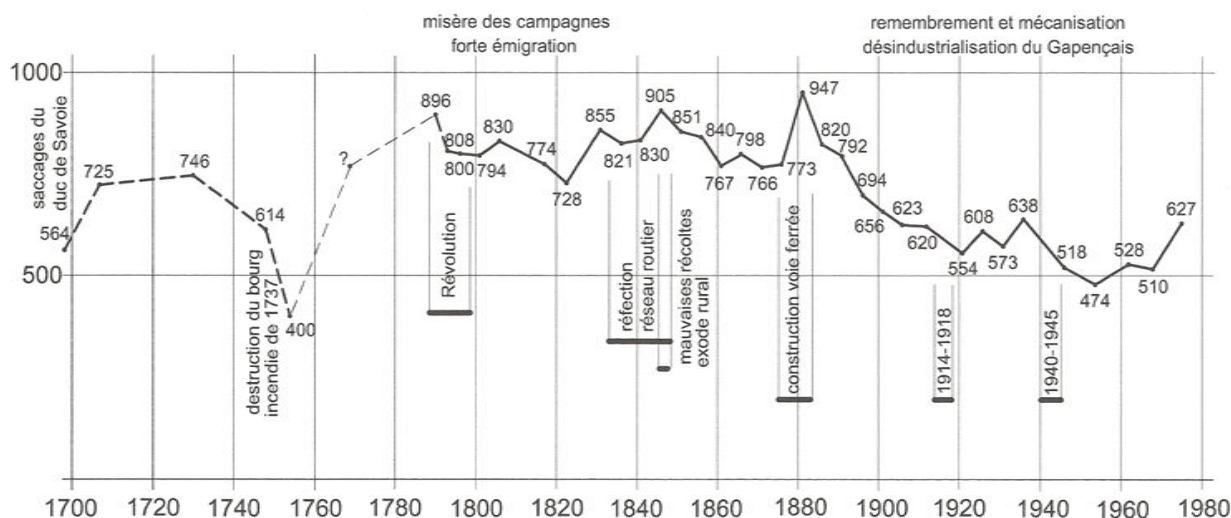
Il y a aussi des petits commerces de proximité, 5 à 7 auberges dont 2 font cafés, 1 comptoir tabac dans une auberge en fin de période, le boulanger, 5 épicerie-merceries, 1 boucher, 1 vins en gros et 1 meunier. Il y a 2 maréchaux ferrants, 1 charron et 1 bourrelier. Il y a deux scieries et un fabricant de plaques de bicyclettes. Menuisier, charpentier et maçons de même que coiffeur et cordonniers complètent cette liste, sans compter quelques artisanats éphémères.

L'eau courante, et l'électricité dans les années 1930, sont distribuées dans toute la commune.

La culture de la vigne a disparu de la commune, de même que les moulins à huile après l'arrachage de la majorité des noyers et leur vente à l'industrie du bois. Le moulin à blé du bourg, comme les moulins des Borels ont fermés. Les marais qui entourent le bourg, avec d'autres marais du département, sont assainis en 1941 par des jeunes des chantiers de jeunesse dans le cadre de programmes établis pour eux par le gouvernement de Vichy (source : J.P. Pellegrin). Avec l'occupation de la zone libre, la commune passe sous administration italienne de novembre 1942 à septembre 1943 puis sous celle plus pesante des allemands jusqu'à la libération.

L'augmentation de la circulation ayant rendu dangereuse la traversée du bourg par la RN 94, celle-ci est déviée au sud du village par une rocade mise en service en 1989.

LA BATIE-NEUVE : nombre d'habitants





La Bâtie-Neuve est une commune rurale qui a d'abord vécu de l'agriculture et de l'élevage. Elle a souffert des guerres, comme le raid dévastateur du duc de Savoie en Dauphiné, des catastrophes naturelles et des fléaux comme l'incendie de 1737. Sa population de 750 à 900 habitants à la Révolution a évolué en fonction des aléas climatiques et des chantiers de la région. Avec la mécanisation de l'activité agricole et le remembrement des terres, elle est victime de l'exode rural qui la réduit à environ 500 habitants au milieu du XXe siècle.

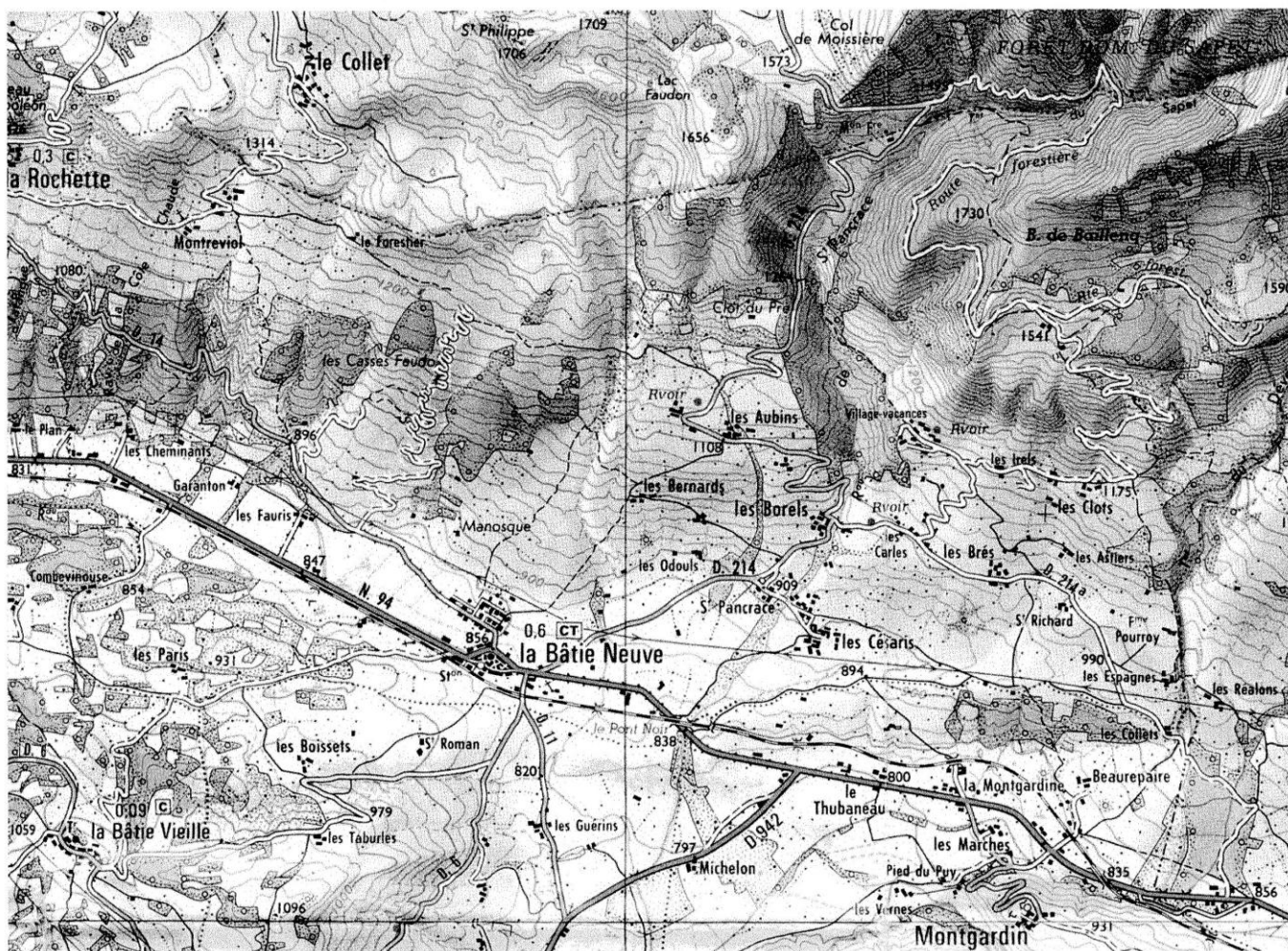
Ce remembrement était nécessaire. Sur la seule zone des marais de la commune, les propriétaires des nombreuses parcelles étaient bien sûr de la Bâtie-Neuve (dont un bastidon habitant Alger) mais aussi d'une douzaine de communes environnantes et même d'Embrun, Grenoble ou Marseille. Ce bouleversement apporta une simplification de l'exploitation des terres mais accentua la spécialisation des productions agricoles au détriment de l'autosuffisance.

Le villageois n'est en fait plus autosuffisant depuis longtemps et dispose des transports en commun et de la voiture pour aller travailler et faire ses courses. Des petits commerces de proximité ont fermé mais un 2<sup>e</sup> boulanger viendra faire concurrence au premier. Viendront aussi électricien, plombier, peintres-plâtriers, entrepreneur du bâtiment et une fabrique de pâtes alimentaires. Les métiers ambulants ont quant à eux disparu de même que l'arracheur de dents qui opérait à l'écart du bourg pour qu'on n'entende pas les commentaires de ses clients.

#### La Bâtie-Neuve en 1956



La Bâtie-Neuve dans les années 50



## Annexe

L'électrification du village

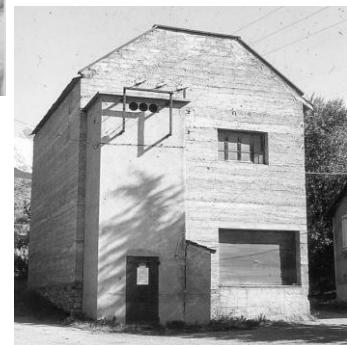
Ce sont les frères Megy qui exploitent la scierie sise au quartier le Pré Baratier (ou du Moulin) qui en 1925 branchent une dynamo pour leur besoin en électricité personnel sur leur turbine hydraulique alimentée suivant la saison par le canal de Gap ou celui du Dévezet. Ce bâtiment qui fut d'abord un moulin à plâtre remontant au siècle précédent a été transformé en scierie après la guerre de 14-18. Il sera partiellement détruit en 1985.



Ces frères Megy proposeront à la commune l'année suivante d'alimenter en électricité une partie des habitations du village dont la population n'excède alors pas 650 habitants. Mais celle-ci est partie prenante du syndicat d'électrification regroupant Chorges, Montgardin et la Bâtie-Neuve qui est en train de négocier un contrat avec la société Énergie Électrique Alpine (l'EEA fondée en 1921) pour l'électrification de ses villages. Une ligne 10 000 V (haute tension de l'époque) relie La Bâtie-Neuve à Romette dès 1927, un transformateur est implanté place du Lavoir et un réseau basse tension commence à être installé dans le village pour alimenter chaque habitation.

Le contrat avec EEA sera étendu aux communes de Valserrès, Jarjayes, Avançon et St-Étienne-le-Laus en 1929 et l'électrification de tous les hameaux s'étalera de 1931 à 1938. Avec la création de l'Électricité de France (EDF) et la nationalisation des moyens de production d'énergie électrique, les réalisations de l'Énergie Électrique Alpine sont transférées à EDF en 1946.

En 1984, une micro centrale dite du Dévezet (bien que ce torrent en soit éloigné) est construite par la société Eneralp entre les Cheminants et Garanton. Alimentée par le canal de Gap, sa production d'électricité est vendue à l'EDF. Cette centrale a cessé ses activités depuis.



Indépendamment de cette production d'électricité, un moulin à farine mu par une turbine hydraulique alimentée par le canal de Gap est construit plus près du bourg en 1936. Ce moulin cessera ses activités en 1976 et son bâtiment sera transformé en centre médical.

## Annexe

L'ÉMIGRATION HAUT-ALPINE (5)

Dans l'histoire de l'émigration des européens vers le nouveau monde, celle des Hauts-Alpins a été particulièrement notable du milieu du XIX<sup>e</sup> au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. L'exode de la population a surtout concerné le Champsaur et dans une moindre mesure le Gapençais. La rudesse de la vie en montagne, la durée excessive du service militaire pour les jeunes (les insoumis) et l'extrême pauvreté des habitants ont poussé nombre d'entre eux à s'exiler vers des régions plus clémentes et même lointaines. La grande majorité des migrants, soit environ 6000 Haut-Alpins entre le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et la grande Guerre, est ainsi partie aux Amériques.

Pour financer le voyage il fallait le plus souvent puiser dans ses économies, vendre des biens, s'endetter ou faire appel à l'entraide familiale. Les pionniers durent s'occuper seuls des démarches administratives et organisation des transports puis le flux des migrants fit naître des bureaux ou agents d'émigration qui se chargeaient de cette intendance.

L'essentiel de ce flux a eu pour but l'ouest de l'Amérique du Nord et plus précisément la Californie. Ou le Nouveau Mexique dans le cas de la Bâtie-Neuve (6). La traversée de la France jusqu'au port d'embarquement et celle de l'Amérique du port de débarquement à destination furent progressivement facilitées par l'extension des réseaux ferrés dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle.

De même, la traversée en bateau de l'Atlantique comme le contournement maritime de l'Amérique latine par le Cap Horn, furent écourtés avec la mise en service des steamers dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ou l'ouverture du canal de Panama en 1914. Pour la plupart, les Haut-Alpins choisirent le trajet Le Havre – New York et furent accueillis à Ellis Island à partir de 1892.

Après un contrôle sanitaire, une quarantaine de quelques jours et l'interrogatoire des services de l'immigration, l'émigré recevait un visa d'entrée aux États-Unis à moins d'être refoulé (2% des arrivants). Si les premiers Haut-Alpins se dirigèrent plutôt vers la Louisiane où le français est parlé et plus tard vers le Wyoming plus montagneux, les trois quarts d'entre eux optèrent pour la Californie.

L'immigré haut-alpin est d'abord un jeune homme de la campagne, travailleur et connaissant son métier. Habitué à l'agriculture de montagne, il va s'orienter vers les cultures fourragères et l'élevage de grands troupeaux d'ovins sur de vastes étendues (les moutonniers). À la vente du bétail s'ajoute celle de la laine à l'industrie textile mais c'est une vie dure de longues transhumances pouvant connaître de mauvaises ventes, un climat défavorable, des pertes de bétail dues aux prédateurs des troupeaux et la concurrence agressive des éleveurs traditionnels de bovins. Certains éleveurs vont échouer, d'autres qui ont débuté berger devenir les propriétaires de très grandes fermes.

Mieux inséré dans la vie américaine, l'immigré va aussi se lancer dans l'élevage des bovins auquel il associera parfois celui des chevaux. À la vente du bétail s'ajoute alors celle du lait que certains transformeront eux-mêmes. Une vie plus sédentaire permettant de faire venir celle qui deviendra votre femme et de fonder une famille. Des entreprises souvent familiales et quelques fois considérables.

Grâce à ses compétences, l'immigré haut-alpin va également devenir agriculteur et aborder la culture vivrière ou fruitière dont la canne à sucre, le riz en Louisiane ou la vigne en Californie. Quelques uns vont agrandir leur propriété, mécaniser leur production et exploiter d'immenses domaines. Une vie plus stable et plus intégrée à la vie sociale américaine.

Dans des états de l'Ouest américain en plein développement et des villes en pleine expansion, l'immigré, homme comme femme, va aussi trouver du travail dans le commerce (importation, négoce), les métiers de bouche (boulangerie, boucherie, alimentation, restauration), l'hôtellerie (auberge, café, saloon), l'habillement (confection, blanchisserie, teinturerie, mercerie, couture, fabrication de chaussures), la production et la vente de produits (quincaillerie, bijouterie, horlogerie, équipements de voyage), la santé (pharmacie, assistance médicale), de multiples services (imprimerie, librairie, enseignement, aide à domicile, coiffeur, taxi, livreur, etc.), la finance (banquier, courtier) et dans bien d'autres métiers où beaucoup vont s'illustrer, qu'il soit employé ou patron.

Le Haut-Alpin va se fondre dans la société américaine par son travail, la participation aux manifestations locales et l'engagement dans des associations ou œuvres de bienfaisance. Il va devoir surmonter la méconnaissance de l'anglais, et de l'espagnol dans les états hispanisants, handicap que ses enfants scolarisés n'auront pas une fois qu'il aura fondé une famille. Il va aussi devoir se familiariser à des systèmes d'unités différents. Certains accéderont à la propriété de terres allouées par l'état dans des régions à défricher en adoptant la nationalité américaine.

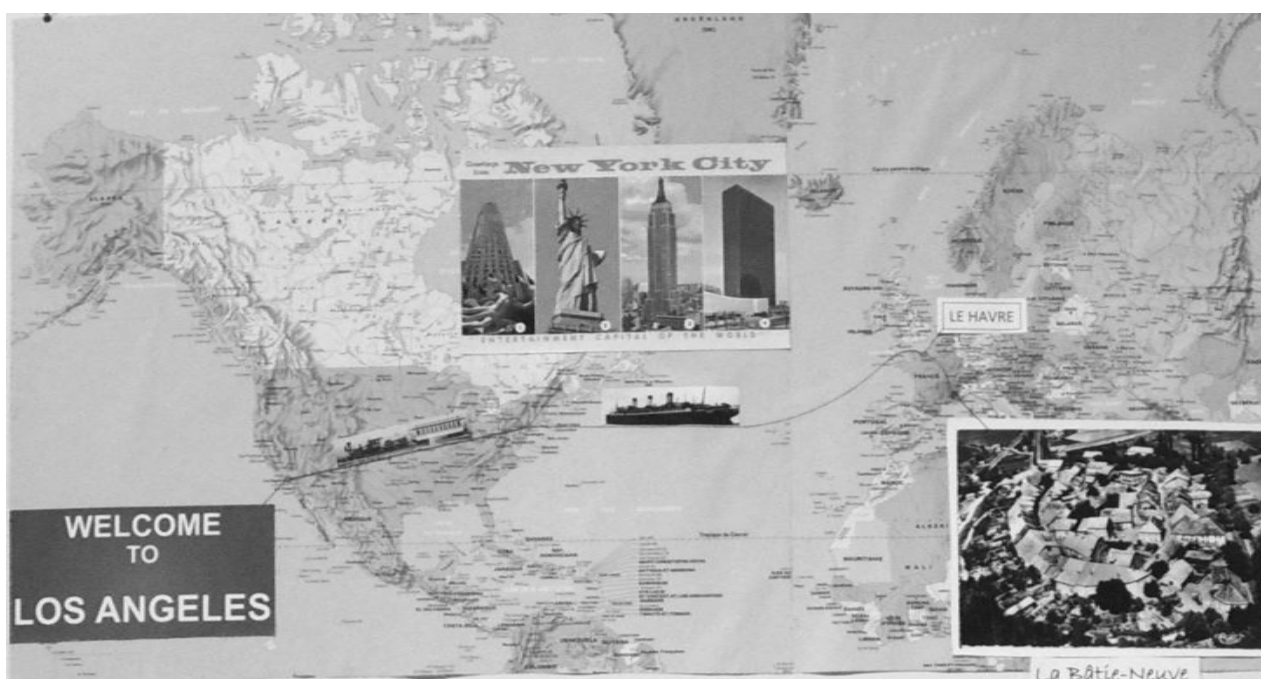
Faisant montre d'une belle capacité d'adaptation, le Haut-Alpin va vivre la ruée vers l'or californien du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle qui le concernera peu, la guerre de Sécession de 1861 à 1865 à laquelle quelques uns participeront, l'abolition de l'esclavage et la redistribution des terres qui s'ensuivirent dont certains bénéficieront, le tremblement de terre dévastateur de San Francisco en 1906 que d'autres vont subir, les découvertes de gisements pétroliers du début du XX<sup>e</sup> siècle que peu auront la chance de faire, la guerre de 14-18 qui obligera les mobilisés à revenir un temps au pays pour défendre la patrie, la grave crise économique de 1929 dont tous vont pâtir et la prohibition de 1919 à 1933 qui forceront des Haut-Alpins à se reconvertir ou à rentrer au pays.

La nostalgie d'une vie passée dont ils sont imprégnés les poussera à se retrouver dans des manifestations festives, à entretenir certaines de leur traditions et à publier des revues en français. L'échec, une santé déclinante, le mal du pays, le désir de retrouver sa famille fortune faite ou les appels de détresse d'une région qui se dépeuple conduiront certains à revenir au pays avec des fortunes diverses et plus discrètes que celles des barcelonnettes de retour du Mexique.

Mais la grande majorité des immigrés haut-alpins va rester outre atlantique, fonder une famille et s'américaniser en s'adaptant au monde du travail, au point qu'en deux ou trois générations quelques uns vont perdre le lien avec leur parenté restée dans les Hautes-Alpes. Leur implication dans la société américaine va l'influencer là où ils sont les plus présents. Comme l'influence oubliée sur nos traditions des migrants qui ont investi la France au cours de son histoire.

(5) Extraits du livre "L'émigration des Haut-Alpins aux Amériques" de P. CAFFAREL et M. CLÉMENT.

(6) Des Bastidons émigrèrent aussi en Argentine.



Extrait de l'exposition 2015 des Amis du Patrimoine Bastidon

## Annexe

SURSIS D'APPEL EN 14-18

À l'entrée de la grande Guerre de 14-18, la mobilisation des hommes en âge de se battre et des moyens nécessaire au combat décrétée le 1<sup>er</sup> août 1914 est si massive et rapide qu'elle laisse les campagnes soudainement démunies d'une partie de sa population et de son matériel. Au traumatisme de la séparation et des dangers qu'encourent les mobilisés s'ajoutent la réquisition des chevaux et mulets et, dans les Alpes, le départ de la majorité de la main d'œuvre italienne.

Malgré la mobilisation parallèle des femmes, jeunes, vieillards et inaptes et la solidarité des montagnards pour faire le travail des absents, la production agricole est réduite, les services administratifs désorganisés et les moyens de communication soumis à restriction. D'où l'institution des sursis d'appel pour garder sur place les hommes nécessaires au fonctionnement de l'arrière.

Les demandes de sursis sont faites aux préfets qui les accordent ou les rejettent en concertation avec les autorités militaires. Elles concernent la main d'œuvre nécessaire à des travaux agricoles encore peu mécanisés, les instituteurs et fonctionnaires indispensables au fonctionnement des services municipaux, le personnel essentiel à la production des établissements industriels, etc.

Cette guerre étant l'une des dernières où les victoires tenaient plus du nombre de combattants que de l'importance du matériel et s'éternisant avec une mortalité calamiteuse, les sursis déjà peu accordés le seront de moins en moins jusqu'à l'armistice.

Les demandes de sursis les plus pressantes en début de conflit touchent les minotiers et boulangers pour la fabrication de la farine et du pain. En août 1914 à Gap, 16 boulangers sur 21 sont mobilisés et aucun n'obtient de sursis. Dirigées par des membres de la famille ou des gérants non mobilisés, 17 des boulangeries parviennent à continuer de fonctionner.

Dans une lettre au préfet du 10 décembre 1914, le maire de la Bâtie-Neuve signale que les deux boulangers de la commune ayant été mobilisés, la boulangerie Aubin a survécu quelques semaines grâce à un territorial ayant exercé le métier de boulanger puis à Madame Aubin avant de fermer.

Tandis que la boulangerie Richier a tenté de survivre grâce à M. Garcin, propriétaire du four et facteur auxiliaire de la Bâtie-Vieille, qui voulait bien la faire marcher s'il était remplacé dans sa fonction par M. Guiramand, facteur supplémentaire et garde-champêtre. Mais l'administration des postes, à la consternation de la population, avait refusé la solution à cause de l'incompatibilité des fonctions.

Il était donc demandé aux individus possédant un four privé ou ayant à leur disposition le four de leur hameau de les réactiver et de les utiliser au mieux. Tel était le cas à la ferme Lauzier, aujourd'hui en ruines, au Suret à mi-hauteur des Casses Vivert.



La ferme



Son four à pain





## 8 : République 2 – La BÂTIE-NEUVE (1975-2015)

### Les HAUTES-ALPES

Les Hautes-Alpes sont un département de montagnes où l'obstacle du relief, l'étendue des terres incultes, les particularités du climat et les risques naturels rendent la vie plus rude.

La production agricole qui se regroupe est restée principalement céréalière et fourragère avec une réduction de la surface des terres labourables. L'élevage des bovins tend globalement à s'équilibrer avec celui des ovins, les alpages cherchent à se préserver des implantations liées aux sports d'hiver et l'exploitation d'une forêt dispersée se limite à celle des bois de construction.

Dans un département peu industrialisé, la petite entreprise et l'artisanat se sont rapprochés des villes et l'activité tertiaire dont celle du tourisme s'est développée. Avec le surcoût de l'énergie consécutive au choc pétrolier, des usines ferment comme celle de Péchiney en 1985 mais des implantations plus modestes les remplacent. Le département ne comporte cependant que 72 entreprises de plus de 20 à 110 employés ou ouvriers en 2007.

Si l'industrie traditionnelle périlite comme celle des bâtiments et travaux publics, d'autres activités s'installent dans l'industrie agroalimentaire, le bois avec un fort potentiel de développement, les entreprises de construction et les nouvelles technologies.

Mais beaucoup d'entreprises ne parviennent pas à se développer faute de support logistique du département et d'infrastructures routières ou ferrées suffisantes. Le réseau routier a été étendu pour désenclaver les vallées reculées mais, hormis l'autoroute reliant Gap au bassin économique de Marseille et les voies rapides italiennes au delà des cols alpins, le département a peu de débouchés. Sans transport aérien, la durée et le coût des trajets jusqu'à Valence, Grenoble, la Savoie ou l'Italie par la route comme par le chemin de fer freinent l'implantation d'activités aux marchés ouverts.

Le département garde pour lui la beauté de ses paysages, les attraits de la nature pour les citadins et ses nombreux sites touristiques qui attirent vacanciers et retraités. Climatisme, alpinisme, sports d'hiver, tourisme d'été, chasse et pêche font vivre une partie de la population locale de façon plus ou moins saisonnière. L'environnement est à la fois menacé par une expansion de la population difficile à maîtriser et sauvegardé par des réglementations circonstanciées et la création de parcs naturels, parc national des Écrins en 1973, parcs régionaux du Queyras et de la haute Clarée.

Certains auteurs, parmi tant d'autres, ont su faire découvrir le caractère des Hautes-Alpes, Émilie Carles, institutrice, dans son ouvrage "Une soupe aux herbes sauvages", Pierre Magnan, écrivain, par le biais d'intrigues policières, Michel Crespin, dessinateur, avec la bande dessinée.

Par rapport au reste du département, le Gapençais, avec les cantons de Chorges, La Bâtie-Neuve, Tallard et Gap, est la région la plus peuplée. C'est un nœud de communications, cependant contournable par la vallée de l'Avance, et un large bassin dépressionnaire aux terres fertiles. L'agriculture y est plus diversifiée et complétée par la culture d'arbres fruitiers et de vignes et l'élevage des ovins y est plus développé que celui des bovins.

Relativement bas en altitude et pauvre en stations de ski, le Gapençais est peu concerné par les sports d'hiver mais sa proximité avec la moyenne montagne et le lac de Serre-Ponçon favorise le tourisme estival et l'établissement de résidences secondaires. Tirailé entre influences provençales et alpines, l'habitat y est composite et aujourd'hui dénaturé par quelques constructions voyantes.

Le Gapençais est soumis à la bise (vent du nord), fille du Mistral qui pousse les brumes du Champsaur sur Gap par le col Bayard (la barre de Bayard), le Travers (vent du sud-ouest) en provenance des dépressions océaniques, la Lombarde (vent d'est) en provenance d'Italie et le Vent ou Marin (du sud) remontant de la Méditerranée. Relativement protégé malgré tout de ces vents et des précipitations qu'ils apportent, le climat local est plutôt sec et ensoleillé avec des écarts importants de températures suivant l'exposition au soleil, l'altitude et la saison.

Simple bourgade dépendant du vi-baillage de Serres jusqu'en 1511, la ville de Gap a été détruite durant les guerres de religion puis incendiée par l'armée du duc de Savoie en 1692. Elle ne conserve que très peu de monuments historiques et son agréable reconstruction manque de patine.

Elle possède cependant tous les atouts d'une ville (enseignement, équipements sportifs, activités culturelles, santé, commerce, centre-ville piétonnier, services, administrations) et regroupe la majorité des emplois de la région. Mais, étranglée dans un rétrécissement de vallée, la circulation y est difficile et aurait besoin que le vieux projet de rocade autour de la ville se réalise.

Il reste que sa taille de ville de province et la qualité de vie due à son environnement attirent des citoyens stressés par l'agressivité et la pollution des grands centres urbains.

### La BÂTIE-NEUVE

#### Le VILLAGE



La carte de visite de la commune de La Bâtie-Neuve la présente comme se situant dans le Gapençais, bassin de la Durance compris entre Chorges et La Saulce et inclus dans le département des Hautes-Alpes en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Sise en amont de la vallée de la Luye, elle est le chef lieu d'un canton comprenant les communes d'Avançon, St-Étienne le Laus, Valserras, Rambaud, La Bâtie-Vieille, La Rochette et Montgardin, et le siège des services de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Avance qui regroupait Chorges et les communes du canton (7).

La commune couvre une superficie d'environ 28 km<sup>2</sup> et se situe entre 824 et 2420m d'altitude. À 11 km de Gap, préfecture des Hautes-Alpes, 7 km de Chorges, une douzaine de km du site touristique qu'est le lac de Serre-Ponçon, moins de 25 km des stations de ski de Réallon et d'Ancelle et moins d'une heure de route des Orres et d'Orcières, elle est contournée par la route nationale 94 déclassée en route départementale et menant à Briançon et l'Italie.

Si la gare de la Bâtie-Neuve a été fermée, 85 logements sont en revanche construits par l'Office HLM des Hautes Alpes en 2009-2010, de nouveaux lotissements s'échelonnent entre Les Amouriers et les Borels, le nouveau collège intercommunal accueille 350 élèves à la rentrée 2009, l'école communale est agrandie en 2011-12, la protection des zones de captage d'eau sont améliorées en 2012 et une nouvelle station d'épuration entre en activité au petit marais en 2013.



De 2008 à 2010, la chapelle Saint-Pancrace fait l'objet d'une belle réfection intérieure et extérieure effectuée par des bénévoles sous le patronage de l'association des Amis de la Chapelle Saint-Pancrace créée à cet effet et qui deviendra les Amis du Patrimoine Bastidon. Le cimetière est quant à lui agrandi en 2011, le lavoir est rénové en 2009 et la base de la tour ouest du château remontée en 2013. Un jeune curé s'installe à nouveau dans le bourg et redonne vie à la paroisse en 2011.

Le village possède une petite surface avec des rayons boucherie, presse et tabac, 2 boulangeries, 1 vente directe à la ferme et 1 confiserie sachant que beaucoup font les grandes courses en ville. La santé est bien suivie avec pharmacie, médecins, infirmières, ostéopathes, masseurs et soins corporels. Des services sont proposés aux habitants : agences immobilières, cabinet d'expertise, dépannage, coiffeurs, soins et gardes pour animaux de compagnie. L'accueil et l'hébergement sont assurés avec 1 auberge, 1 restaurant, 1 hôtel et plusieurs gîtes. L'automobiliste trouve sur la commune 1 garage, 1 mécanicien, 1 casse et, faute de mieux, 2 taxis. L'activité agricole est soutenue par un grossiste en alimentation animale et la vente et la réparation de matériels agricoles.

En plus de petites entreprises en construction bois, sellerie, imprimerie et reprographie, plus d'une vingtaine de sociétés tournent autour de la construction et du bâtiment : terrassement, maçonnerie, menuiserie, électricité, plomberie, chauffage, plâtre, peinture, revêtement, charpente, couverture, magasins de matériaux et de meubles, rénovation. L'industrie est représentée par la SAPB (Société Alpine de Préfabrication de modules en Béton) dans le domaine de la construction.

Et près de 25 associations viennent enrichir l'activité de cette commune pittoresque.

#### N.D. de CONSOLATION

La poussée des voûtes sur les murs de l'église N.D. de CONSOLATION provoque la rupture d'un tirant de maintien fin 2005 et nécessite la fermeture de l'édifice. En attendant sa restauration, le culte paroissial est transféré à SAINT-PANCRACE, un retour aux origines dans une chapelle qui garde à ses côtés le cimetière communal.

De fin 2013 à début 2014, L'ancienne voute de N.D. de CONSOLATION est remplacée par une voute plus légère, l'intérieur de l'église est réaménagé et l'autel classé est confié à un restaurateur. Des travaux qui rendront l'église au culte après une deuxième tranche de travaux comprenant le remplacement de la toiture et la réfection des façades.

#### Le VILLAGE



Après avoir été réduite à moins de 500 habitants dans les années 50, la population de la Bâtie-Neuve connaît une expansion démographique exceptionnelle en quadruplant dans les soixante dernières années sans trouver tous les emplois nécessaires sur place. Une taille qui lui permet quand même de conserver commerces et divers services de proximité.

Et une gageure pour ce qui est devenu une petite ville qui cherche à trouver un équilibre entre la sauvegarde de ses attraits, sa vocation agricole et son insertion dans l'économie gapençaise sans devenir un refuge pour retraités ni une simple cité dortoir.



La réponse de la ville à cette gageure tient dans le Plan Local d'Urbanisme adopté définitivement fin 2013. L'état des lieux constate que, si l'espace naturel et agricole de la commune a peu évolué, le nombre d'exploitations agricoles a baissé de 39 à 14 professionnelles en une vingtaine d'années, avec une augmentation conséquente de leurs surfaces. Dans la mesure où l'agriculture couvre l'essentiel du territoire, conserve à la commune son caractère rural et lui donne un cadre de vie de qualité, le PLU s'engage dans la préservation et la mise en valeur de l'espace naturel et le maintien de l'espace et de l'activité agricoles en menant toute action permettant de conserver le foncier agricole, contenir le mitage des terres et faciliter l'installation ou le développement des exploitations.

C'est dans l'espace urbain que le constat est plus complexe. L'urbanisation et les services de la commune ont suivi l'évolution rapide de sa démographie et de ses activités économiques sans la maîtriser au mieux. La croissance démographique a affaibli l'identité de la commune (l'esprit bastidon) et l'âme du vieux village, provoqué la dispersion de l'habitat et des pôles économiques (aggravée par le manque de disponibilités foncières) et saturé les équipements collectifs.

À l'aide d'un nouveau zonage et de l'ambition de devenir une ville de 3400 habitants où il fait bon vivre en 2025/30 (900 habitants supplémentaires), la commune s'est dotée d'un plan d'actions :

- Redynamiser le vieux village et renforcer la densité urbaine autour du bourg en gardant aérés les secteurs pavillonnaires.
- Limiter ailleurs l'urbanisation autour de secteurs déjà constitués (listés dans le PLU) et les aménager (viabilisation, voiries, espaces verts).
- Étoffer le secteur économique, commercial et touristique de la commune (facilités d'implantation, zones d'activités).
- Compléter les équipements publics de la commune pour les adapter à l'augmentation de sa population et de son activité. Améliorer les déplacements.
- Aggrandir le champ de l'assainissement collectif.
- Soutenir le développement de la commune par une politique foncière appropriée.

À ce plan s'ajoutent des objectifs spécifiques concernant le cadre de l'évolution des Césaris et la préservation du canal de Gap, des sources de la Luye et de l'environnement du dolmen des Auches.

L'esprit des bastidons de souche est encore marqué par le mode de vie que menaient leurs aïeux sur une terre exigeante au climat rigoureux. Un esprit imprégné de la montagne où l'on subsistait, grâce à une organisation collective du travail, d'un élevage et d'une agriculture réglés par les saisons et le climat, de quelques céréales pour le pain et d'un potager et d'une basse-cour pour la nourriture.

L'animal (ovine, bovine ou équidé) était élevé pour la laine, le lait, le fromage et le fumier, pour l'aide apportée au travail du fermier, pour sa viande et sa peau. C'était un compagnon hébergé dans la maisonnée comme dans les caves voûtées des maisons de la Grand Rue.

L'herbe dont l'animal avait besoin modelait la vie, les déplacements pour suivre sa croissance en prairie cultivée ou pelouse d'altitude, le fauchage pour la réserve hivernale de fourrage, l'épierrage des prés (les clapiers) pour exploiter la montagne au mieux. La transhumance, le travail saisonnier, l'émigration causée par la pauvreté étaient des ouvertures sur le monde.

L'esprit bastidon d'aujourd'hui conserve cet attachement à la terre, la connaissance de la nature, la solidarité et l'entraide, la résistance aux duretés de la vie et une certaine indépendance d'esprit vis-à-vis des modes et tendances éphémères qui ont cours hors de notre montagne.

Dans la petite ville de demain qui peut rester agréable à vivre, l'ancien esprit bastidon se sera de toute façon dilué dans la foule des arrivants. Il restera à nos édiles, aux anciens et aux associations à élaborer ensemble une âme renouvelée et spécifique à la commune.

Une élaboration qui devrait s'appuyer sur l'héritage d'une longue histoire étrangement peu connue, renforcer une appartenance à un terroir plein de charmes et se faire successeur des hommes qui ont commencé à le défricher et le cultiver il y a quelques 4000 ans. Ils l'ont étendu et valorisé dans le giron romain, l'ont défendu des convulsions de la féodalité, l'ont sauvé des guerres, épidémies et crises des temps modernes et le préparent à l'avenir. Les Bastidons.

En dehors du bourg, une partie de l'urbanisation de la commune se développe à proximité de son berceau où de premiers hommes confiaient certains de leurs morts à quelque divinité dans le dolmen des Auches, où des légionnaires, administrateurs ou marchands d'un empire faisaient halte dans la station d'Ictodurum sur la Via Domitia, où enfin des soldats servant l'ambition des princes, des pèlerins en quête du salut de leur âme ou des croisés allant défendre les Lieux Saints s'arrêtaient pour prier ou se faire soigner dans la chapelle ou l'hôpital du village primitif de Saint-Panrace.

Les HAMEAUX (Extraits complétés du site de la commune)

Comme SAINT-PANCRACE, connu un temps sous le nom d'HÔPITAL et dont le quartier s'est étoffé de villas récentes, les autres hameaux ont aussi leur histoire. Leurs noms caractérisent leur sites ou sont ceux des familles qui les ont fondés ou les ont habités. Tous ces hameaux, sauf les IRELS datant du XX<sup>e</sup> siècle, figurent sur le cadastre de 1812, ce qui leur donne au moins 200 ans d'existence et laisse penser que la trame urbaine de la commune existait déjà à la Révolution (8).

MONTREVIOL (\*). Excentré au nord-ouest de la commune, le hameau est sur une voie gallo-romaine qui reliaient la via Domitia au Champsaur. Il a été considéré par certains comme le site d'Ictodurum mais cette hypothèse n'est pas réaliste. Il fait partie au XII<sup>e</sup> siècle des possessions de

l'évêque de Gap qui y construit un château qui semble avoir été détruit en même temps que celui de Tournefort en 1258. Si ensuite le fief appartient un temps aux comtes de Provence, il est bientôt acquis par le dauphin qui cherche à étendre son emprise sur le Champsaur. Tentant de reprendre au dauphin sa juridiction sur le fief de Montreviol, l'évêque de Gap sera débouté en 1463. Le fief est finalement vendu par le dauphin à Honoré de Bonne, seigneur de la Rochette et d'Auriac (Oriac), en 1521 puis revendu au sieur Darbet, bourgeois de Paris, en 1749. Autrefois plus important et défendu par son château, le hameau avait sa propre église.

(\*) L'auteur qui voulait faire passer la Via Domitia par Montreviol prétendait que son nom était dérivé de "monstrat violam" traduit par "lieu qui indique la petite voie" vers le Champsaur. Si "monstrat vio" pourrait être du latin mâtiné de provençal, "violo, viola" est une viole ou une violette dans ces langues. Il est plus probablement issu de Monte Roverio, désignation du site au XII<sup>e</sup> siècle.



Les CHEMINANTS. Dernier hameau en direction de Gap, les Cheminants, appelés Odoul sur un plan de 1875 alors que les Oddouls étaient appelés Oudeouts, sont devenus une zone artisanale prise sur une exploitation agricole établie ici depuis longtemps.

Les FAURIES et les GARANTONS. En bordure de la nationale menant à Gap, les Fauries et les Garantons sont deux domaines agricoles exploités depuis plusieurs générations et surtout tournés vers l'élevage de bovins et d'ovins.

Les ODDOULS et les BERNARDS. Au nord du village, les Oddouls et les Bernards sont deux hameaux appréciés pour leur exposition et en plein développement immobilier. Une ferme des Oddouls est dotée d'une tour, seul vestige d'un château où des seigneurs venaient se retirer.

Les BORELS. Situé au carrefour de la route du Sapet menant au col de Moissière et de la route des Carles menant à Chorges, les Borels étaient un endroit où les paysans se retrouvaient au "Café" (il y en avait trois). Le torrent du Sapet alimentait deux moulins sur le chemin menant aux Césarès. Des foyers y résident à présent dans d'anciennes habitations rénovées.

Les AUBINS. Sur la route du col de Moissière, les Aubins étaient constitués de six fermes et d'une école fréquentée par les enfants des Aubins, des Masses et des Bernards, au début du siècle dernier. Beaucoup de ses maisons ont été restaurées et de nouvelles villas s'y sont jointes. Selon certains auteurs, il existait une carrière de marbre gris au dessous du hameau et un gisement de tuf au dessus, au pied de la montée du col de Moissière. On situait aussi à ce dernier endroit une ardoisière qui se trouvait plus probablement dans la forêt du Sapet (voir plus loin).

Les CARLES et les BRÉS. Sur la route menant à Chorges, les hameaux des Carles et des Brés sont nés de l'agglomération de constructions édifiées autour de fermes existantes. Les enfants des Carles et des hameaux voisins étaient scolarisés à l'école des Carles depuis 1932. Il restait une classe unique de 13 élèves réunissant les enfants du CP au CM2 en 1984. L'académie ordonna la fermeture de cette école en 1991 et le bâtiment abrite maintenant diverses activités associatives.

Les GRANES. À l'abri de Tournefort et au dessus des Carles, les Granes étaient une ferme sur un domaine de huit hectares racheté dans les années 60 par l'usine Rhône Poulenc pour y construire une colonie de vacances. Les locaux inexploités dans les années 90 furent loués par la commune pour y faire fonctionner la garderie municipale. La propriété et les bâtiments, acquis par la suite par un promoteur, ont été remplacés par le lotissement actuel avec sa rotonde.

Les Exploitations agricoles. Parfois côtoyées par quelques habitations, d'autres exploitations agricoles parsèment la commune, les ASTIERS, SAULQUE, Les ESPAGNES et SAINT-RICHARD en limite orientale de la commune, les IRELS et Les CLÔTS jouxtant le torrent du Devezet.

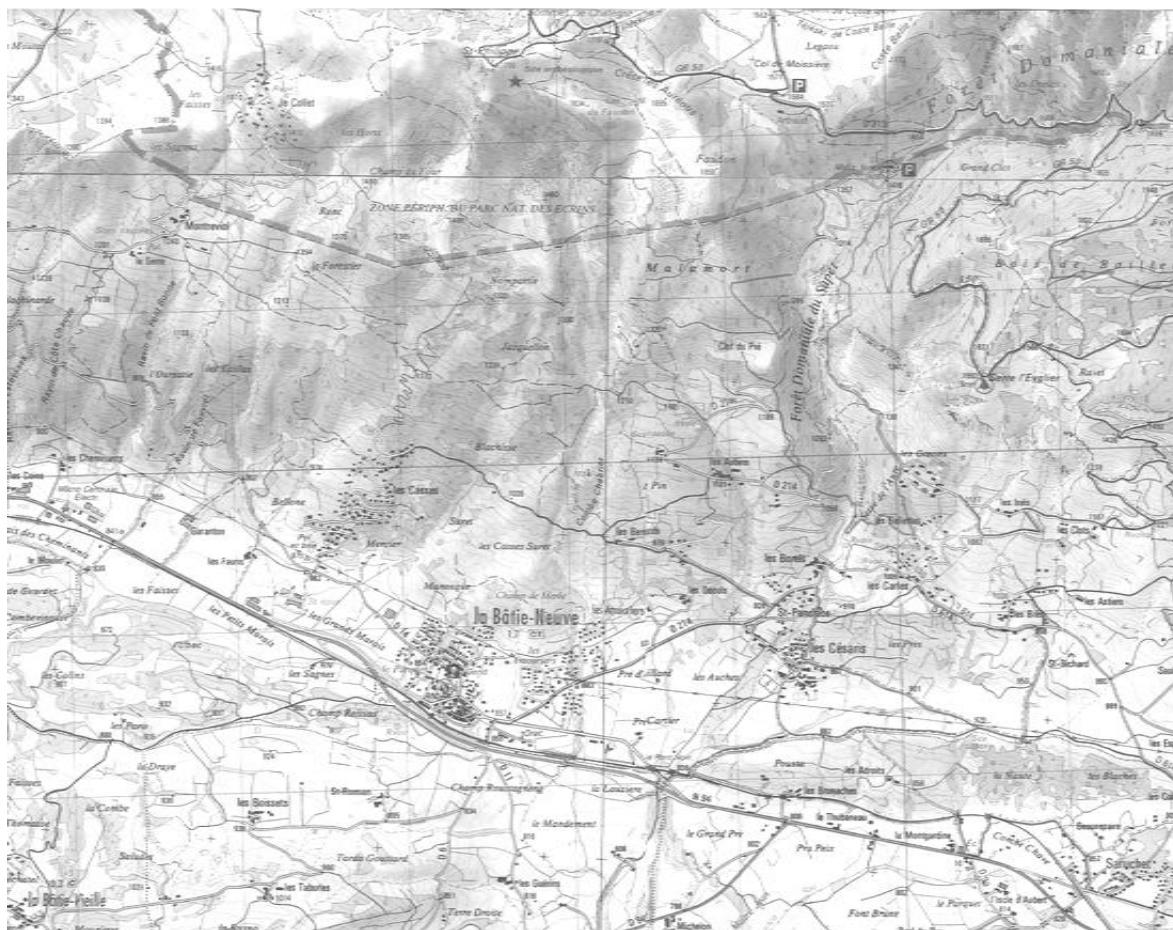
Les CÉSARIS au nord-est du village sont notables par leur ancienneté. Sur le tracé de l'antique via Domitia, faisant pendant à Saint-Pancrace de l'autre côté du torrent du même nom, l'agglomération ne remonte sans doute pas au passage de César il y a 2000 ans car son nom ne figure pas dans le terrier de 1321. Elle est en revanche référencée sur un plan de 1608, soit une ancienneté d'au moins 400 ans, et le vieux hameau figure tel quel sur le cadastre de 1812.

Sans mieux connaître un passé qui n'a dû être qu'agricole, les Césarès n'hébergeaient plus que 8 familles d'agriculteurs vivant sans commodités et qui devaient traverser le torrent de Saint-Pancrace à gué ou descendre jusqu'au pont des Nautes pour aller au bourg dans les années 1950. La construction d'un pont sur le torrent, l'aménagement d'une route, l'arrivée de l'eau potable et du téléphone, la construction de logements et de résidences secondaires ainsi que l'implantation du stade de foot ont largement conforté ce hameau. Au cœur du hameau, le four banal construit vers 1870 a été réhabilité en 1992 et a permis d'organiser des "fêtes du pain" ces dernières années.

Il est à noter aussi que la ferme des PARIS, site d'une possible agglomération gallo-romaine supposée être à l'endroit du relais d'Ictodurum, n'est pas citée dans la liste des domaines agricoles.

- (7) Jusqu'au regroupement des communautés de communes de 2016.
- (8) Les registres cadastraux sans plan de l'Ancien Régime (XVI<sup>e</sup> siècle, 1641, 1791) situent les parcelles par leur voisinage, une caractéristique de leur site ou l'indication d'un lieu-dit sans localisation géographique. Rapprocher ces informations pour en déduire des regroupements constituant une agglomération correspondant à un hameau actuel permettrait de remonter à son origine mais le travail est trop important pour cette étude.

La Bâtie-Neuve en 2005



Les CASSES VIVERT, Le FAUDON et la FORÊT du SAPET font l'objet du chapitre suivant.

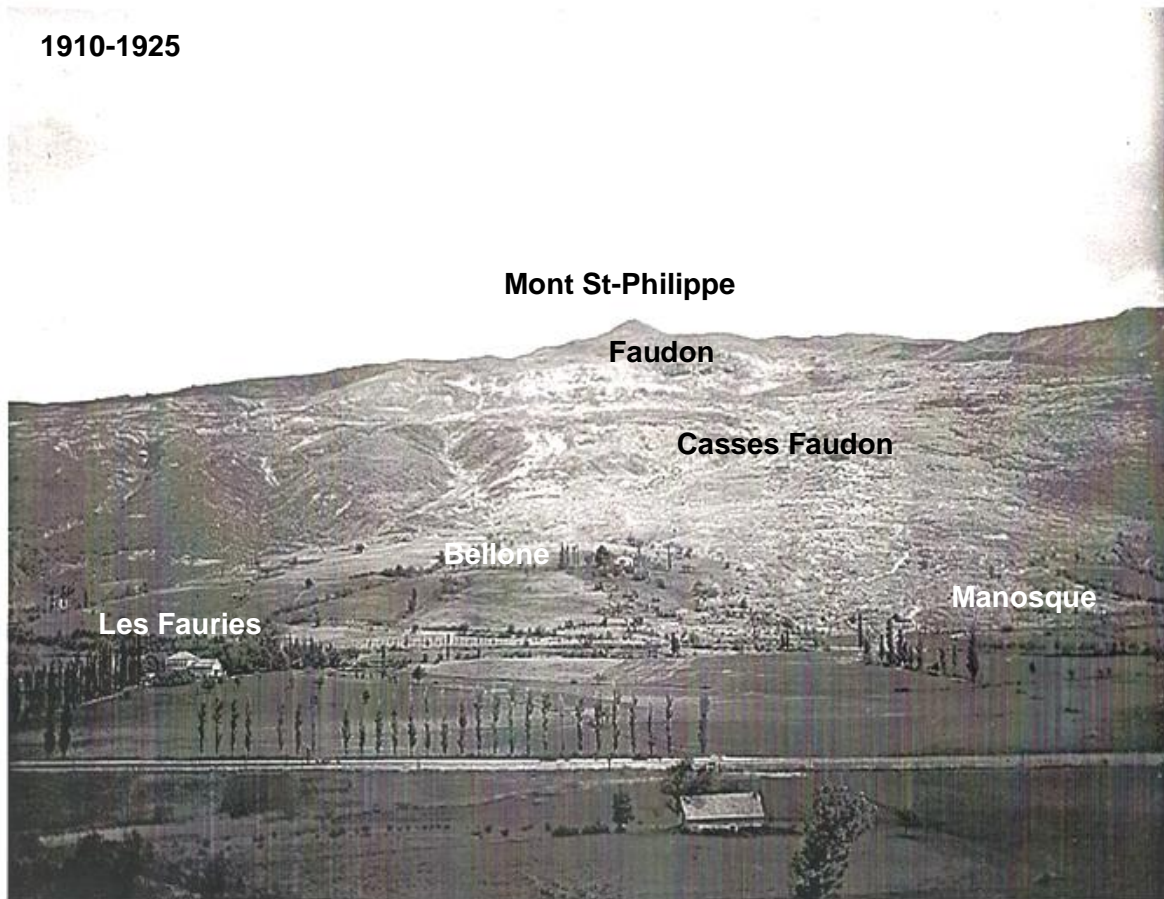


## 9 : LIEUX-DITS

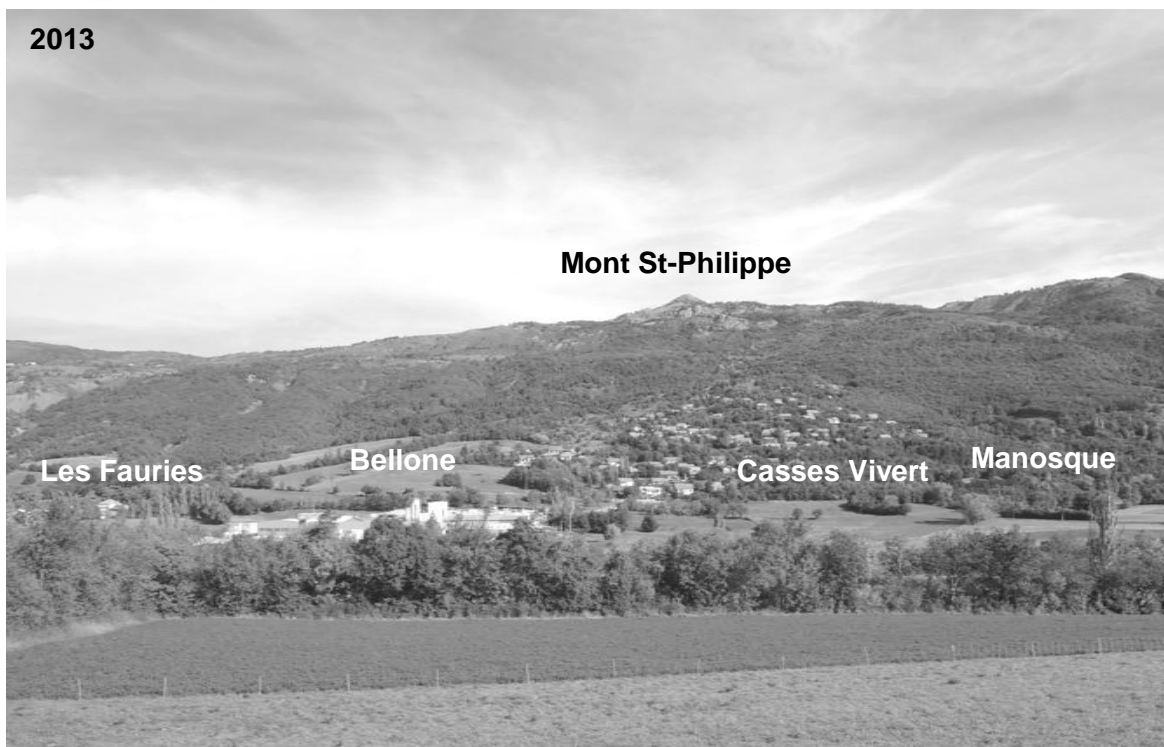
### Les CASSES VIVERT(S)

Les casses sont des dépôts d'éboulements de pierres et de rochers en montagne. Ceux des Casses proviennent de l'écroulement, après la dernière glaciation, du haut du versant sud d'un massif gréseux dont la base a été érodée et dont il reste les sommets de Saint-Philippe et de Chatègre.

1910-1925



2013





Le quartier des Casses Vivert, au bas de cet écroulement, est récent et n'a pas de racines dans l'histoire de la Bâtie-Neuve, au contraire des hameaux aux origines anciennes. Il est cependant à noter que la via Domitia, ou Cottienne, passait peut être par Les Fauries, qu'une voie secondaire traversait le haut des Casses (les Casses Faudon) pour rejoindre le Champsaur à l'époque romaine et que le patrice Abbon possédait là haut quelque bien au VIII<sup>e</sup> siècle.

Le lieu-dit des Casses fait aussi l'objet d'une légende remontant au XV<sup>e</sup> siècle. Ayant perdu trois juments dans le Gouffre de Faudon au dessus des Casses, un habitant du village attribue le drame au Diable et s'en plaint à l'évêque de Gap, Mgr Gaucher de Forcalquier (1442-1484), qui fait appel à un célèbre magicien s'avérant incapable de chasser le démon. Avant qu'il reparte, l'évêque lui demande quand même de lui faire apparaître des soldats de l'armée du Grand Turc qui menace alors Constantinople. Vœux satisfait par le magicien qui les matérialise en modèles réduits mais ne peut plus les faire disparaître avant de retourner chez lui.

L'évêque, voyant son palais saccagé par ces diabolins lancés dans une sarabande infernale, obtient du brave agriculteur Jean de Tube la permission de les mener dans un verger qu'il a en haut des Casses afin de les faire tomber dans le Gouffre de Faudon (le lac profond). Mais l'armée miniature ne se laisse pas maîtriser et ravage le verger au point que plus rien n'y pousse.

À force de prières publiques, processions et exorcismes ordonnés par l'évêque, les diabolins disparaissent enfin dans le sol mais après neuf ans de carnage. C'est leur remue-ménage qui explique que des pierres bougent dans ce paysage chaotique et ce sont les lamentations de Jean de Tube qu'on entend parfois sourdre du sol en haut des Casses.

L'éboulement est constitué d'un amoncellement de gros rochers, caillasses et terres incultes, déposé sur un plaquage morainique recouvrant des Terres Noires et pratiquement stabilisé depuis longtemps. Au dessus de l'éboulement, sous le Mont St-Philippe, le site de l'ancien village de Faudon et de son lac alimentant le Ruisseau Trouble donne son nom au haut des Casses.

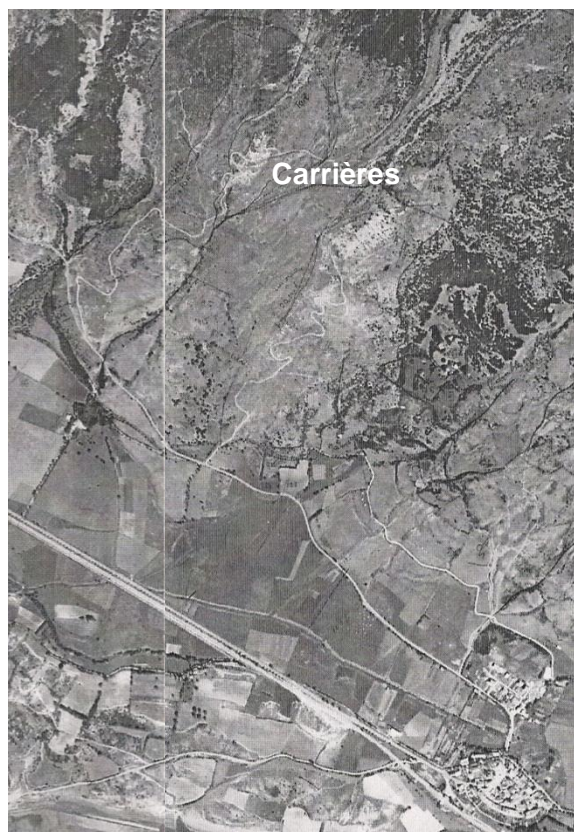
Sur le cadastre de 1812, figurent déjà les fermes de Manosque et des Fauries ainsi qu'une ferme dite Maison Mercier au lieu-dit Bellone.

Dans les années 1950, la population de la commune s'est effondrée à moins de 500 habitants et le Pré Baratier est le seul lotissement proche du bourg. La municipalité, propriétaire de la plus grande partie des Casses livrées au pâturage, ouvre alors, à mi-hauteur de l'éboulement, une carrière communale de pierres de taille exploitée par l'entreprise Albert Peller & Cie de Gap. Deux montées y donnent accès, une au dessus des Fauries (Les Fauris sur les cartes IGN, La Faurie au début du XX<sup>e</sup> siècle) et l'autre à l'endroit de la future montée de Faudon.

Le grès de bonne qualité sert à la fabrication de pavés et à des aménagements au lycée de Gap, à la poste et à l'hôpital de Briançon.

Il est surtout employé à la constitution du parement amont en gros blocs de pierre du barrage de Serre-Ponçon entre 1955 et 1960. Mais la carrière périclité alors que la population de la commune approche des 650 habitants. La municipalité se lance alors dans un projet de lotissement voué à la construction de maisons individuelles aux Casses pour compléter son urbanisation.

Malgré une certaine instabilité du sol à la naissance de l'éboulement, une expertise de l'Institut Dolomieu de Grenoble confirme en 1972 que le projet est réalisable dans la partie basse des Casses. Le lotissement, confié à "La Savoisiennne et Cie des Alpes de Provence", doit respecter les consignes données par l'Institut Dolomieu et son plan de masse reçoit l'aval de cet institut en 1974.

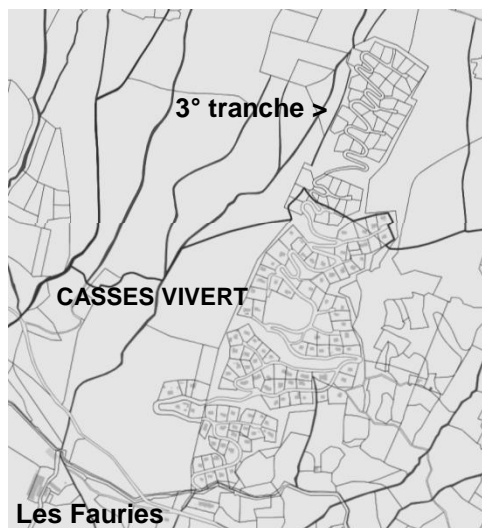


Le cahier des charges initial en trois tranches comprend en gros 140 lots de 1200m<sup>2</sup> moyens sur une surface de 30ha. Le lotissement pour maisons individuelles est desservi par une montée dite "de Faudon" de 4km sur 300m de dénivelé et des impasses, voirie et viabilisation restant à la charge de la commune. Le captage d'une source en amont des Cassettes et la construction d'un grand réservoir vont servir à l'alimentation en eau du lotissement. Ses eaux usées vont être traitées dans une station d'épuration financée par "La Savoisienne" et de capacité suffisante pour traiter aussi celles du bourg.

La création du lotissement "Les Cassettes Vivert" (nom sans "s" final donné par le lotisseur) est autorisée en 1975, les terrains communaux nécessaires sont achetés par "La Savoisienne", le dossier est déposé et agréé en 1976 et l'ensemble est vendu à la SOFIP (Société Foncière et Immobilière Provençale) fin 1976. Les terrains privés inclus dans le lotissement sont vendus en parallèle sauf ceux de Bellone et du futur lotissement Forest Manosque, au pied des Cassettes, qui sera réalisé en 1996.

La viabilisation du lieu et les premières constructions ont déjà commencé en 1976. Le changement de conjoncture économique conduit à l'abandon de la 3<sup>e</sup> tranche la plus haute et certains des lots sont attribués à la réalisation d'habitations collectives confiée en 1979 à la SECILEF (rachetée par l'Immobilière Rhône-Alpes en 2010). Les Cassettes Vivert comportent aujourd'hui une centaine de lots et la montée de Faudon ne fait plus que 2,5km sur 200m de dénivelé.

L'Association bastidonne des Cassettes Vivert (A.B.C.V.) est quant à elle fondée en 1983. Le mandat de la SOFIP prenant fin en 1986, le lotissement est intégré aux règles d'urbanisme en vigueur et l'association syndicale des propriétaires devient une association de quartier.



La politique de précaution conduit à l'établissement du Plan de Prévention des Risques Naturels de la commune qui classe le quartier des "Cassettes Vivert" en zone rouge le 19 octobre 2004. Selon une nouvelle expertise, le lotissement est établi sur d'anciens glissements de terrain à mouvement lent et possibilité d'arrachements dans les pentes de colluvions (fortes pentes) sur des Terres Noires. Risque conforté par la perturbation du réseau hydrographique originel.

Il est dommage que la première expertise n'ait pas montré la même prudence. Les risques sont cependant minimes et à échéances lointaines. Ce quartier, différent des hameaux, est ainsi figé mais le charme de ce lieu-dit maintenant boisé, et où la mixité sociale se vit calmement, est sauvegardé.

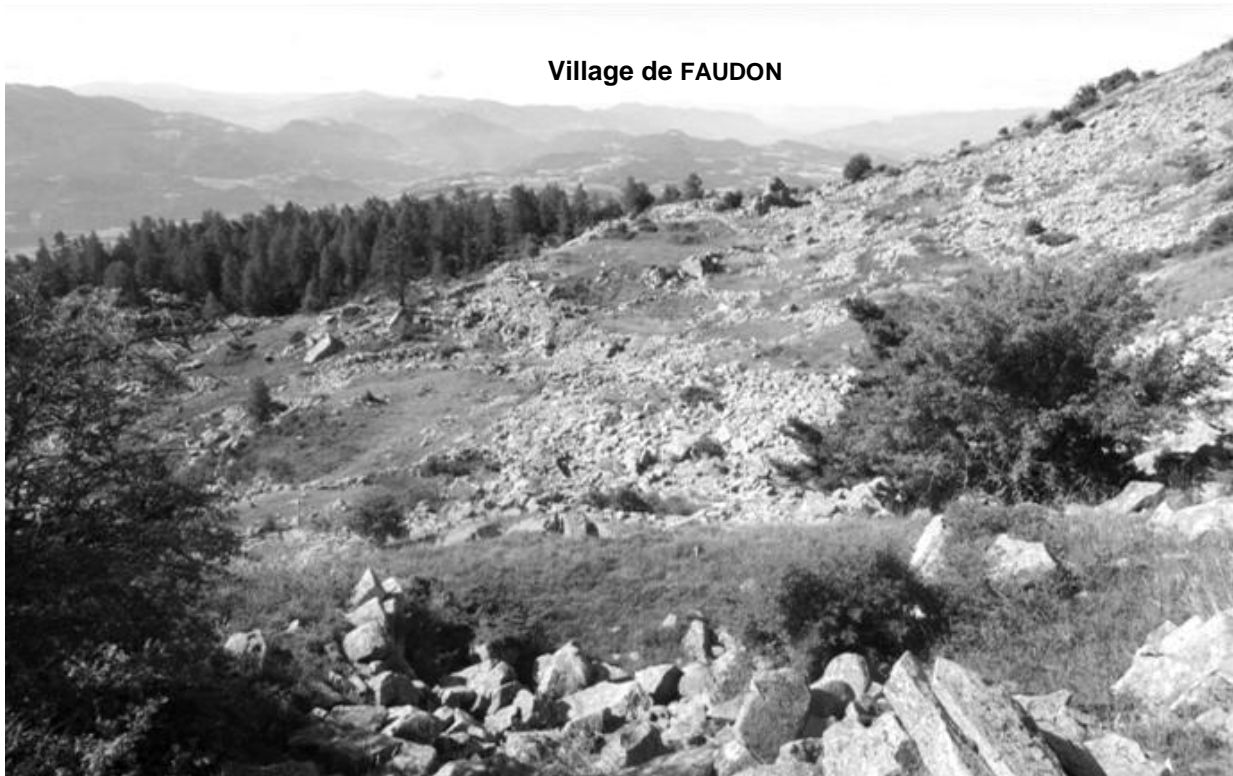


## Le FAUDON

Faudon, planté dans la rocaille du flanc sud-est du Mont St-Philippe vers 1700 mètres d'altitude, est cité ici parce que lié aux Cassettes mais le site est sur le territoire d'Anceles. Des fouilles menées de 2006 à 2009 ont permis de mieux en cerner l'histoire. Elles montrent que des communautés paysannes sédentarisées se sont établies entre Mont Saint-Philippe et Col de Moissière au IV<sup>e</sup> siècle avant notre ère (Néolithique) sans laisser de traces d'habitats. Des témoins isolés attestent d'occupations ultérieures entre âge du Bronze final (vers 1100 avant notre ère) et premier âge du Fer (vers 800 avant notre ère) évoquant un pastoralisme en alpage et une exploitation de la forêt.



Selon la tradition, le village de Faudon proprement dit aurait été fondé par des gaulois tricoriens vers 600 à 400 avant J.C.. À l'époque romaine, une voie le reliera au branchement de la via DOMITIA montant au Champsaur. Des écrits citent une agglomération qui existait là entre III<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> siècles.

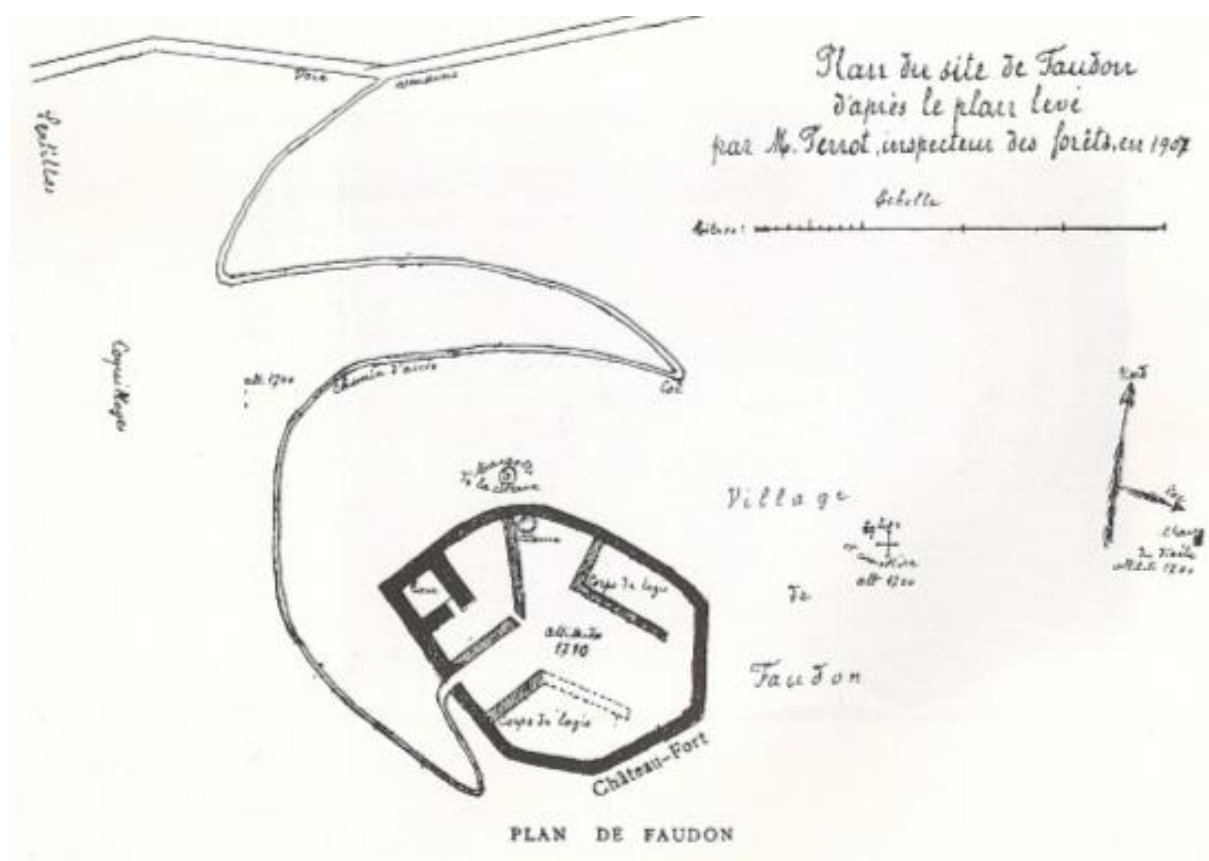


Au début du VIII<sup>e</sup> siècle, le village semble avoir été érigé en paroisse et dépend de l'archiprêtré du Champsaur. Le village est alors inclus dans les immenses domaines appartenant au patrice franc Abbon qui lègue une partie de ses possessions à l'abbaye bénédictine de la Novalaise en Piémont, abbaye qui fondera le prieuré de Romette pour gérer ce legs exceptionnel. Ces biens seront ensuite recueillis par les abbayes de Brême en Lombardie puis de St-Victor à Marseille.

Les fouilles montrent cependant que les vestiges d'un village constitué ne le font remonter qu'au XI<sup>e</sup> siècle (Moyen Âge). Les réaménagements successifs, l'écroulement des constructions, les érosions et éboulements dans les pentes et les sédimentations dans les replats rendent les ruines actuelles difficilement lisibles. Si des auteurs du XX<sup>e</sup> siècle parlent d'un gros village de presque 80 habitations qui devait abriter quelques 400 âmes, les sondages ne trouvent qu'un nombre de constructions pouvant être des habitations qui correspond à une vingtaine de feux maximum, soit 200 personnes. Des habitations aux murs de pierre sèche et à toiture en bois.

D'autres constructions ouvertes ont peut-être été des abris pour le bétail. Des enclos plus ou moins grands ont plus certainement servi d'aires agricoles. La zone d'habitations et ses ruelles sont plutôt centrées à l'ouest du site, au pied du château, tandis que la zone agricole s'étend vers l'est.

Mais il reste des murs et des remblais dont on ne connaît pas l'usage, un amoncellement qui a pu être un tumulus, des résidus provenant peut-être d'une forge et des vestiges de cabanes en pierres plus récentes construites dans les ruines entretemps. Près du petit lac de Faudon, des auteurs évoquent l'existence de vestiges d'un monument funéraire tandis que des promeneurs trouvent des pierres gravées par d'autres promeneurs à la fin du XIX<sup>e</sup> ou début du XX<sup>e</sup> siècle.



Vers la fin du X<sup>e</sup> ou début du XI<sup>e</sup> siècle, le village devient chef-lieu du mandement de Faudon créé par les comtes de Forcalquier et qui couvre Faudon, Ancelle et St-Léger. Les seigneurs de Faudon bâtissent alors un château sur le Mont St-Philippe au XI<sup>e</sup> siècle (vers 1030). Il était constitué d'un gros donjon de 20 mètres de hauteur et de deux logis protégés par une solide enceinte d'une centaine de mètres de pourtour. La paroisse de Faudon porte le vocable de St-Félix au XII<sup>e</sup> siècle.

Vers 1210, un incendie détruit le château qui est rasé et les seigneurs de Faudon s'installent sur la colline Ste-Catherine au Château d'Ancelle où ils construisent un nouveau château au début du XIII<sup>e</sup> siècle. Alors que le petit village du Château d'Ancelle, entre le Mont St-Philippe et la plaine de Lachap, existe déjà depuis quelques siècles, celui de l'Ancelle actuel ne date que du XII<sup>e</sup> siècle.

Le village de Faudon, atteint par le même incendie, se dépeuple, bien qu'un bailli du dauphin ait pu y siéger au XIII<sup>e</sup> siècle. Des habitants émigrent au Collet où ils ont des terres tandis que d'autres viennent peupler l'est de la plaine de Lachaup. L'église St-Félix de Faudon n'est plus qu'une chapellenie au début du XIV<sup>e</sup> siècle et le village est abandonné au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle. Alors que le village tombe en ruines, certaines de ses constructions resteront entretenues un certain temps pour des occupations saisonnières, avant que ce site oublié retrouve de l'intérêt.

Le site étrange de Faudon a suscité de nombreuses légendes et Théophile Gauthier situait en ce lieu le gouffre dit des Casses de Faudon (le lac de Faudon lui-même ?). Par ailleurs, la désignation de St-Philippe donné au mont n'est peut-être qu'une altération du nom de sa paroisse : St-Félix

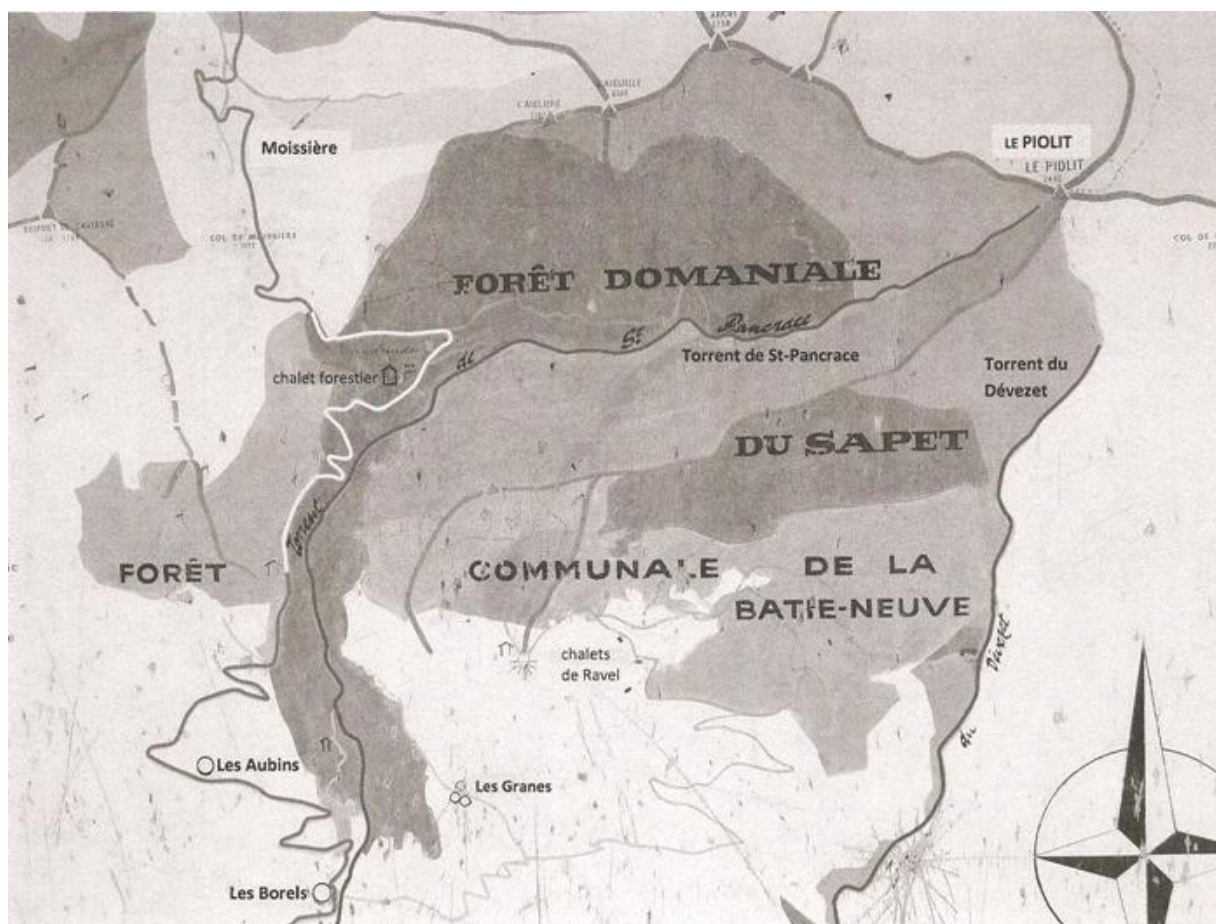


*NB : Des affiches racontent du côté de la Bâtie-Vieille que le château de Faudon aurait été construit par des affidés du comte de Provence (ou de Forcalquier) entre XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècle et aurait été détruit au début ou au cours du XIII<sup>e</sup> siècle sur ordre de l'évêque de Gap. Mais c'est un ragot du Moyen Âge.*

## La FORÊT du SAPET

La forêt dite du Sapet est en fait constituée de deux forêts imbriquées l'une dans l'autre : la forêt communale de la Bâtie-Neuve (~ 500 ha) et la forêt domaniale du Sapet proprement dite (~ 560 ha). Cette forêt domaniale s'étend sur les communes d'Ancele et de la Bâtie-Neuve et intègre une forêt de 12 ha sur la commune de la Rochette.

L'ensemble commun est situé sur les contreforts de la montagne du Piolit entre la combe du torrent de St-Pancrease (ou du Sapet, dit aussi le Biarras) et le torrent de Dévezet. La forêt est constituée de pins (noir, sylvestre, à crochets ou cembro), sapins pectinés, mélèzes et de hêtres et chênes pubescents pour les feuillus. La végétation florale est particulièrement riche et se termine en pelouses en altitude. Petits tétaras, chamois, chevreuils, sangliers, lièvres représentent l'essentiel de la faune.



La forêt a toujours colonisé les terres disponibles. L'homme l'a exploitée pour la construction et le chauffage de son habitat, la fabrication de mobilier et d'outils, la cuisson des aliments et le foyer des fours (charbon de bois), la chasse et la cueillette. Malgré la pratique du défend, elle a été entamée par l'érosion et les incendies et largement défrichée pour augmenter les surfaces cultivables et l'étendue des pâtures. Les troupeaux dévoraient les repousses et empêchaient la régénération naturelle au point que les terres de la Bâtie-Neuve étaient quasiment dénudées au début du XX<sup>e</sup> siècle.

La forêt du Sapet était certainement déjà établie et traversée par la probable dérivation menant de la via Domitia au village de Faudon par le col de Moissière à l'époque gallo-romaine. Son existence est de toute façon confirmée au XV<sup>e</sup> siècle. La limite entre la Bâtie-Neuve et Ancelle au quartier du Sapet, comprenant bois, pâtures et terrains vagues, était contestée depuis longtemps et donnait lieu à des querelles et rixes sempiternelles entre les deux communautés.



Ayant fait croire à leur retrait en ferrant leurs mulets à rebours, des habitants d'Ancele se mettent un jour en embuscade au lieu-dit Mallemort, à mi-distance du col de Moissière et du village de la Bâtie-Neuve, et mettent en pièces des bastidons venus exploiter la forêt. Les survivants soignent leurs blessures à une source voisine nommée depuis Fontaine des Trépassés et des bastidons déconfis racontent alors l'évènement en sens opposé et s'attribuent la victoire.

Que ce soit ou non la conséquence de l'épisode, le châtelain du Champsaur est sommé de régler les désaccords en 1445 et une sentence arbitrale fixe des limites aux terrains litigieux et en définit les droits d'usage en 1452. Entretemps, les meurtriers, excommuniés par l'évêque de Gap, seigneur de la Bâtie-Neuve, s'étant pourvu au tribunal du dauphin, suzerain de l'évêque, obtiennent la levée de leur excommunication en 1450 au terme d'une transaction entre les partis.

Malgré ces accords et sentences, des différends se perpétuent et ne prendront fin qu'avec la fixation d'une nouvelle délimitation intercommunale au XIX<sup>e</sup> siècle.



À rappeler aussi que les dames de Louvat, Angélique et Catherine, filles et héritières du marquis de Louvat, arguant d'un droit de distraction d'un tiers des bois et terrains communs à leur profit, confirmé par la maîtrise des Eaux et Forêts de Grenoble, taillaient entre autres dans la forêt du Sapet pour les besoins de leur faïencerie fondée au village de la Bâtie-Neuve en 1752.

La communauté de la Bâtie-Neuve, soutenue par une expertise décrivant les coupes attribuées aux dames de Louvat en 1755, en appela au parlement pour contester leurs droits mais le litige ne fut définitivement éteint qu'à la Révolution avec la suppression des privilèges nobiliaires.

Notons également que la tradition évoque l'existence d'une ardoisière, probablement située en bas de la combe du Sapet, qui fut utilisée pour couvrir le toit de la chapelle St-Pancrace et fut ensevelie sous un éboulement tuant trois hommes, sans doute au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Pour sauver la forêt du Sapet de la dégradation, l'État, par l'intermédiaire de l'administration des Eaux et Forêts, achète ou exproprie les terrains dénudés et en pente appartenant aux communes ou à des tiers qui les exploitent en pâtures puis entame un reboisement de la forêt vers 1860.



Maison forestière

Des arbres comme pins noirs et sylvestres sont replantés ou introduits au cours d'opérations de Restauration des Terrains en Montagne dans la 2<sup>e</sup> moitié du XIX<sup>e</sup> siècle avant une nouvelle campagne de reboisement effectuée de 1935 à 1939. La forêt entretenue ou régénérée en continu, produit ainsi du bois de bonne qualité.

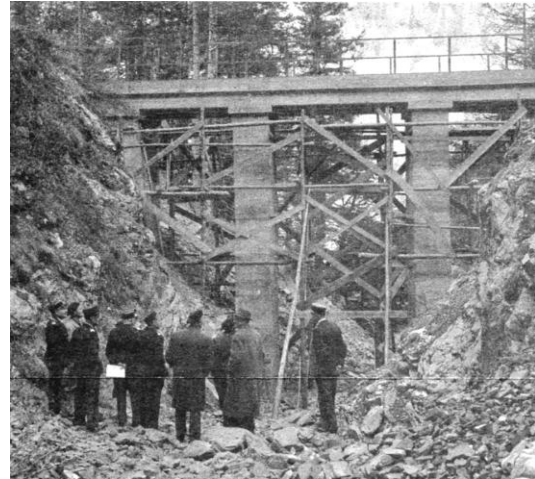
La richesse de sa végétation et la variété de sa faune en font l'une des plus belles forêts des Hautes-Alpes. Elle possède d'ailleurs le plus gros pin sylvestre de France (4,42m de circonférence) au dessus des Clots sur le sentier du Ravel.

C'est après la Libération, en 1946, que les maires de la Bâtie-neuve et d'Ancele demandent que soit amélioré le réseau routier de la forêt pour en faciliter l'exploitation.

L'exploitation forestière est de fait bornée par le torrent de St-Pancrace. Le mauvais chemin départemental 214 reliant la Bâtie-Neuve à Ancelle n'est par ailleurs utilisable par les automobiles qu'à la belle saison alors que des relations apaisées se sont nouées entre les deux communautés. L'enclavement d'Ancele qui va investir dans les sports d'hiver et le développement du tourisme alpin dans ses montagnes et forêts rendent également pressant l'aménagement de cette route du Sapet.

La large route de la Bâtie-Neuve aux Borels redressée et goudronnée en 1954 comme celle du Sapet les années suivantes facilitent ainsi les échanges entre le Haut-Drac et la vallée de la Durance. L'Administration des Eaux et Forêts ouvre de surcroît un chemin carrossable d'environ 2000 mètres au cœur de la forêt pour en étendre l'exploitation. Sur ce chemin, le pont de Croûton, construit en 1962, permet enfin aux exploitants de franchir le torrent de St-Pancrace.

Un soin est aussi porté à l'entretien et la protection des voies de circulation qui bordent la forêt ainsi qu'à la sauvegarde des constructions et terres agricoles en lisière.



En parallèle, les crues du torrent de St-Pancrace sont maîtrisées grâce à la construction de plusieurs ouvrages, au contraire de celles du Dévezet qui arrivait encore à couper la route nationale.

La clairière de la maison forestière est aussi le cadre de manifestations. C'est la société musicale "l'Écho du Sapet" qui inaugure avec succès la Fête du Sapet le 31 juillet 1932, quelques mois à peine après sa fondation. Le programme de cette fête comprend concours de chant, jeux divers, concert, tombola et bal champêtre. La fête réunira même un millier de personnes l'année suivante mais, sans doute à cause des difficultés d'accès, l'expérience ne sera pas renouvelée.



Le comité des fêtes de la Bâtie-Neuve, soutenu par la municipalité, relance cette fête en 1956 après que la mairie ait arrangé l'accès à la maison forestière au bulldozer. Office religieux, apéritif-concert, récital musical, histoires marseillaises et radio-crochet vont s'enchaîner jusqu'au bal tandis que les repas sont toujours tirés des sacs (pique-niques en langue d'oïl).

Après une certaine désaffection, la fête du Sapet a été relancée par des animateurs de la vie locale. Elle réunit toujours les bastidons et leurs voisins et fait revivre la convivialité des rassemblements populaires ainsi que le recueillement des cérémonies religieuses d'autrefois.



Et pour en revenir au début de notre histoire, quand la forêt descendait bas dans la vallée, peut-être qu'un de ses sentiers se souvient d'avoir été foulé par un de ces hommes de passage dans la vallée il y a environ 4000 ans. Comme les vieux bastidons, il connaissait bien la nature, trouvait dans la tradition orale des explications poétiques à ses phénomènes et confiait ses morts à l'au-delà sur le site de St-Pancrace (dans un cimetière mégalithique puis moderne). En réunion, il dansait ou se recueillait déjà dans la forêt. Il y coupait aussi du bois et défrichait ce qui deviendra votre futur jardin.

## Annexe

Le CHEMIN de COMPOSTELLE

Avec la christianisation de l'Europe aux cours des premiers siècles, des hommes commencent à se rendre en pèlerinage à Rome et aux Lieux Saints de Jérusalem. Ils cheminent le long des routes existantes telles les voies romaines dont les plus fréquentées sont baptisées, telle la Via Francigena empruntée par les pèlerins en provenance du nord de la France et de l'Europe du Nord.

Un culte dédié à l'archange Saint-Michel et né au Proche-Orient s'ancre en Italie à Monte Sant'Angelo dans une grotte du Massif du Gargano à la fin du V<sup>e</sup> siècle et va s'appuyer sur d'autres sites comme la Sacra di San Michele dans le Val de Suze (VI<sup>e</sup> ou VII<sup>e</sup> siècle) et le Mont-Saint-Michel en Normandie (début VIII<sup>e</sup> siècle) qui deviennent aussi des buts majeurs de pèlerinage.

C'est au X<sup>e</sup> et surtout au XI<sup>e</sup> siècle que le pèlerinage de Saint-Jacques de Compostelle prend son essor et concurrence celui de Saint-Michel. Le bourdon, bâton du pèlerin, et les coquilles, dites Saint-Jacques, qu'il ramassait dans la baie du Mont-Saint-Michel deviennent les symboles du pèlerinage.

Ayant à parcourir de grandes distances, le pèlerin prend les chemins les plus courts au long desquels il trouvera le gîte et le couvert, l'accueil gratuit pour les plus pauvres ou les soins pour les malades, dans des hôtels, maisons-Dieu, hôpitaux ou maladreries. Il fera aussi halte dans les sanctuaires renommés ou aux pouvoirs curatifs rencontrés sur son parcours.

Sur le chemin de Compostelle, entre Turin et Arles, le pèlerin du Moyen Âge trouvera d'abord ces refuges et sanctuaires dans les villes étapes de Briançon (ex église, XII<sup>e</sup>), Embrun (ex cathédrale restaurée au XI<sup>e</sup>), Gap (ex cathédrale, fin X<sup>e</sup>), Sisteron (cathédrale, XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup>), Apt (cathédrale, XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup>), Cavailon (cathédrale, XIII<sup>e</sup>) et St-Rémy-de-Provence (collégiale, début XIV<sup>e</sup>).

Au fur et à mesure de leurs fondations, il pourra aussi faire un détour et se recueillir dans de nombreux sanctuaires, la Sacra di San Michele, St-Martin-de-Queyrières (XI<sup>e</sup> siècle) et ces belles chapelles de la vallée de la Haute-Durance, l'abbaye de Boscodon (XII<sup>e</sup> siècle), le prieuré disparu de Montgardin (XII<sup>e</sup> siècle), le monastère de Ganagobie (X<sup>e</sup> siècle) ou l'ex église de Reillanne (X<sup>e</sup> siècle). Et bien d'autres sites où il pourra également faire retraite.

L'existence d'un hôpital à Saint-Pancrace peut faire penser que des pèlerins malades s'y arrêtaient le temps d'être soignés. Le pèlerinage à Notre-Dame-du-Laus ne commencera quant à lui qu'au XVII<sup>e</sup> siècle. Venant de Chorges, le pèlerin évitera alors la Bâtie-Neuve et la via de Gap pour s'engager dans la vallée de l'Avance en direction de Tallard et montera faire étape au sanctuaire et son hôtellerie puis cheminera par l'Hermitage et Rambaud en redescendant vers Gap.

Interrompus par la Révolution comme toutes les manifestations religieuses, les pèlerinages renaîtront mais l'adaptation du réseau routier à la circulation automobile à partir du XIX<sup>e</sup> siècle les chassera de leurs parcours traditionnels. Nombreux étaient les Bastidons qui allaient encore au marché de Gap à pied par la route au début du XX<sup>e</sup> siècle mais la circulation est telle aujourd'hui que le piéton comme le pèlerin ne peut plus suivre une route avec la sérénité requise.

Pour retrouver le cadre des chemins arpentés par le pèlerin du Moyen Âge, celui d'aujourd'hui est invité à suivre des sentiers de randonnées beaucoup plus longs qui les longent. Si les principaux chemins reconstitués de Compostelle ont repris vie, ceux de Saint-Michel, ou chemin de Paradis, sont tombés en désuétude et des associations les font renaître depuis quelques années.

De Clavière (Montgenèvre) à Arles, le sentier de pèlerinage proposé, dit Via Alta (ou GR 653D) passe devant une soixantaine d'édifices religieux et approche les 450 km, un trajet plus long de 150 km que la route passant par les mêmes lieux. Sans être dans les pas du chrétien d'autrefois, il nous intègre malgré tout au terroir provençal et à la beauté de sa nature et, si nous le voulons, joue le même rôle d'abandon de soi dans la marche et de quête d'une vérité qui nous dépasse.

## Annexe

Les CROIX de CHEMIN

Les croix isolées qui bordent les rues des bourgs et hameaux et les chemins de campagne peuvent être modestes ou monumentales, en pierre, bois ou métaux, nues, gravées ou sculptées. Elles sont une forme d'expression de la religion catholique.

Elles ont été une façon de marquer la christianisation d'un site initialement voué à un culte païen ou dédié à d'antiques divinités. Elles balisent les chemins de pèlerinage depuis que, par dévotion, pénitence ou quête d'une indulgence, des hommes font le voyage aux Lieux Saints de Jérusalem, au Saint Siège de Rome ou aux sanctuaires dédiés à Saint-Michel, Saint-Jacques ou autre saint.

Elles invoquent un saint en souvenir de sa vie en ce lieu, pour rappeler son patronage ou obtenir sa protection. Elles sont un but de procession local à l'occasion de fêtes religieuses : les croix des Rameaux, des Rogations, du Saint Sacrement. Elles ont aussi servi de bornage d'une localité ou d'une juridiction au Moyen Âge.

Leur implantation se répand à partir du XVI<sup>e</sup> siècle puis se généralise après la Révolution avec les croix de mission. Afin de restaurer la pratique religieuse, l'Église catholique multiplie les prédications dans les campagnes. Une croix est érigée au passage du missionnaire avec l'inscription de la date de la mission et parfois celle du nom du prédicateur. Certaines de ces croix sont dites de la Passion et portent tous les symboles de la Passion du Christ.

En dehors des cimetières, les croix de commémoration marquent le site d'un évènement désastreux telle une épidémie ou l'endroit d'une mort brutale pour en garder le souvenir. Par ailleurs, des mémoriaux aux formes diverses, sans inspiration religieuse particulière et plus ou moins éphémères se multiplient depuis quelques années au bord des routes, à l'endroit d'accidents mortels et à l'initiative spontanée des parents ou amis des victimes.

Des croix sont nées de la volonté de paroisses ou de communautés publiques, d'autres sont dues à des volontés privées pour affirmer sa foi ou mettre les siens ou ses biens sous la protection de Dieu. Une fois érigées, les croix sont bénies et deviennent des invites à se signer ou prier pour une intention qu'elles nous inspirent. Certaines font encore l'objet d'un culte. D'autres, oubliées, restent des symboles religieux ou sont devenues de simples repères pour les voyageurs.

Les croix de La Bâtie-Neuve

Dans la notice ethnographique de son étude sur la Bâtie-Neuve, Émile ESCALLIER rappelait des pratiques religieuses du début du XX<sup>e</sup> siècle.

La procession des communiantes se formait aux portes du village (marquées par les croix de l'Église et croix Meissonnier) avant de se rendre à l'église pour la cérémonie.

Dans son cheminement jusqu'au cimetière de Saint-Pancrace, le convoi mortuaire s'arrêtait à la bifurcation de la route nationale (aujourd'hui avenue François Mitterrand) et du chemin conduisant à Saint-Pancrace et y récitait un "de profundis" au pied de la croix de pierre élevée à la mémoire de Monsieur Meissonnier, ancien notaire de la Bâtie-Neuve (voir Croix Meissonnier).

Pour la fête de l'invention de la Sainte Croix, le 3 mai, on partait bénir les croix plantées dans les champs pour protéger les récoltes.

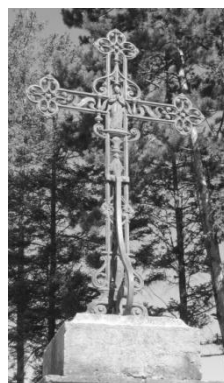
La procession pour les fruits de la terre avait lieu de mai à septembre, de l'église paroissiale jusqu'à la croix votive élevée sur la place du château, actuelle place du Lavoir (voir Croix du Château).

NB : Après avoir emprunté la Grand Rue devenue trop étroite, la route nationale est doublée par une première déviation passant au nord du bourg en 1792. Cette déviation, trop fréquentée, sera ensuite doublée par la rocade sud actuelle en 1989.

Croix de l'Église



Croix du Château



Croix Meissonnier



- Croix de l'Église : Croix en fonte non datée placée au bord de l'ancienne route nationale en façade de l'Hôtel du Commerce, victime de la circulation, réparée et déplacée à l'angle de la Rue de l'Église et de la Place de la Gare en 1977.
- Croix du Château : Croix votive évoquée par E. ESCALLIER. Existe déjà au début du XX<sup>e</sup> siècle sur la Place du Château (actuelle Place du Lavoir) puis déplacée entre cette place et la Rue de la Tour vers 1977. Croix en fonte portant la statue d'un ange : Gabriel ?
- Croix Meissonnier : Croix de pierre de 1880 placée au carrefour de l'ancienne route nationale et de la montée à St-Panrace, victime de la circulation, remplacée par une croix métallique, rapprochée du bourg en 1977 puis déplacée à l'angle de la Grand Rue et du Barry en 1981-82. Gravé sur le socle : Souvenir Meissonnier – Ex Notaire de la Bâtie-Neuve – 1<sup>o</sup> mai 1880.

Croix de Saint-Panrace



Croix du Calvaire de Gap



- Croix de Saint-Panrace : Croix en bois érigée dans le cimetière de Saint-Panrace et refaite par Daniel Michel en 1987.
- Croix du Calvaire de Gap : Croix en bois remplaçant une croix antérieure déjà présente vers 1960 sur la butte dite du Calvaire de Gap (par opposition au Calvaire de Chorges, côté Gendarmerie actuelle). Photos vers 1960 et 2014

Croix des Casses VivertCimetière Brossier

- Croix des Casses Vivert : Croix en bois, portant l'inscription "Tu es mon Berger" et réalisée par Frédéric Pascal de Gap, Lucien et Laurent Céas à l'initiative de Jean Blanc Gras, se dresse en bordure de la Montée de Faudon au lieu-dit Bellone. Elle a été bénie le dimanche 30 août 1987 par le père Marcel Bouin, curé de La Bâtie-Neuve de 1980 à 2000.
- Cimetière Brossier : Cimetière privé sur un terrain légué au tout début du XX<sup>e</sup> siècle par Louis Eyssautier, magistrat à Alger, et aménagé en cimetière par la famille Brossier en vue d'en faire un cimetière communal plus proche du bourg, projet qui ne sera pas retenu par le conseil municipal. Il est pratiquement situé sur la butte dite du Calvaire de Chorges.

## Les croix disparues

Croix de BaratierCroix des Césarès

- Croix de Baratier : Croix en bois non datée placée au bord de la future Rue de Baratier, premier lotissement créé à proximité du bourg. Photo des années 1950.
- Croix des Césarès : Croix non datée placée à l'entrée du vieux hameau (photo montage).



## 10 : Journal – La BÂTIE-NEUVE (depuis 2015)

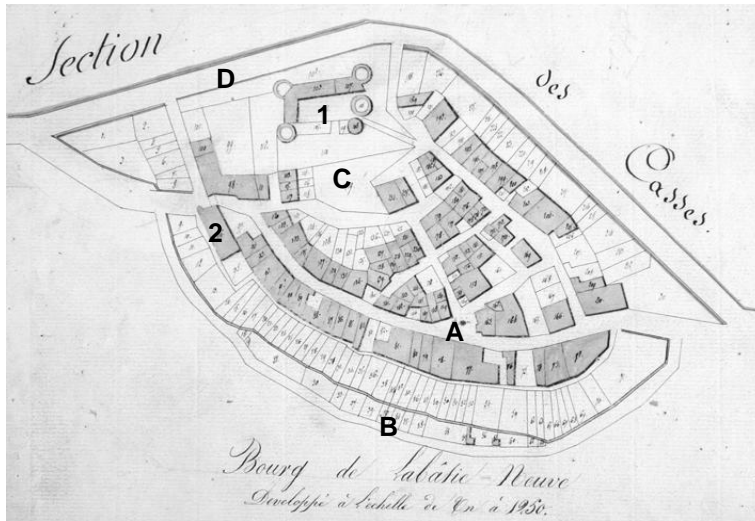
Le VILLAGE

## La COMMUNE

Vers 2000 avant J.C.	Édification du dolmen des Auches à proximité de Saint-Pancrace. Un groupe d'hommes modernes sédentarisé sur la commune.
I <sup>er</sup> -II <sup>e</sup> siècle avant J.C.	La Voie romaine Domitia traverse la commune.
III <sup>e</sup> - IV <sup>e</sup> siècle	Établissement du relais d'Ictodurum sur la Via Domitia. Une petite agglomération de gallo-romains à Saint-Pancrace. Certaines de ses habitations subsistent jusqu'au XIV <sup>e</sup> siècle.
VIII <sup>e</sup> siècle	Abbon puis la Novalaise possèdent des terres à Faudon et aux Casses.
Fin XI <sup>e</sup> siècle	Construction du donjon de Tournefort. Détruit en 1258. Un hameau éphémère s'établit sous sa protection.
XII <sup>e</sup> siècle	Édification du prieuré de Tournefort. Ruiné pendant les guerres de Religion. Reste sa chapelle, N.D. de Tournefort. Détruite après la Révolution.
4 <sup>e</sup> quart XII <sup>e</sup> siècle	Construction du château (un simple donjon) de la Bâtie-Neuve. Un village se constitue sous sa protection.
XIII <sup>e</sup> -XIV <sup>e</sup> siècle	Édification de l'hôpital Saint-Pancrace. Disparaît à la Révolution.
XV <sup>e</sup> siècle	Ajout de 4 tours et d'un bâtiment de 3 étages autour d'une cour centrale au donjon de la Bâtie-Neuve.
1517	Destructions au château et dans le village pendant les guerres d'Italie.
2 <sup>e</sup> moitié XVI <sup>e</sup> siècle	Construction de la chapelle Saint-Pancrace. Remplace une église très ancienne. Église paroissiale jusqu'en 1709. Construction de l'église N.D. de Consolation dans le bourg.
1575	Incendie du château et du village par les troupes protestantes.
1577	Démolition du château sur ordre de Lesdiguières qui campe dans le village. Subsiste la base du donjon de la fin du XII <sup>e</sup> siècle.
Fin XVI <sup>e</sup> siècle	Reconstruction du château : un nouvel ensemble de 4 tours encadrant 3 corps de bâtiment et jouxtant la reconstruction du donjon.
1608	Apparition du hameau des Césarès sur une carte ancienne.
1692	Dévastations du duc de Savoie : le village est ruiné et le château dégradé.
1737	Un incendie n'épargne que l'église et 2 maisons du bourg.
1753	Première fournée d'une Faïencerie installée sur la commune.
1792	Une rue contournant le bourg par le nord double la Grande Rue.
1795	Cessation d'activité de la Faïencerie.
1796	Vente du château comme bien national. Divisé en lots par l'acquéreur. Sa tour nord-est devient l'école des filles au début du XIX <sup>e</sup> siècle.
1812	Cadastre : tous les hameaux actuels y figurent, sauf les Irels.
1813	Un incendie détruit le bourg.
1883	Mise en service de la gare "La Bâtie-Neuve – N.D. du Laus". Elle n'est plus desservie aujourd'hui.
1897	L'élément est du corps de bâtiment nord du château est constaté écroulé.
1 <sup>er</sup> quart XIX <sup>e</sup> siècle	Les ailes sud et ouest du château et la tour associée tombent en ruine.
1905	Construction de l'école communale. Garçons et filles y sont transférés en 1906. Agrandie en 2011-2012.
1951	Effondrement du donjon du château qui fait deux victimes. Le château est démoli. La tour nord-est conservée servira de salle des fêtes.
1989	Mise en service de la déviation sud de la RN 94.
2005	Rupture d'un tirant de maintien de N.D. de Consolation et fermeture de l'église.
2009	Première rentrée du nouveau collège intercommunal.
2011	Agrandissement du cimetière de Saint-Pancrace.
2013	Mise en service de la nouvelle station d'épuration.
2012-2015	Restauration de l'église N.D. de Consolation. Restaurée, elle est dédiée le 7 mai 2016.

Le BOURG

En 1812



- A – Grande Rue
- B – Le Barry
- C – Place du Lavoir
- D – Promenade du Serre

- 1 – Le Château
- 2 – L'Église

NB : la tour nord-est du château a servi de classe des filles avant l'édification de l'école. Les garçons avaient classe dans le bourg.

En 1971



- 1 – La Tour
- 2 – L'Église
- 3 – L'École
- Le terrain de boules voisin
- 4 – Première Mairie
- 5 – Deuxième Mairie
- 6 – L'ancienne Poste
- 7 – La Gendarmerie
- 8 – Caserne des Pompiers
- 9 – La Gare

- a – La Scierie
- b – Le Moulin
- c – La Forge
- d – Auberge et Hangar voisin
- Ancien relais de poste

Une usine à plâtre à l'entrée ouest du village

En 2017

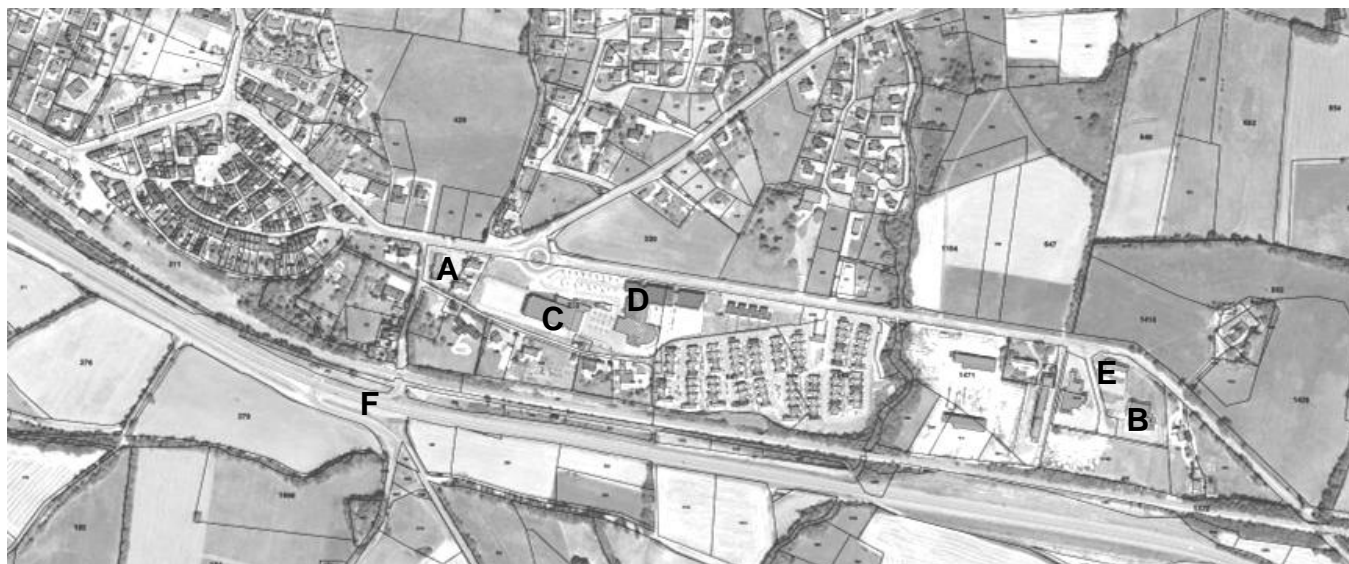


- A - Grande Rue
- B - Le Barry
- C - Place du Lavoir
  
- 1 - La Tour
- 2 - L'Église
- 3 - L'École
- 4 - La Mairie
- 5 - La Poste
- 6 - La Gare (non desservie)
- 7 - La Médiathèque
- 8 - La Crèche
  
- a - Centre médical
- b - La Forge (fermée)
- c - Salle des Fêtes

En 1875



En 2015



A – Gendarmerie

B – Caserne de Pompiers

C – Gymnase

D – Collège

E – Communauté de Communes

F – Déviation RN 94

Déviation de la RN 94



## SITES PARTICULIERS

### Le DOLMEN

Le dolmen des Auches, ou de Saint-Pancrace, est un monument funéraire qui abritait le corps d'un homme de grande taille auprès duquel se trouvaient quelques armes, outils et bijoux. Sous un dallage autour du dolmen reposaient les restes d'au moins une vingtaine de corps. Compte tenu du mode de vie de l'époque, il est possible que les corps trouvés soient ceux d'une autorité et de ses sujets.

La présence de ce dolmen avec ceux de Tallard et du Villard (ou de Pontis) attestent de la présence d'une population hiérarchisée d'agriculteurs éleveurs relativement importante qui s'est sédentarisée dans notre région entre III<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> millénaire avant notre ère.

Ce sont ces hommes qui ont habité le territoire de la commune et commencé à défricher et exploiter ses ressources naturelles pour la première fois.

Bien que la commune ait obtenu une servitude de passage pour accéder au dolmen, des contraintes ne permettent pas de la réaliser pour l'instant. Ce passage restera à aménager et la mise en valeur du site doit être coordonnée entre mairie et Amis du Patrimoine Bastidon. Le site quant à lui a été nettoyé en 2014 et 2018 en attendant une fouille éventuelle par des archéologues.

En 75 ans depuis la fouille du site avant guerre, le dolmen s'est effondré, la terre a recouvert le mégalithe et la dalle supérieure reste seule visible.

La variété du mobilier trouvé rendait alors sa datation difficile et le musée Museum de Gap, dans l'exposition qu'il fait des trouvailles archéologiques de la région depuis 2016, date la partie du mobilier présentée du Néolithique final (≈ 2000 ans avant J.C.).



Sont exposées deux perles (en os et en cuivre) et plusieurs pierres taillées (armatures de flèche), à comparer avec le tableau des trouvailles initiales du chapitre 1.

Remarque : Ce que l'on connaît de l'histoire du dolmen serait à revoir si le coutelas en fer et les fragments d'os lourds et durs étaient retrouvés et associés au mobilier du dolmen.



L'étonnant est la durée d'utilisation comme sépulture des dolmens régionaux. Le mobilier du dolmen de Saint-Pancrace est attribué, dans le livre "Archéologie dans les Hautes-Alpes" publié par le musée départemental de Gap en 1991, à deux âges, le "Néolithique final - Chalcolithique ancien" (2400-2000 av. J.C.) pour une partie et le "Chalcolithique récent – Bronze ancien" (≈ 1900 av. J.C.) pour le reste, soit une durée de plusieurs siècles avec de longs abandons.

Par comparaison, les datations concernant le dolmen du Villard couvre une période plus longue. Signalé dès 1894, découvert plus tard par David Martin, professeur à Gap, fouillé superficiellement par E. Derbez en 1950 puis objet de quatre campagnes de fouilles archéologiques par Gérard Sauzade entre 1980 et 1983, ce dolmen sis sur la commune du Lauzet-Ubaye est relativement bien conservé.



La chambre rectangulaire est cernée latéralement de six pierres dressées sur champ et au chevet de deux autres pierres de même dimensions, largeur 0,8-1,0 m, hauteur 1,5 m, épaisseur 0,2-0,3 m. Le tout supportant une dalle plus ou moins triangulaire de 1,5 sur 2 m, épaisseur 0,3-0,6 m. Le sol étant recouvert d'une dalle mince en schiste. L'entrée de la chambre basse et étroite est bornée de deux piliers et obturée par une dalle de fermeture. Le couloir d'accès à la chambre également cerné de pierres dressées fait quant à lui 1,1 sur 1,5 m. Il ne reste qu'une partie du tumulus.

Parmi les découvertes figurent de nombreux ossements humains dont certains comportent des traces de combustion et quatre crânes. Gérard Sauzade estime qu'une vingtaine d'individus dont certains jeunes ont dû être déposés successivement à même le sol dans la chambre. À ces ossements, s'ajoutent ceux de nombreux animaux différents qui peuvent être des offrandes.

Le mobilier découvert comprend des tessons de céramique (de la période du campaniforme pour certains), un brassard d'archer, un poignard en cuivre, des segments de cercle, une pendeloque taillée dans une défense de sanglier, des perles, des outils en silex, une bague et une épingle en bronze. Un mobilier daté du Chalcolithique récent (2200-1800 av. J.C.) puis du Bronze moyen (1600-1300 av. J.C.).

Une permanence des rites funéraires à travers les siècles du passé et une utilisation de tombes mégalithiques dépassant le millénaire quand elle dure jusqu'à l'Âge du fer, comme cela pourrait être le cas du dolmen des Auches.



## SAINT-PANCRACE

Les vestiges trouvés sur l'ancien site du village conduisent à situer son origine à la même époque gallo-romaine que celle de la station d'Ictodurum sur la Via Domitia et le village est peut-être né des dépendances de cette station. La date de construction de sa première église est inconnue et ne peut être que postérieure à la christianisation de la région aux IV<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> siècles.

Le nom de Saint-Pancrace donné à l'église est mentionné au XIII<sup>e</sup> siècle sans qu'on sache depuis quand il lui été attribué. La chapelle actuelle date du XVI<sup>e</sup> siècle et est réputée remplacer l'église la plus ancienne de la contrée. Ses dimensions et la présence du cimetière mitoyen attestent de sa fonction d'église paroissiale qui fera l'objet de visites pastorales des évêques de Gap jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle. Fonction qu'elle cédera à l'église du bourg, N.D. de Consolation, en 1709. Remaniée depuis sa construction, elle sera restaurée par les Amis de la Chapelle Saint-Pancrace en 2008-2010.

Son mobilier comporte un autel baroque déplacé du fond du cœur et remplacé par un autel fait d'un tombeau monolithe, une cuve baptismale du début du XVIII<sup>e</sup> siècle entourée du garde-corps de l'ancienne chaire et un tableau de 1648 représentant St-Pancrace guérissant des estropiés.

Dans son "Répertoire Archéologique des Hautes-Alpes" de 1888, l'Abbé F. ALLEMAND plaçait au dessus de la porte latérale de la chapelle les armoiries de l'évêque de Gap Salomon de Serre portant la date de 1632, date qu'il attribuait à une restauration de la chapelle. Cette porte latérale ayant été murée depuis, ces armoiries ont été déplacées au dessus du porche de N.D. de Consolation. Les Amis de la Chapelle Saint-Pancrace qui se convertiront en Amis du Patrimoine Bastidon ré-ouvriront la porte lors de leur restauration de 2008-2010.



Reste de fonts baptismaux récupéré de la chapelle de Tournefort et disposé en 2016 à la droite du porche de la chapelle Saint Pancrace à l'initiative des Amis du Patrimoine Bastidon.



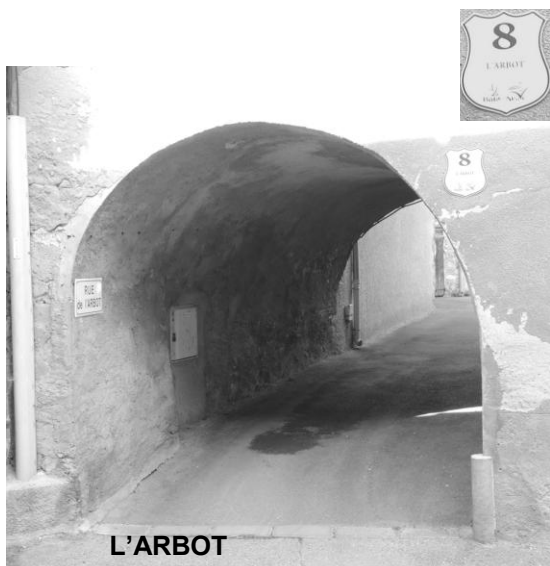
Jouxtant le cimetière, se trouvait un hôpital du même nom de Saint-Pancrace et construit comme beaucoup au bord d'une voie médiévale. Il aurait été fondé par un chevalier de Malte, existait déjà au début du XIV<sup>e</sup> siècle, nécessitait d'être restauré au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle et dépendra de l'abbaye de Boscodon à partir de 1679. Les victimes du raid dévastateur du duc de Savoie y seront soignées en 1692. Toujours en service au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, il disparaîtra à la Révolution et les restes de ses fondations seront déplacés à l'occasion d'un remaniement du cimetière.

**CIRCUIT du PATRIMOINE**

À l'initiative de la commune et avec l'aide des associations les Amis du Patrimoine Bastidon et le Club Bastidon de la Retraite Sportive, un "Circuit du Patrimoine Bastidon" a été aménagé dans le bourg. Ce circuit commence au château dont la terrasse a été élargie et l'accès amélioré. Une table d'orientation y décrit le panorama et donne quelques indications sur l'histoire du château.



Le circuit parcourt ensuite le bourg dont les points remarquables par leur ancienneté ou leur intérêt historique sont repérés par des balises numérotées renvoyant à une brochure explicative rédigée par le Patrimoine Bastidon et mise à la disposition du public en mairie. Le Circuit du bourg a été inauguré le 20 mai 2017 et devrait être complété par un autre circuit couvrant l'ensemble de la commune.



**L'ARBOT**



**LE LAVOIR**

## Le CHÂTEAU

Sa connaissance s'inspire encore de la notice historique de l'abbé F. Allemand de 1906. De nouvelles sources documentaires nous donneraient l'histoire suivante.

Dernier quart XII<sup>e</sup> siècle : Construction d'un donjon vraisemblablement entouré d'une enceinte protégeant des communs par l'évêque Grégoire (1157-1180) ou Guillaume II (1180-1188).

XV<sup>e</sup> siècle : Adjonction au donjon d'un bâtiment de trois étages flanqué de deux tours par l'évêque Laugier de Sapor (1411-1429) puis ajout de deux autres tours avant 1491, l'ensemble des bâtiments enserrant une cour rectangulaire à l'image de la représentation du château au XVII<sup>e</sup> siècle.

XVI<sup>e</sup> siècle : Le château endommagé en 1517 lors des Guerres d'Italie est restauré par l'évêque Gabriel de Clermont (1526-1571). Incendié en 1575 puis démoli "ras pied, ras terre" en 1577 pendant les Guerres de religion, il est vendu en 1594 par Paparin de Chaumont (évêque de Gap de 1570 à 1600) à Étienne de Bonne (1550-1638) qui reconstruit un ensemble constitué de trois corps de bâtiments borné de quatre tours et jouxtant un donjon entre fin XVI<sup>e</sup> et début XVII<sup>e</sup> siècle.

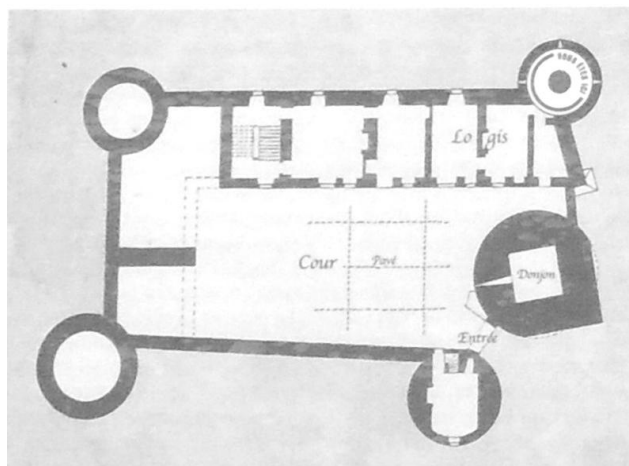
XVIII<sup>e</sup> siècle : Victime de la campagne dévastatrice du duc Amédée de Savoie en 1692 et d'un grave incendie qui ruine le bourg en 1737, le château est réparé par les possesseurs successifs du fief François de Neuville-Villeroy puis Mathieu de Louvat au XVIII<sup>e</sup> siècle.

XIX<sup>e</sup> siècle : Vendu comme bien national en 1796 au cultivateur Jean-Étienne Arnaud, celui-ci le divise en lots qu'il revend à des particuliers en 1813, la commune achetant la tour nord-est pour y installer l'école des filles. Le château n'étant pas entretenu, la tour nord-ouest et la construction attenante sont constatées écroulées en 1897.

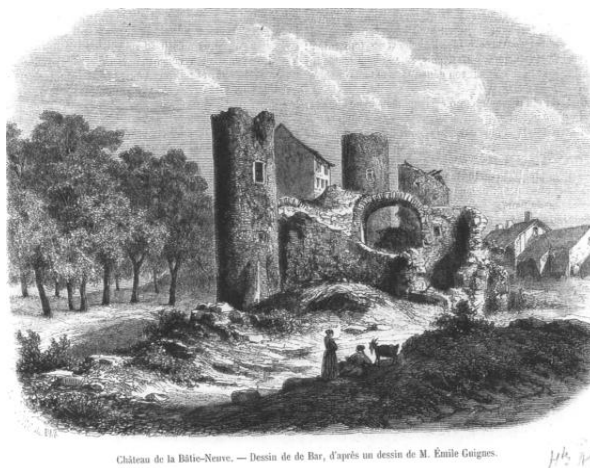
XX<sup>e</sup> siècle : Les propriétaires du château se refusant tous travaux de réfection, les bâtiments tombent en ruine et la classe des filles est transférée dans la nouvelle école construite promenade du Serre en 1906. Georges de Manteyer ayant échoué à faire classer le château pour le sauver en 1931, le donjon s'effondre et fait deux victimes en mai 1951. Le château est alors démoli définitivement. Ne sont conservées que la base d'une tour et une salle basse pour en faire une salle des fêtes.

*Si l'origine du donjon remonte la fin du XII<sup>e</sup> siècle, le château lui-même est du XV<sup>e</sup> siècle et ce qu'il en reste date apparemment de sa reconstruction de la fin XVI<sup>e</sup>-début XVII<sup>e</sup> siècle.*

Plan du château exécuté en 1913 par Joseph VOLLAIRE, architecte départemental et trésorier de la Société d'Études.



Gravure de De Barr d'après un dessin d'Émile Guignes datant de 1859.





Côté promenade du Serre



La Bâtie Neuve (Hautes Alpes) - Place du Château - Le Lavoir

État du château avant sa destruction au milieu du XX<sup>e</sup> siècle

Côté place du Lavoir



Place du Lavoir



## N.D. de CONSOLATION

Autant il est vraisemblable de penser que la reconstruction de l'église de Saint-Pancrace est consécutive aux destructions causées par les guerres de religion et date de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, autant il est moins évident de dater la construction de l'église N.D. de Consolation.

L'abbé F. ALLEMAND la date du XV<sup>e</sup> siècle, une date qui pourrait correspondre au règne du futur Louis XI sur le Dauphiné qu'il a reçu en apanage en 1440. Émile ESCALLIER la date quant à lui du XVI<sup>e</sup> siècle, un siècle où le Gapençais est régulièrement dévasté au cours des guerres d'Italie puis de religion. La Tableau historique des Hautes-Alpes constate simplement que l'église existait déjà en 1708. Une autre source plus incertaine cite les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Et pour couronner le tout, le premier curé de la Bâtie-Neuve listé par l'Abbé GUILLAUME, archiviste des Hautes-Alpes, est l'abbé Jacques GUIGUE, chapelain de N.D. de Consolation, en 1321.

L'église du bourg n'existant pas encore au XIV<sup>e</sup> siècle, il reste l'incertitude entre le XV<sup>e</sup> et le XVI<sup>e</sup> siècle. Le contexte historique pourrait dater cette église de l'administration du règne de Louis XI dans la 2<sup>e</sup> moitié du XV<sup>e</sup> siècle et ou de la période des reconstructions de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Sa construction coïnciderait alors avec la reconstruction du château.



Autre interrogation. F. ALLEMAND en 1906 comme E. ESCALLIER plus tard interprètent les armoiries de l'évêque de Gap Salomon de Serre figurant au fronton du porche de l'église et datées de 1632 comme correspondant à la date d'une de ses restaurations. Mais le même F. ALLEMAND plaçait ces armoiries au dessus d'une porte latérale de la chapelle Saint-Pancrace dans son "Répertoire Archéologique des Hautes-Alpes" en 1888. Ces armoiries ayant été vraisemblablement déplacées, ce serait la chapelle Saint-Pancrace qui aurait été restaurée en 1632 (cf. Alpes Guide).



La restauration actuelle de l'église s'est finalement étalée de fin 2013 à début 2016. Les travaux ont consisté à améliorer la collecte des eaux pluviales, remplacer les deux tiers de la voûte par une voute plus légère, chaîner le pourtour de l'édifice, remplacer une toiture qui contenait de l'amiante par de l'ardoise et remettre en état les façades, le clocher et le porche.



L'aménagement intérieur a consisté à combler l'ancienne chaufferie et remplacer le chauffage, l'électricité, le plancher, les bancs et la balustrade de la tribune tandis que le maître autel classé, donné en restauration à des artisans spécialisés, reprenait sa place initiale au printemps 2016.

À l'occasion des travaux de nettoyage du chœur, des peintures murales du XVII<sup>e</sup> ou XVIII<sup>e</sup> siècle représentant des rideaux et bouquets encadrant la fenêtre absidale sont apparues et ont été restaurées pendant que le chœur recevait de nouveaux lambris. Des nouveaux vitraux ornent maintenant l'église, un vitrail au fond du chœur représentant symboliquement la constellation de la Vierge et un vitrail latéral montrant Jésus-Christ bénissant des enfants dans une foule.







Le tableau représentant la Vierge Marie écrasant du pied un serpent, en référence à un passage de l'Apocalypse, est aujourd'hui exposé dans la chapelle septentrionale. Le tableau du monument aux morts anciennement affiché en façade de l'église est maintenant fixé à l'intérieur de la nef alors qu'un nouveau monument aux morts a été installé sur l'esplanade de la mairie et inauguré le 11 novembre 2014. Un jardinet planté au pied de l'église complète cette restauration exemplaire.



NB : Une notice éditée par la Père Charles Troesch décrit ces œuvres plus brillamment.

Le chantier a été réalisé grâce aux subventions publiques, dont celle consistante de la mairie, le soutien des Amis du Patrimoine Bastidon et des dons privés en numéraire ou matériels. Les messes de Noël 2015 ont été les premières cérémonies célébrées dans l'église restaurée. Son inauguration civile a eu lieu le 24 avril et sa dédicace par notre évêque Di Falco Leandri le 7 mai 2016.





Les vitraux d la tribune ont été remplacés en 2018.



En ce qui concerne la cure, l'accès à la salle paroissiale et la salle elle-même ont été rénovés en 2018 et sa toiture a été refaite en 2020. Travaux complétés par une amélioration de l'isolation et du chauffage de l'appartement des prêtres.



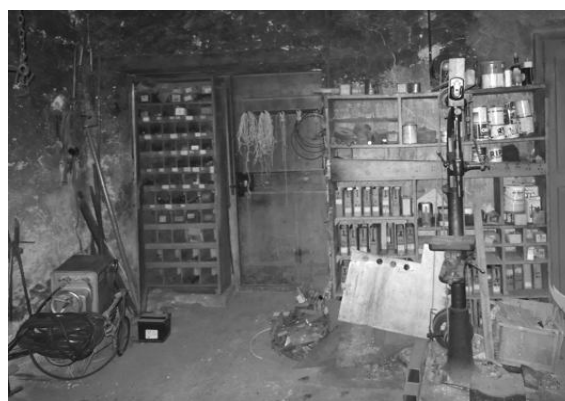
## Les BÂTIMENTS COMMUNAUX

Une nouvelle CRÛCHE ouverte en octobre 2017.



Isolation et réhabilitation du bâtiment de la Poste au deuxième semestre 2017.

La MAISON GUIGUES (la Forge au XX<sup>e</sup> siècle) acquise par la commune en 2017 pour y aménager à terme appartements et commerces. Foyer et presse avaient été retirés pour en faire un garage.



## COLLÈGE

Il a été inauguré sous le nom de "Simone VEIL" par le Président de l'Assemblée Nationale, François de Rugy, le 29 mars 2018.



## PLACE du LAVOIR

La dernière cabine téléphonique du village sise place du Lavoir a été démontée en octobre 2017. De nouveaux WC publics sont à disposition sur la place depuis l'été 2018.



## MÉDIATHÈQUE

Devant être agrandie, la médiathèque a été transférée dans l'ancienne crèche durant les travaux de son extension qui ont commencé en octobre 2018 et se sont terminés avec la réouverture dans ses nouveaux locaux en septembre 2019. Une réalisation remarquable offrant de nombreux services à la disposition des lecteurs petits et grands et la possibilité de consultations informatiques.



## Le DÉVEZET

Bien que ce ne soit pas une intervention spécifique à la commune, celle-ci est intéressée par l'aménagement du torrent qui est une de ses sources d'approvisionnement en eau. L'exécution du projet a été précédée en 2013-2014 par une étude environnementale afin de préserver la biodiversité.

Afin de protéger la route nationale et la ZA de la Grande Ile de ses crues torrentielles, les travaux planifiés fin 2016 comprenaient une régulation de son débit avec un seuil en enrochement bétonné de 2,5 m de hauteur et un barrage de stabilisation en béton armé de 5 m de hauteur.

La consolidation du lit du Dévezet incluait la correction du chenal, le confortement de ses berges et un talutage de sa rive droite. Son charriage était maîtrisé avec une plage de dépôt en amont du pont sur la RN et l'élargissement de la crête de digue de Montgardin. La stabilisation des berges au niveau du captage d'eau potable était assurée par un drainage des eaux d'infiltration et de ruissellements.

Des travaux considérables et coûteux mais indispensables.

### La SALLE des FÊTES

Ce bâtiment des années 1960 a été réhabilité avec la réfection de ses façades et l'isolation de la construction. Des travaux qui se sont étalés d'août à octobre 2019.



### La MAISON des SERVICES au PUBLIC (MSAP)

Cette maison ouverte depuis janvier 2019 et offrant des services dans des domaines aussi variés que le social, la santé, le logement, la formation et l'emploi ainsi qu'un espace informatique pour les démarches administratives va bénéficier d'une extension du bâtiment qui héberge déjà la Communauté de Communes. Les travaux commencés en avril 2019 doivent s'achever début 2020.



### La SALLE MULTI-ACIVITÉS

C'est le patrimoine antique et historique de la commune de la Bâtie-Neuve qui a motivé la prescription d'un diagnostic archéologique du site de la future salle multi-activités, le Pré Cartier à la Lauzière. Ce diagnostic a pris deux semaines réparties sur septembre et octobre 2020.

Quinze sondages ont mis à jour le contexte géologique du site résultant des dépôts morainiques abandonnés à la fonte des glaciers (11000 à 9200 avant J.C. dans le sillon gapençais), leur érosion plus ou moins intense suivant les conditions climatiques et les alluvions qui les ont recouverts.

Dans les Alpes duranciennes, des traces d'occupations humaines vont d'abord se trouver sur les versants de montagne avant 5500 avant J.C. puis sur des fonds alluviaux stabilisés ensuite.

Sur ce site du Pré Cartier, la découverte d'une quarantaine d'outils en silex dont une partie taillée sur place, de deux fragments de meule, de tessons de céramique et d'alignements de pierres pouvant faire partie de structures à usage domestique témoignent de la présence pérenne sur le territoire de la commune de chasseurs-cueilleurs en relation avec des communautés éloignées au Néolithique moyen, entre 4000 et 3800 avant J.C.

Il reste à la commune de réaliser cette salle multi-activités en tenant compte de ce diagnostic.

**Le PARKING de la GARE**

Aménagement à l'automne 2019 d'un parking sur le terrain déblayé, sécurisé et drainé de l'ancienne gare SNCF acquis par la commune pour le stationnement des habitants du bourg et les visiteurs les jours de grandes manifestations du village.

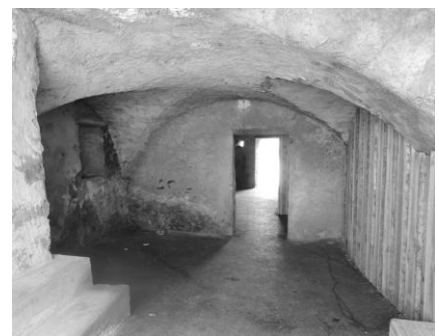


Début 2021, le projet d'aménagement de cet espace comprend ce parking avec une zone pour les campings cars, un terrain pour les joueurs de boules, une aire de jeux pour enfants et un espace vert. La rue du Barry est devenue piétonnière sauf pour les riverains et un passage piéton aménagé sous une maison la relie à la Grand Rue.



La rue du Barry

Le passage avec la Grand Rue



SUPPRESSION de la LIGNE MOYENNE TENSION



Montée de Faudon



Rue des Genévriers



Rue du Moulin



La suppression en 2020 de la ligne électrique 63 000 volts qui encombrait visuellement le village le rend plus agréable à vivre mais son remplacement par la ligne THT de 225 000 volts en altitude n'est peut être pas très visible du village mais dépare certains de nos hameaux et des sites remarquables comme celui de Tournefort ou du lac Raymond au dessus des Casses Vivert.



Tournefort



Lac Raymond



## NOTORIÉTÉ

Dans le Bulletin de l'année 2015 de la Société d'Études des Hautes-Alpes

Rubrique "Bibliographie"

Livres reçus pour la bibliothèque de la Société d'Études

De la part d'adhérents de la Société d'Études des Hautes-Alpes



Michel DRAUSSIN, *La Bâtie Neuve dans les Hautes-Alpes*, tapuscrit, ill., 57 p.

Membre actif du « Patrimoine Bastidon », Michel Draussin avait déjà confié à la bibliothèque de la Société d'Études *L'étape d'Ictodurum sur la via Dominitia. Synthèse bibliographique*, fruit de ses premières recherches sur La Bâtie Neuve. Avec cette étude il nous donne un aperçu de l'histoire de cette commune des Romains à nos jours, passant par le Moyen Âge et la Renaissance. Cette étude fort intéressante et non publiée peut être consultée à la Société d'Études.

Document mis à jour et enrichi au fur et à mesure des découvertes.

Dernière mise à jour en juin 2021.

## ÉNIGME

Où trouve-t-on ce visage ?



Un indice : On peut le découvrir dans l'un des monuments historiques cités plus haut.